



## Table des matières

Exposé général des motifs .....	4
I. SITUATION ECONOMIQUE .....	5
II. PREVISIONS ET MODIFICATIONS DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2020 .....	8
III. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE .....	10
IV. ETABLISSEMENT DU RESULTAT DE L'ANNEE .....	17
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE .....	18
I. Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour l'année 2020 .....	19
I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général .....	20
I.2 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général.....	20
I.3 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général.....	20
I.4 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général.....	21
I.5 Ratification des ajustements des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général.....	21
I.6 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor .....	22
I.7 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du Trésor .....	22
I.8 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes des comptes spéciaux du Trésor.....	23
I.9 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du Trésor.....	23
I.10 Fixation des soldes des comptes spéciaux du Trésor .....	24
II. Ratification des ouvertures de crédits par décrets d'avances .....	25
III. Etablissement et affectation des résultats .....	25
IV. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2020 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR.....	26
PROJET DE LOI.....	27
I. Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour l'année 2020 .....	28
I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général .....	28
I.2 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général.....	28
I.3 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général.....	29
I.4 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général.....	29
I.5 Ratification des ajustements des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général.....	29

I.6 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor .....	30
I.7 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du Trésor .....	30
I.8 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes des comptes spéciaux du Trésor .....	30
I.9 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du Trésor .....	31
I.10 Fixation des soldes des comptes spéciaux du Trésor .....	31
II. Ratification des ouvertures de crédits par décrets d'avances .....	31
III. Etablissement et affectation des résultats .....	31
IV. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2020 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR.....	32
ANNEXES AU PROJET DE LOI.....	34
ANNEXE I : SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL .....	35
ANNEXE II : SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DE PAIEMENT DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME.....	43
ANNEXE III : SITUATION D'EXECUTION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT PAR DOTATION ET PROGRAMME .....	90
ANNEXE IV : SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR .....	116
ANNEXE V : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR EN AE et CP.....	117

# **Exposé général des motifs**

Le présent projet de loi de règlement soumis à votre examen rend compte de l'exécution de la loi de finances et des ordonnances prises au titre de la gestion 2020. Il s'agit de :

- la loi n°2019-17 du 20 décembre 2019 portant loi de finances pour l'année 2020 ;
- les ordonnances n°004-2020 du 28 avril 2020 portant modification des prévisions et autorisations de recettes et des dépenses du budget général et n°07-2020 modifiant la loi n°2019-17 du 20 décembre 2019 portant loi de finances pour l'année 2020, toutes ratifiées par la loi n°2020-1931 du 08 octobre 2020.

La reddition des comptes se fera conformément aux dispositions des articles 48, 49 et 50 de la loi n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances qui apporte des innovations dans la présentation du projet de loi de règlement, suite à la mise en œuvre du budget programme au Sénégal qui s'est traduite par le vote de la loi de finances de l'année 2020 sous format programme.

En effet, le projet de loi de règlement pour la gestion 2020, en plus de présenter les aspects classiques relatifs aux opérations de régularisation des crédits, rendra compte de l'exécution de la gestion dans sa globalité, des programmes budgétaires ainsi que des opérations du tableau de financement de l'Etat.

Cependant, la reddition des comptes ne se fera pas au sens strict du terme c'est-à-dire, sur la base de la performance des programmes ; car l'article 71 du décret n°2020-1020 du 06 mai 2020, modifié par celui n°2020-2423 du 31 décembre 2020 relatif à la gestion budgétaire a prévu que pour l'année 2020, il est fait recours, compte tenu de la période de l'Etat d'urgence, aux procédures d'exécution de la gestion 2019. Autrement dit, l'exécution budgétaire de l'année 2020 s'est effectuée sous format budget en ligne tout en gardant l'intitulé des programmes et en appliquant certaines nouvelles règles de budgétisation.

Les recettes et les dépenses de la loi de finances 2020 étant prévues sur la base d'hypothèses macroéconomiques, il sera question de retracer la situation économique internationale et nationale à la fin de l'année avant de faire une analyse sur le niveau d'exécution du budget de l'Etat.

## **I. SITUATION ECONOMIQUE**

### **I.1 Développement économique international**

L'environnement économique et financier international a été singulièrement marqué en 2020 par un bilan négatif avec la propagation du Coronavirus dans le monde. En effet, la pandémie de la Covid-19 reste la plus grande crise majeure que l'économie mondiale ait connue depuis celle des années 1930. Cette crise sanitaire a eu de graves répercussions sur l'activité économique mondiale, laquelle s'est terminée en 2020 avec une contraction de 3,3%. Cette situation reflète l'effondrement de l'activité dans les pays avancés, notamment, dans la zone

Euro (-6,6%) et aux Etats unis (-3,5%). Les pays émergents et en développement, pour leur part, sont restés très vulnérables face à la pandémie de la Covid-19 avec une contraction de l'activité estimée à 2,2%.

Dans la zone euro, la COVID 19 a prélevé un lourd tribut social avec 240 000 morts et 7 000 000 de personnes contaminées par le virus selon les estimations, mais aussi économique avec la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la baisse de la demande. Le PIB réel a chuté d'environ 40 % au cours du deuxième trimestre 2020. Cependant, le bilan de la pandémie en Europe aurait pu être bien plus lourd si toute une série de mesures vigoureuses n'avaient pas été mises en œuvre pour combattre la crise en adoptant d'ambitieuses mesures de soutien budgétaires, et en sauvant au moins 54 millions d'emplois grâce à des programmes de maintien.

Au Moyen-Orient et en Asie Centrale, un an après le début de la pandémie de coronavirus (COVID-19), la course de vitesse entre les vaccins et le virus est entrée dans une nouvelle phase, et le chemin vers la reprise économique en 2021 devrait être long et varier d'un pays à l'autre.

En Afrique, la croissance en 2020 reste le plus mauvais résultat jamais observé, avec une contraction de l'activité de 1,9 %, qui entraîne une forte hausse des inégalités. De nombreux pays ont du faire des choix difficiles face à trois priorités majeures : sauver des vies dans l'urgence, contenir le virus, et assurer la continuité des activités économiques.

Dans la sous-région, sur une prévision de 6,6% en 2020, le taux de croissance enregistré est de 0,7% après 5,8% en 2019 du fait de l'impact négatif de la crise sur l'ensemble des secteurs de l'économie des États membres. L'évolution des prix à la consommation dans l'Union a été contenue à un taux d'inflation de 2,13% en 2020 contre -0,7% en 2019.

## **I.2 Situation au Sénégal**

Au plan intérieur, dès l'apparition des premiers cas, les autorités ont instauré l'état d'urgence avec la fermeture des frontières, les restrictions dans les transports et l'arrêt des enseignements scolaires et universitaires ; ces mesures n'ont pas été sans conséquence sur l'activité économique. En effet, la croissance de l'économie sénégalaise ressortirait à 1,5% en 2020 contre 4,4% en 2019 ; soit un repli de 2,9 points de pourcentage. Cette contreperformance est à mettre en liaison avec la pandémie qui a fini par impacter négativement les sous-secteurs, notamment, de transformation, du commerce, du transport, de l'hébergement et restauration, des télécommunications et des activités immobilières.

L'économie a évité une récession en 2020 grâce à la bonne performance du secteur agricole qui a porté le **secteur primaire** à 15,9% en 2020 contre une croissance de 4,5% l'année précédente. Les autres sous-secteurs de la pêche, de la sylviculture et de l'élevage se sont également bien comportés.

Les **secteurs secondaire et tertiaire** ont été les plus durement touchés avec le dérèglement de la chaîne d'approvisionnement en biens et services et la baisse sur le transport, l'hébergement et restauration, l'enseignement ainsi que les services de soutien au bureau.

**L'inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, est estimée à 2,3% en 2020 contre 1,9% en 2019. Elle reste maintenue en deçà du seuil communautaire de 3,0%, retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.

La gestion budgétaire de l'année 2020 s'est effectuée dans un contexte difficile marqué par les effets de la Covid-19. L'impact de la pandémie sur l'exécution budgétaire s'est traduit par un ralentissement de la mobilisation des ressources compte non tenu des dons budgétaires mais aussi par une forte sollicitation du levier budgétaire pour faire face aux interventions de l'Etat en termes de charges et d'investissement supplémentaires.

En effet, face à la nécessité de prendre en urgence des mesures d'atténuation des effets de la crise de la COVID 19, le Gouvernement a mis en place un Programme de Résilience économique et sociale (PRES), financé par un Fonds de Réponse et de Solidarité contre les conséquences de la Covid-19 avec **1 000 milliards** FCFA ; soit 7% du PIB. Ce programme est décliné en quatre piliers :

- **Pilier 1 - soutien du secteur de la santé** pour l'adoption d'un plan de contingence du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale dont l'objectif est de renforcer les capacités du Sénégal à faire face à l'épidémie ;
- **Pilier 2 - renforcement de la résilience sociale des populations** à travers la distribution de denrées alimentaires et de soutien aux populations vulnérables ;
- **Pilier 3 - stabilité macroéconomique et financière** : Ce pilier devrait :
  - o apporter un soutien au secteur privé et des emplois, notamment par un appui financier direct aux secteurs économiques les plus touchés, l'accélération des paiements aux entreprises au titre de leur participation à la commande publique, la remise partielle d'une partie de la dette fiscale constatée au 31 décembre 2019 pour les entreprises et les particuliers éligibles, le renforcement de la trésorerie des entreprises par le paiement accéléré des crédits de TVA et l'extension du délai de paiement de la TVA suspendue avec un différé compris entre 12 et 24 mois ;
  - o assouplir le dispositif prudentiel bancaire ;
  - o mettre en place en partenariat avec le secteur bancaire, un mécanisme de financement et de bonification de prêts au profit des entreprises affectées par la crise.
- **Pilier 4 - sécurisation de l'approvisionnement régulier du pays** : l'objectif de ce pilier est de renforcer la surveillance du marché intérieur, constituer un stock de sécurité et maintenir les prix stables de toutes les denrées de première nécessité durant la crise sanitaire (hydrocarbure, produits médicaux et pharmaceutiques, denrées alimentaires).



La mise en œuvre efficace du programme de résilience économique et sociale (PRES) par le gouvernement a contribué à renforcer le secteur de la santé et à atténuer les pertes de revenus des ménages et des entreprises. Une reprise timide est attendue en 2021 avec une croissance projetée à 3,7%.

## **II. PREVISIONS ET MODIFICATIONS DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2020**

Les prévisions du budget général et des comptes spéciaux du Trésor ont été autorisées par la loi n°2019-17 du 20 décembre 2019 portant loi de finances pour l'année 2020. Elles ont été revues, en cours de gestion, par :

- les ordonnances n°004-2020 du 28 avril 2020 portant modification des prévisions et autorisations de recettes et des dépenses du budget général et n°07-2020 modifiant la loi n°2019-17 du 20 décembre 2019 ;
- les actes modificatifs pris par voie réglementaire conformément aux dispositions de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances notamment en ces articles 15 et 21 à 26.

### **II.1 Prévisions de la Loi de Finances Initiale**

Les recettes budgétaires sont arrêtées à 3 258 45 0 000 000 FCFA, réparties ainsi qu'il suit :

- ☞ recettes internes : 2 829 000 000 000 FCFA ;
- ☞ dons budgétaires : 32 970 000 000 FCFA ;
- ☞ dons projets : 260 520 000 000 FCFA ;
- ☞ recettes des CST : 135 950 000 000 FCFA.

Pour les dépenses, elles sont arrêtées à 3 708 950 000 000 FCFA, réparties comme suit :

- ☞ dépenses ordinaires : 2 129 935 156 684 FCFA ;
- ☞ dépenses d'investissement : 1 443 064 843 316 FCFA ;
- ☞ dépenses des CST : 135 950 000 000 FCFA.

Le déficit budgétaire pour l'année 2020 s'est établi à -3% du PIB soit -450,5 milliards FCFA en valeur absolue.

Les prévisions et charges de trésorerie s'établissent comme suit :

- Ressources : 966 520 000 000 FCFA
- Charges : 516 020 000 000 FCFA

### **II.2 Les modifications apportées par les actes règlementaires**



## II.2.1 Les modifications apportées par les ordonnances

Le budget de l'Etat 2020 a été modifié à travers des ordonnances prises dans le cadre de la loi d'habilitation n°2020-13 du 02 avril 2020 autorisant le Président de la République à prendre toute mesure (d'ordre économique, financier, budgétaire, sécuritaire et sanitaire) relevant du domaine de la loi pour faire face à ce choc brutal.

Ainsi, les prévisions initiales des recettes et charges budgétaires de la loi de finances ont été réajustées à :

- 3 144,4 milliards FCFA en recettes, en baisse de 114,1 milliards (8%) ;
- et 4 017,2 milliards FCFA en dépenses, en hausse de 308,2 milliards FCFA (8%) ;
- soit, un déficit budgétaire de 872,8 milliards FCFA représentant 6,1% du PIB.

Les opérations de trésorerie ont été revues et portées en ressources et en charges à hauteur de 1 686,9 milliards dont 70,0 milliards FCFA constitués de garantie et dépôt auprès des banques.

## II.2.2 Les mouvements de crédits

Au cours de la gestion 2020, les autorisations parlementaires ont été modifiées par voie réglementaire conformément aux dispositions des articles 15 et 21 à 26 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances. Ces modifications concernent les recettes et les dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor.

Pour les recettes, il s'agit d'actes pris pour constater des recettes provenant, entre autres, des opérations minières, du groupe des professionnels du pétrole au titre de leur contribution au projet de construction de l'Institut national du pétrole et du gaz (INPG), des fonds de concours du PACASEN.

Pour les dépenses, il s'agit, d'une part, d'actes modifiant la répartition des crédits des programmes ou dotations budgétaires, (arrêtés ou décret de virement, de transfert, d'annulation et d'ouverture de crédits) et d'autre part, d'actes reportant des crédits de 2019 sur 2020 (arrêtés de report de crédits).

Les actes modifiant la répartition des crédits ont été pris pour faire face à des dépenses urgentes et prioritaires non prévues initialement. Quant au report de crédits, ils ont été pris pour poursuivre les projets d'investissement en cours de mise en œuvre.

**Tableau 1 Récapitulatif des actes par type**

Type d'actes	Nombre d'actes
ARRETE d'annulation de crédits sur la gestion 2020	2
ARRETE portant constatation et affectation de fonds de concours sur la gestion 2020	8
ARRETE portant report de crédits sur la gestion 2020	3
ARRETE portant transfert de crédits sur la gestion 2020	158

ARRETE portant virement de crédits globaux sur la gestion 2020	318
DECRET d'avance sur la gestion 2020	3
DECRET portant constatation de recettes et ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2020	3
<b>Total général</b>	<b>495</b>

**Source : MFB**

### III. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

L'impact de la pandémie sur l'exécution budgétaire s'est traduit par un ralentissement de la mobilisation des ressources, compte non tenu des dons budgétaires mais aussi par une forte sollicitation du levier budgétaire pour faire face aux interventions de l'Etat en termes de charges récurrentes et d'investissement supplémentaires. Les recettes ont diminué de 2% tandis que les dépenses budgétaires ont augmenté de 10% en glissement annuel. Par rapport aux prévisions, les recettes budgétaires sont exécutées à 95 % et 97% pour les dépenses.

#### III.1 Mobilisation des recettes budgétaires

Les recettes budgétaires ont été recouvrées à hauteur de 95 %. En effet, sur des prévisions de **3 144,36 milliards FCFA**, les réalisations s'établissent à **2 998,68 milliards FCFA**. En glissement annuel, il est noté une baisse (2%) imputable pour l'essentiel, à la forte diminution des subventions provenant des bailleurs (dons projets) avec un taux d'exécution de 48% dû à la pandémie. Toutefois, les recettes fiscales et non fiscales se sont bien comportées malgré l'effet de la Covid-19 avec un taux d'exécution de 101%.

**Tableau 2 Exécution des recettes**

NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS	REALISATIONS 2020	REALISATIONS 2019	Taux de réalisation	Evolution%
RECETTES FISCALES	2 352 797 216 000	2 381 990 470 529	2 358 134 409 550	101%	1%
RECETTES NON FISCALES	123 190 000 000	119 908 834 682	115 920 942 953	97%	3%
Dons Budgétaires	240 100 000 000	207 684 218 900	168 275 913 538	86%	23%
Recettes exceptionnelles	31 800 000 000	20 979 361 741	58 369 878 449	66%	-64%
DONS PROJETS	260 520 000 000	124 724 647 822	207 872 263 529	48%	-40%
RECETTES CST	135 950 000 000	143 391 267 932	138 947 849 637	105%	3%
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>3 144 357 216 000</b>	<b>2 998 678 801 606</b>	<b>3 047 521 257 656</b>	<b>95%</b>	<b>-2%</b>

**Source : MFB**

Les **recettes fiscales et non fiscales** s'établissent à **2 501,9 milliards FCFA** en 2020 contre **2 474,1 milliards FCFA** en 2019, soit une hausse de **27,8 milliards FCFA** (1%). Cette situation s'explique notamment, par la progression des impôts sur le revenu, des bénéficiaires et gains en capital (+62,6 milliards FCFA), des autres recettes fiscales (68,9 milliards FCFA) et des revenus de l'Entreprise et du Domaine (4,2 milliards FCFA). Toutefois, cette hausse est atténuée par le repli des impôts sur les salaires et autres rémunérations (-10 milliards FCFA), des impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (-77,3 milliards), des droits et taxes à l'importation (-15,4 milliards FCFA) et des droits de timbre et d'enregistrement (-9,4 milliards FCFA).

Concernant les **dons budgétaires**, les partenaires au développement ont beaucoup contribué avec une augmentation en valeur relative de 23% et 39,4 milliards FCFA en valeur absolue comparativement à l'année 2019.

S'agissant des **dons projets**, ils représentent 4% des recettes totales en 2020. Ils ressortent à hauteur de 129,87 milliards dont 5,15 milliards pour le PIC IV en 2020. Il en résulte une forte baisse de 78 milliards en glissement annuel soit 38% en valeur relative.

Pour les **recettes des CST**, le montant recouvré est de **143,4 milliards FCFA** soit un taux d'exécution de 105% imputable pour l'essentiel aux recettes générées par le nouveau régime complémentaire du Fonds national de retraite (FNR) et aux efforts consentis pour le renforcement du suivi des cotisations des fonctionnaires du secteur parapublic.

### III.2 Exécution des dépenses budgétaires

Les dépenses du budget sont ressorties à **3957 milliards FCFA** à fin 2020 contre **3605,97 milliards FCFA** en 2019, soit une hausse de **351,04 milliards FCFA** en valeur absolue et **10%** en valeur relative. Cette hausse est imputable aux transferts courants et en capital destinés au Programme de Résilience économique et social initié par le gouvernement du Sénégal pour lutter contre la pandémie de la COVID-19.

Au titre des autorisations d'engagement des investissements sur ressources internes, les engagements juridiques intervenus à fin décembre s'élèvent à **790, 72 milliards FCFA**.

**Tableau 3 Exécution des dépenses budgétaires par grandes catégories en crédits de paiement**

Catégories	LFI 2020	LFR 2020	Crédits ouverts	Montants payés
Intérêt de la Dette publique	364 800 000 000	306 900 000 000	306 900 000 000	288 290 600 302
Dépenses de personnel	817 700 000 000	817 700 000 000	817 700 000 000	831 289 875 845
Biens et services	311 611 297 332	305 808 722 985	301 587 812 017	339 017 193 412
Transferts courants	635 823 859 352	957 899 259 393	962 120 170 361	955 925 952 288
Investissement	852 754 179 732	770 045 356 145	767 120 766 953	713 265 758 362
Transferts en capital	576 635 053 220	708 034 388 811	765 576 417 096	706 286 685 967
CST	135 950 000 000	135 950 000 000	135 950 000 000	115 774 825 867
PIC IV	13 675 610 364	14 812 272 723	14 812 272 723	7 158 538 236
<b>Total général</b>	<b>3 708 950 000 000</b>	<b>4 017 150 000 057</b>	<b>4 071 767 439 150</b>	<b>3 957 009 430 279</b>

**Source : MFB**

Pour ce qui concerne la dette publique, il convient de rappeler que seules les charges liées aux paiement des intérêts sont budgétaires à partir de l'année 2020. Les montants payés s'élèvent à **288,29 milliards FCFA** dont **228,92 milliards FCFA** pour la dette extérieure et **59,37 milliards FCFA** pour la dette intérieure.

Concernant les dépenses de personnel, elles ont été exécutées à **102%**, soit un montant de **13,6 milliards FCFA** de plus par rapport aux prévisions. Cet écart par rapport aux prévisions

se justifie principalement par l'augmentation des effectifs et la prise en charge des indemnités téléphoniques allouées dans le cadre de la rationalisation des dépenses publiques.

En glissement annuel, la masse salariale a connu une hausse de **86,33 milliards FCFA** en valeur absolue et **12%** en valeur relative.

Ce niveau d'exécution s'explique par les principaux facteurs suivants :

- la hausse des effectifs qui passe de 145 299 à 153 051 agents ;
- la poursuite de la mise en œuvre des accords du 30 avril 2018 avec les syndicats d'enseignants pour l'apaisement du climat social ;
- l'application du décret n°2019-1310 du 14 août 2019 fixant une allocation forfaitaire mensuelle pour charges de téléphonie mobile de certains agents de l'Etat ;
- la mise en œuvre du décret n°2019-855 du 08 mai 2019 relatif à l'augmentation de la limite d'âge des personnels militaires des armées ;
- la prise en charge des dépenses de santé pour permettre aux structures hospitalières de faire face à leurs charges dans le contexte de la crise sanitaire du corona virus ;
- la prise en charge de l'assurance-maladie du personnel des postes diplomatiques et consulaires.

S'agissant des autres dépenses courantes, elles ont été exécutées à hauteur de **102%** des crédits de la gestion pour un montant de **1294,94 milliards**. En glissement annuel, les paiements ont connu une hausse de **204,70 milliards FCFA** en valeur absolue soit **19%** en valeur relative. Cette hausse est portée en grande partie par les transferts courants tirés principalement par les dépenses effectuées au profit du Fonds de riposte et de solidarité contre les effets de la Covid-19 (FORCES COVID-19). Elles se décomposent comme suit :

- le fonctionnement des services : **339,02 milliards FCFA** et ;
- les transferts courants : **955,93 milliards FCFA**.

En ce qui concerne les dépenses d'investissements, elles ont été exécutées pour un montant de **1426,71 milliards FCFA** en 2020 contre **1 388,34 milliards FCFA** en 2019, soit une hausse de **38,37 milliards FCFA** en valeur absolue et **3%** en valeur relative. Cette évolution est imputable, pour l'essentiel, aux dépenses d'investissements sur ressources internes qui ont connu une hausse de **24%**.

Les dépenses d'investissements sur **ressources internes** ont été exécutées pour un montant de **774,27 milliards FCFA** sur des crédits de la gestion de **860,95 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **90%**.

L'exécution a été fortement portée par les transferts en capital (**91%**), grâce à la mobilisation satisfaisante des ressources, particulièrement celles qui sont allouées à la protection sociale pour faire face aux effets de la pandémie.

Concernant **les dépenses d'investissements sur ressources externes**, elles ont été exécutées, à hauteur de **652,44 milliards FCFA** sur des prévisions de **686,56 milliards**

**FCFA**, soit un taux d'exécution de **95%**. Ces dépenses d'investissements intègrent celles réalisées sur le PIC IV d'un montant de **7,16 milliards** payées par le Trésor public.

Ces dépenses se répartissent en emprunts pour **520,56 milliards FCFA (80%)** et en subventions pour **124,72 milliards FCFA (19%)** auxquelles il convient de rajouter les **7,16 milliards (1%)** du PIC IV payées par le Trésor publique au courant de la gestion 2020.

Pour les **autorisations d'engagement des investissements** sur ressources internes, l'exécution se présente par catégorie de dépense comme suit :

- **Investissements exécutés par l'Etat : 83,5 milliards FCFA ;**
- **Transferts en capital : 707,18 milliards FCFA.**

Relativement **aux dépenses des CST**, l'exécution est portée principalement par le compte d'affectation spéciale du « Fonds national de Retraites (FNR) » pour un montant **de 114,2 milliards FCFA**. La situation des autres opérations des comptes spéciaux du Trésor (CST) se présente comme suit :

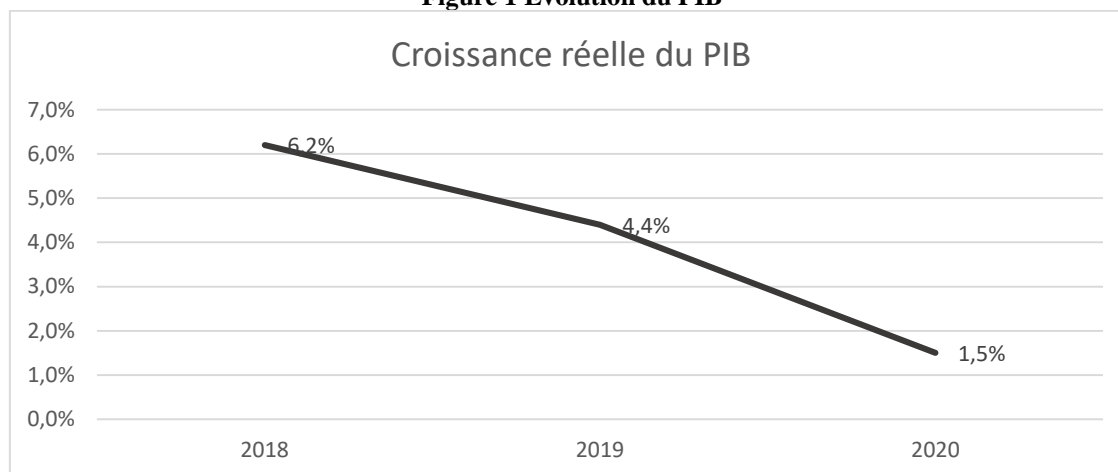
- frais de contrôle des entreprises publiques, les dépenses se sont chiffrées à **388,06 millions FCFA ;**
- caisse d'encouragement à la pêche et à ses industries annexes, les dépenses sont arrêtées à **1,143 milliards FCFA ;**
- gestion des prêts et avances, les dépenses exécutées s'élèvent à **55,75 millions FCFA.**

### **III.3 Evolution des deux principaux agrégats macroéconomiques**

Sur le plan macroéconomique, la pandémie de la COVID 19 a impacté également les agrégats macroéconomiques tels que la croissance et le déficit budgétaire qui affichent des résultats remettant en cause les objectifs fixés dans la loi de finances initiale.

En effet, l'évolution de la **croissance réelle du PIB** sur les trois (3) dernières années, indique une tendance baissière très marquée entre 2019 et 2020 (-2,9 points) que sur 2018 et 2019 (-1,8 point).

**Figure 1 Evolution du PIB**



**Source : MFB**

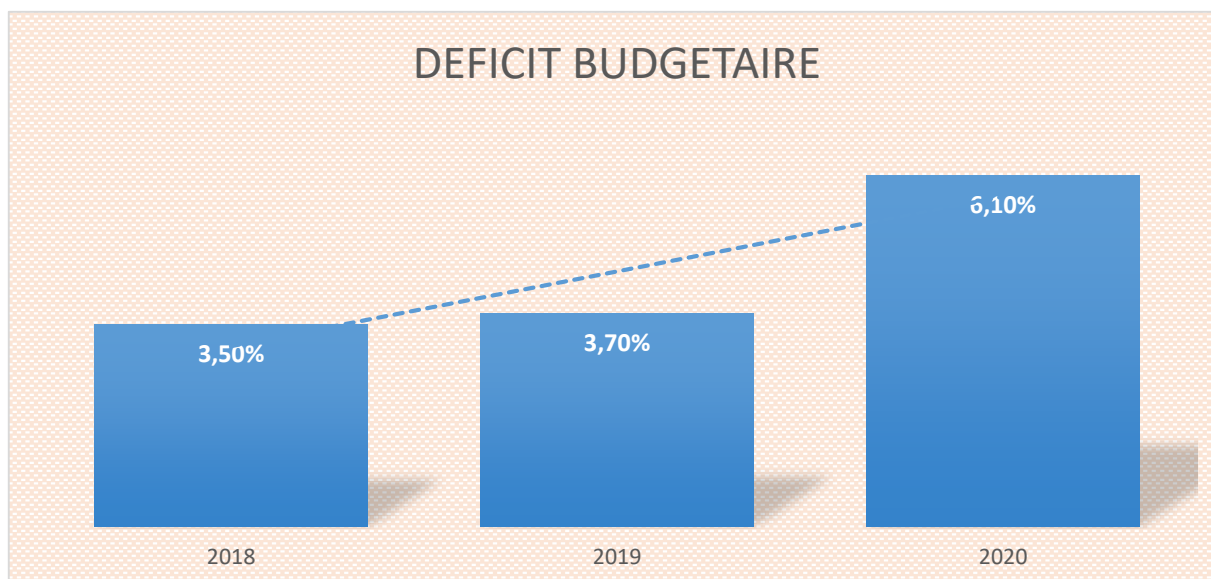
Cette tendance entre 2018 et 2019 est expliquée, entre autres, par l'évolution de la valeur ajoutée au niveau de certaines branches d'activité, notamment, l'agriculture, les extractives, la fabrication de produits chimiques, la construction, le commerce, et les « activités spécialisées, scientifiques et techniques ».

Par contre pour l'année 2020, la croissance est ressortie à 1,5% contre 4,4% en 2019 soit un repli de 2,9 points de pourcentage. Ce repli est imputable pour l'essentiel au secteur tertiaire qui pèse plus de 40% du PIB et qui a chuté de 0,7% en 2020 contre une hausse de 4,4% en 2019, soit une baisse de 5,2 points de croissance. Le secteur secondaire a été aussi affecté mais dans une moindre mesure par rapport au secteur tertiaire du fait du dynamisme des sous-secteurs les moins affectés par la Covid à savoir les activités extractives, les matériaux de construction, l'égrenage de coton, la production de l'énergie, etc.

S'agissant du **déficit budgétaire**, il était sur une trajectoire de convergence vers l'objectif de 3% pendant plusieurs années. Il a été impacté en 2020 et s'est établi à 6,1%.

Ce creusement du déficit a permis de mettre en œuvre des mesures budgétaires contra-cycliques pour atténuer l'impact de la pandémie avec des transferts budgétaires vers les secteurs sociaux particulièrement la santé.

Figure 2 Evolution du déficit budgétaire



### III.4 Financement et Exécution du PRES

Le plan de résilience économique et social financé par un fonds de relance et solidarité a été doté d'une enveloppe de 1 000 milliards de FCFA, répartie en dépenses décaissables d'un montant de 628,4 milliards de FCFA et en mesures fiscales et douanières avantageuses pour les entreprises de 371,6 milliards de FCFA.

#### III.4 .1 Moyens de la résilience

Le Fonds de riposte et de solidarité contre les effets du COVID-19 (FORCE-COVID-19) a enregistré des ressources d'un montant de 773,214 milliards FCFA provenant de :

- l'appui des Partenaires au développement pour un montant de 651,006 milliards FCFA répartis ainsi qu'il suit :
  - FMI : 266 milliards francs CFA ;
  - Union Européenne : 81,068 milliards francs CFA ;
  - Allemagne : 65,596 milliards FCFA ;
  - Banque Mondiale : 71,542 milliards FCFA ;
  - Banque Africaine de Développement (BAD) : 57,6 milliards FCFA ;
  - Agence Française de Développement (AFD) : 33,27 milliards FCFA ;
  - Banque Islamique de Développement (BID) : 51,83 milliards FCFA ;
  - Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) : 22,1 milliards francs CFA ;
  - Japon : 1,5 milliard FCFA ;
  - UEMOA : 500 millions FCFA.
- financement interne de l'Etat pour un montant de 102,25 milliards FCFA à la suite d'une réorientation budgétaire conforme à la Circulaire n°022 du MFB du 05 mai 2020, relative au gel de lignes de dépenses pour le financement de la lutte contre la COVID-19 ;
- l'élan de solidarité des sénégalais pour un montant de 19, 958 milliards FCFA.



### III.4 .2 Exécution du PRES

Tableau 4 Exécution du PRES en milliards FCFA

EXECUTION DU PRES	PREVISIONS	REALISATIONS
SOUTENIR LE SECTEUR DE LA SANTE	77,8	105,17
RENFORCER LA RESILIENCE DES POPULATIONS	103	97,23
SAUVEGARDER LA STABILITE MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE POUR CONTINUER DE PROMOUVOIR L'EMPLOI ET LE SECTEUR PRIVE	741,6	424,97
SECURISER L'APPROVISIONNEMENT DU PAYS EN HYDROCARBURES, PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE	77,6	112,72
<b>TOTAL</b>	<b>1 000</b>	<b>740,09</b>

Les dépenses du PRES, ont été exécutées pour un montant de **740 090 570 784 FCFA**. La répartition des prévisions et des paiements se présente comme suit :

**Pilier 1:** le taux d'exécution est de **135 ,18%**. Les dépenses effectuées portent sur :

- la réhabilitation et l'équipement du service des maladies infectieuses et tropicales(SMIT) de l'Hôpital Fann ;
- la construction et l'équipement du Centre International de Formation et de Recherche sur les Agents Infectieux et la Génomique ;
- la réhabilitation de l'hôpital Matlaboul Fawzeny de Touba ;
- l'acquisition de masques ;
- les activités de prévention et de lutte contre la COVID -19 : acquisition d'appareils thermo flash, de distributeur autonome de gel hydro-alcoolique, acquisition de matériels et de produits de nettoyage, impression de supports de communication, opérations d'aménagement, de salubrité et d'hygiène.

**Pilier 2:** le niveau de mobilisation est de **94,39%**. Les principales dépenses sont les suivantes :

- l'aide alimentaire d'urgence aux populations;
- l'appui à la diaspora;
- la prise en charge de la tranche sociale des factures d'électricité;
- le paiement la tranche sociale des factures électricité en milieu rural ;
- la prise en charge factures d'eau ;
- le soutien à l'élevage et aux productions animales ;
- l'appui aux pêcheurs artisanaux, femmes formatrices, mareyeurs et aquaculteurs.

**Pilier 3:** les dépenses ont été arrêtées à **424,9 milliards FCFA** sur une prévision 741,6 milliards FCFA ; soit un taux de réalisation de **49,4%**. Ces dépenses ont permis de couvrir, entre autres :

- les obligations impayées ;
- l'appui aux entreprises affectées ;
- la mise en place d'un mécanisme de garantie auprès du système financier au profit des entreprises ;
- les mesures fiscales et douanières pour une enveloppe globale.

**Pilier 4:** Le pilier 4 a été exécuté en dépassement pour un montant de **112,7 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **145,5%**. Sa mise en œuvre a particulièrement concerné le règlement des compensations tarifaires, des pertes commerciales des pétroliers et de l'éclairage public.

## IV. ETABLISSEMENT DU RESULTAT DE L'ANNEE

Les résultats de l'exécution du budget de la gestion 2020 se présentent comme suit :

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES PAYEES		SOLDE
<b>A BUDGET GENERAL</b>				
<b>A1 Opérations budgétaires dont le Trésor est comptable assignataire</b>				
Recettes fiscales	2 381 990 470 529	Intérêts de la Dette publique	288 290 600 302	
Recettes non fiscales	119 908 834 682	Personnel	831 289 875 845	
Recettes exceptionnelles	20 979 361 741	Acquisitions biens et services	339 017 193 412	
Dons budgétaires hors PIC IV	202 537 064 007	Transferts courants	955 925 952 288	
		Investissements exécutés par l'Etat	67 981 034 132	
		Transfert en capital	706 286 685 967	
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 725 415 730 959</b>	<b>Total dépenses internes</b>	<b>3 188 791 341 946</b>	
Recette externes PIC IV	5 147 154 893	Investissement PIC IV	7 158 538 236	
<b>Total A1</b>	<b>2 730 562 885 852</b>	<b>Total dépenses</b>	<b>3 195 949 880 182</b>	<b>-465 386 994 330</b>
<b>A2 Opérations budgétaires dont le Trésor n'est pas comptable assignataire</b>				
Dons projets et legs	124 724 647 822	Investissements projets sur dons	124 724 647 822	
Emprunts projet		Investissements projets sur emprunts	520 560 076 409	
<b>Total A2</b>	<b>124 724 647 822</b>	<b>Total investissements sur ressources externes</b>	<b>645 284 724 230</b>	
<b>TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>2 855 287 533 674</b>	<b>TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 841 234 604 412</b>	<b>- 985 947 070 739</b>
<b>B COMPTES SPECIAUX</b>				
RECETTES	143 391 267 932	DEPENSES	115 774 825 867	27 616 442 065
<b>TOTAL GENERAL RECETTES</b>	<b>2 998 678 801 606</b>	<b>TOTAL GENERAL DEPENSES</b>	<b>3 957 009 430 279</b>	<b>- 958 330 628 674</b>

Telle est l'économie du présent projet de loi soumis à votre approbation.

# **EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE**

# I. Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour l'année 2020

## ARTICLE PREMIER

**EXPOSE DES MOTIFS** : le montant définitif des encaissements de recettes et des paiements de dépenses du budget de l'Etat sont arrêtés respectivement à **2 998 678 801 605 FCFA** et **3 957 009 430 279 FCFA**. Il s'en dégage un solde global de **-958 330 628 674 FCFA**.

Le solde des opérations définitives dont le Trésor est comptable assignataire, est arrêté à **-465 336 994 330 FCFA**. Le solde des opérations définitives dont le Trésor n'est pas comptable assignataire est arrêté à **-520 560 076 409 FCFA**. Le solde des opérations de l'année des comptes spéciaux du Trésor est de **27 616 442 065 FCFA**.

### Texte de l'article

Le montant définitif des recettes et des dépenses du budget de l'année 2020 est arrêté aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après :

(En FCFA)

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES PAYEES		SOLDE
<b>A BUDGET GENERAL</b>				
<b>A1 Opérations budgétaires dont le Trésor est comptable assignataires</b>				
Recettes fiscales	2 381 990 470 529	Intérêts de la Dette publique	288 290 600 302	
Recettes non fiscales	119 908 834 682	Personnel	831 289 875 845	
Recettes exceptionnelles	20 979 361 741	Acquisitions biens et services	339 017 193 412	
Donc budgétaires hors PIC IV	202 537 064 007	Transferts courants	955 925 952 288	
		Investissements exécutés par l'Etat	67 981 034 132	
		Transfert en capital	706 286 685 967	
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 725 415 730 959</b>	<b>Total dépenses internes</b>	<b>3 188 791 341 946</b>	
Recette externes PIC IV	5 147 154 893	Investissement PIC IV	7 158 538 236	
<b>Total A1</b>	<b>2 730 562 885 852</b>	<b>Total dépenses</b>	<b>3 195 949 880 182</b>	<b>-465 386 994 330</b>
<b>A2 Opérations budgétaires sur ressources externes</b>				
Dons projets et legs	124 724 647 821	Investissements projets sur dons	124 724 647 821	
Emprunts projet		Investissements projets sur emprunts	520 560 076 409	
<b>Total A2</b>	<b>124 724 647 821</b>	<b>Total investissements sur ressources externes</b>	<b>645 284 724 230</b>	<b>- 520 560 076 409</b>
<b>TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>2 855 287 533 673</b>	<b>TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 841 234 604 412</b>	<b>-985 947 070 739</b>
<b>B COMPTES SPECIAUX</b>				
RECETTES	143 391 267 932	DEPENSES	115 774 825 867	<b>27 616 442 065</b>
<b>TOTAL GENERAL RECETTES</b>	<b>2 998 678 801 605</b>	<b>TOTAL GENERAL DEPENSES</b>	<b>3 957 009 430 279</b>	<b>-958 330 628 674</b>

## I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

### **ARTICLE 2 :**

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet de fixer le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour 2020 conformément à l'article 48 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Les recettes du budget général sont arrêtées à **2 855 287 533 673 FCFA**. Elles prennent en compte les dons projets et legs non assignés au Trésor qui s'élèvent à **124 724 647 821 FCFA**.

***Texte de l'article :***

*Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2020 est arrêté à **2 855 287 533 673 FCFA** conformément à l'annexe **n°I** du présent document.*

## I.2 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général

### **ARTICLE 3**

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet de constater les crédits de paiement consommés par programme et dotations.

***Texte de l'article :***

*Le montant des crédits de paiement consommés sur le budget général au titre de l'année 2020 est arrêté par programme et dotation aux sommes de **3 841 234 604 412 FCFA** conformément à l'annexe **n° II** du présent document.*

## I.3 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général

### **ARTICLE 4**

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article a pour objet de procéder aux ajustements en régularisant les dépassements ou/et en annulant les crédits de paiement non consommés et non reportés.

***Texte de l'article :***

*Les crédits de paiement complémentaires, d'un montant de **88 378 980 748 FCFA** sont ouverts pour régulariser les dépassements.*

Il est procédé à l'annulation des crédits de paiement non consommés et non reportés pour un montant de **113 259 288 666 FCFA** comme indiqué dans le tableau ci-après :

En FCFA

Libellés catégories	Disponible	Dépassement	Ajustement de la loi de règlement		
			Crédits de paiement reportés sur 2021	Annulation de CP non consommés et non reportés	Ouverture de CP complémentaires
Intérêt de la Dette publique	18 609 399 698			18 609 399 698	-
Dépenses de personnel	21 390 674 746	- 34 980 550 591		21 390 674 746	- 34 980 550 591
Biens et services	15 969 048 762	- 53 398 430 157		15 969 048 762	- 53 398 430 157
Transferts courants	6 194 218 073			6 194 218 073	-
Investissements exécutés par l'Etat	27 394 205 544		8 296 015 140	19 098 190 404	-
Transferts en capital	59 289 731 129		27 982 761 350	31 306 969 779	-
<b>Total hors PIC IV</b>	<b>148 847 277 952</b>	<b>- 88 378 980 748</b>	<b>36 278 776 490</b>	<b>112 568 501 462</b>	<b>- 88 378 980 748</b>
<b>PIC IV</b>	<b>2 607 990 654</b>		<b>1 917 203 450</b>	<b>690 787 204</b>	
<b>Total général</b>	<b>151 455 268 606</b>	<b>- 88 378 980 748</b>	<b>38 195 979 940</b>	<b>113 259 288 666</b>	<b>- 88 378 980 748</b>

#### I.4 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général

##### ARTICLE 5 :

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet de constater les autorisations d'engagement consommées par programme et dotations sur ressources internes.

##### **Texte de l'article :**

*Le montant des autorisations d'engagement consommées sur le budget général sur ressources internes au titre de l'année 2020 est arrêté par programme et dotation aux sommes de **790 719 428 753 FCFA** conformément à l'annexe n° III de la présente loi.*

#### I.5 Ratification des ajustements des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général

##### ARTICLE 6 :

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article a pour objet de procéder aux ajustements en régularisant les dépassements ou/et en annulant les autorisations d'engagement non consommés et non reportés. Au titre de la gestion de 2020 aucun dépassement n'a été constatés sur les autorisations d'engagement du budget général.

**Texte de l'article :**

Il est procédé à l'annulation des autorisations d'engagement non consommées et non reportées pour un montant de **3 236 404 532 770 FCFA** comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En FCFA)

Catégories de dépenses	Disponibles	Dépassements	Ajustement de la loi de règlement	
			Autorisations d'engagement reportées sur 2021	Annulation de AE non consommés et non reportés
Investissements exécutés par l'Etat	290 425 881 858		5 109 142 167	285 316 739 691
Transferts en capital	2 979 093 054 429		28 005 261 350	2 951 087 793 079
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 269 518 936 287</b>	<b>0</b>	<b>33 114 403 517</b>	<b>3 236 404 532 770</b>

## I.6 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor

### **ARTICLE 7**

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'arrêter les recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2020 conformément à l'article 48 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **143 391 267 932 FCFA**.

**Texte de l'article :**

« Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **143 391 267 932 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor ».

Catégories CST	Recettes encaissées 2020
Comptes d'affectation spéciale	137 034 330 637
Comptes de prêts	6 356 937 295

## I.7 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du Trésor

### **ARTICLE 8**

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet de constater les crédits de paiement consommés des programmes CST.

**Texte de l'article :**



Le montant des crédits de paiements consommés sur les comptes spéciaux du Trésor est arrêté, au 31 décembre 2020, par programme à la somme de **115 774 825 867 FCFA**, conformément à l'annexe **n°V-1** du présent document.

## I.8 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes des comptes spéciaux du Trésor

### **ARTICLE 9**

**EXPOSE DES MOTIFS** : le présent article a pour objet, de constater les montants des autorisations d'engagement des comptes spéciaux du Trésor, consommées par les engagements juridiques, intervenus au titre de la gestion 2020.

**Texte de l'article** : Le montant des autorisations d'engagement consommées sur les comptes spéciaux du Trésor est arrêté, au 31 décembre 2020, par programme à la somme de **246 327 104 FCFA**, conformément à l'annexe **n°V-2** du présent document.

## I.9 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du Trésor

### **ARTICLE 10**

**EXPOSE DES MOTIFS** : le présent article a pour objet de procéder aux ajustements en régularisant les dépassements ou/et en annulant les crédits de paiement non consommés des Comptes spéciaux du Trésor conformément au tableau ci-dessous. Le seul dépassement constaté est imputable au Fonds national de Retraite (FNR), dont les crédits n'ont pas été revus à hauteur des recettes encaissées

*En FCFA*

Section	Code Prog.	Libellés CST	Disponibles	Dépassements	Ajustements	
					Annulations de crédits non consommés	Ouvertures de crédits complémentaires
21	3001	Frais de contrôle des entreprises publiques	111 942 398		111 942 398	
32	3002	Opérations à caractère industriel et commerciale	150 000 000		150 000 000	
33	3003	Fonds de lutte contre les incendies	200 000 000		200 000 000	
40	3004	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes (CEPIA)	156 948 967		156 948 967	
43	3005	Gestion du Fonds national de retraite (FNR)		2 437 962 673	-	2 437 962 673
43	3006	Gestion des Prêts et Avances	21 494 245 441		21 494 245 441	
43	3007	Gestion des Garanties et avals	500 000 000		500 000 000	
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>22 613 136 806</b>	<b>2 437 962 673</b>	<b>22 613 136 806</b>	<b>2 437 962 673</b>

**Texte de l'article :**

*Les crédits de paiement complémentaires d'un montant de **2 437 962 673 FCFA**, sont ouverts pour régulariser les dépassements sur comptes spéciaux du Trésor.*

*Il est procédé à l'annulation des crédits de paiement non consommés des comptes spéciaux du Trésor d'un montant de **22 613 136 806 FCFA**.*

## **I.10 Fixation des soldes des comptes spéciaux du Trésor**

### **ARTICLE 11**

**EXPOSE DES MOTIFS** : le présent article a pour objet d'arrêter les soldes des comptes spéciaux du Trésor au 31 décembre 2020. L'article 7 de la loi de finance n°2019-17 du 20 décembre 2019 prévoit le report du solde de chaque CST, sauf pour le solde débiteur du Fonds national de Retraite (FNR).

**Texte de l'article :**

*Les soldes des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sont arrêtés, à la date du 31 décembre 2020, aux sommes ci-après :*

Compte spécial du Trésor	Recettes au 31/12/2021	Dépenses au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021
Fonds national de retraite	135 140 202 233	114 187 962 673	20 952 239 560
Frais de contrôle des entreprises à participation publique	391 978 850	388 057 602	3 921 248
Caisse d'encouragement à la pêche	1 502 149 554	1 143 051 033	359 098 521
Prêts aux particuliers	6 356 937 295	55 754 559	6 301 182 736

## II. Ratification des ouvertures de crédits par décrets d'avances

### ARTICLE 12

**EXPOSE DES MOTIFS** : le présent article a pour objet de ratifier les ouvertures de crédits par décret d'avance conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020. Il s'agit des décrets n°2020-367 du 3 février 2020, n° 2020-944 du 7 avril 2020, n°2020-960 du 16 avril 2020, n° 2020-987 du 24 avril 2020, n°2020-1001 du 28 avril 2020, n°2020-2317 du 4 décembre 2020.

#### **Texte de l'article :**

« Sont ratifiés les crédits ouverts par les décrets n°2020-367 du 3 février 2020, n° 2020-944 du 7 avril 2020, n°2020-960 du 16 avril 2020, n° 2020-987 du 24 avril 2020, n°2020-1001 du 28 avril 2020, n°2020-2317 du 4 décembre 2020 portant ouverture de crédits ».

## III. Etablissement et affectation des résultats

### III.1 Etablissement du résultat du budget général

#### ARTICLE 13

**EXPOSE DES MOTIFS** : le présent article a pour objet d'établir le résultat de la gestion 2020 au sens des dispositions de la loi organique n°2001-09 combinées à celles de la loi organique n°2020-07 du fait de la non effectivité de la mise en œuvre de la comptabilité patrimoniale.

#### **Texte de l'article :**

*Le résultat du budget général pour l'année 2020 est définitivement arrêté comme suit :*

- recettes : 2 855 287 533 673 FCFA ;
- dépenses : 3 841 234 604 412 FCFA ;
- **excédent des dépenses sur les recettes : 985 947 070 739 FCFA dont 465 386 994 330 FCFA assigné au Trésor public ».**

### III.2 Etablissement du résultat des CST

#### ARTICLE 14

*Le résultat des comptes spéciaux du Trésor pour l'exercice 2020 est définitivement arrêté comme suit :*

- recettes: 143 391 267 932 FCFA ;

- dépenses: 115 774 825 867 FCFA ;
- **excédent des recettes sur les dépenses: 27 616 442 065 FCFA ».**

### III. 3 Pertes et profits sur opérations de trésorerie

#### ARTICLE 15

*Les pertes sur opérations de trésorerie pour la gestion 2020 sont définitivement arrêtées à **1 688 770 769 FCFA.***

## IV. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2020 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR

#### ARTICLE 16

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article récapitule le compte de résultat de l'année et autorise son transfert au compte permanent des découverts du Trésor conformément aux dispositions combinées des lois organiques n°2001-09 du 15 octobre 2001 et n°2020 -07 du 26 février 2020 relatives aux lois de finances.

#### **Texte de l'article :**

*« Le solde débiteur du budget général d'un montant de **985 947 070 739 FCFA**, dont **465 386 994 330 FCFA** assigné au Trésor public, est transféré en augmentation du débit du compte 98 résultat d'exécution des lois de finances.*

*Les profits des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2021, d'un montant de **27 616 442 065 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte 98 résultat d'exécution des lois de finances.*

*Les pertes sur opérations de trésorerie d'un montant de **1 688 770 769 FCFA** sont transférées en augmentation du débit du compte 98 résultat d'exécution des lois de finances.*

Telle est l'économie du présent projet de loi de règlement pour l'année 2020.

# PROJET DE LOI

# I. Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour l'année 2020

## ARTICLE PREMIER

Le montant définitif des recettes et des dépenses du budget de l'année 2020 est arrêté aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après :

(En FCFA)

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES PAYEES		SOLDE
<b>A BUDGET GENERAL</b>				
<b>A1 Opérations budgétaires dont le Trésor est comptable assignataires</b>				
Recettes fiscales	2 381 990 470 529	Intérêts de la Dette publique	288 290 600 302	
Recettes non fiscales	119 908 834 682	Personnel	831 289 875 845	
Recettes exceptionnelles	20 979 361 741	Acquisitions biens et services	339 017 193 412	
Donc budgétaires hors PIC IV	202 537 064 007	Transferts courants	955 925 952 288	
		Investissements exécutés par l'Etat	67 981 034 132	
		Transfert en capital	706 286 685 967	
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 725 415 730 959</b>	<b>total dépenses internes</b>	<b>3 188 791 341 946</b>	
Recette externes PIC IV	5 147 154 893	Investissement PIC IV	7 158 538 236	
<b>Total A1</b>	<b>2 730 562 885 852</b>	<b>Total dépenses</b>	<b>3 195 949 880 182</b>	<b>-465 386 994 330</b>
<b>A2 Opérations budgétaires sur ressources externes</b>				
Dons projets et legs	124 724 647 821	Investissements projets sur dons	124 724 647 821	
Emprunts projet		Investissements projets sur emprunts	520 560 076 409	
<b>Total A2</b>	<b>124 724 647 821</b>	<b>Total investissements sur ressources externes</b>	<b>645 284 724 230</b>	<b>- 520 560 076 409</b>
<b>TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>2 855 287 533 673</b>	<b>TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 841 234 604 412</b>	<b>-985 947 070 739</b>
<b>B COMPTES SPECIAUX</b>				
<b>RECETTES</b>	143 391 267 932	<b>DEPENSES</b>	115 774 825 867	<b>27 616 442 065</b>
<b>TOTAL GENERAL RECETTES</b>	<b>2 998 678 801 605</b>	<b>TOTAL GENERAL DEPENSES</b>	<b>3 957 009 430 279</b>	<b>-958 330 628 674</b>

### I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

#### ARTICLE 2 :

Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2020 est arrêté à **2 855 287 533 673 FCFA** conformément à l'annexe **n°I** du présent document.

### I.2 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général

### ARTICLE 3

Le montant des crédits de paiement consommés sur le budget général au titre de l'année 2020 est arrêté par programme et dotation aux sommes de **3 841 234 604 412 FCFA** conformément à l'annexe n° **II** du présent document.

### **I.3 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général**

### ARTICLE 4

Les crédits de paiement complémentaires, d'un montant de **88 378 980 748 FCFA** sont ouverts pour régulariser les dépassements.

Il est procédé à l'annulation des crédits de paiement non consommés et non reportés pour un montant de **113 259 288 666 FCFA** comme indiqué dans le tableau ci-après :

En FCFA

Libellés catégories	Disponible	Dépassement	Ajustement de la loi de règlement		
			Crédits de paiement reportés sur 2021	Annulation de CP non consommés et non reportés	Ouverture de CP complémentaires
Intérêt de la Dette publique	18 609 399 698			18 609 399 698	-
Dépenses de personnel	21 390 674 746	- 34 980 550 591		21 390 674 746	- 34 980 550 591
Biens et services	15 969 048 762	- 53 398 430 157		15 969 048 762	- 53 398 430 157
Transferts courants	6 194 218 073			6 194 218 073	-
Investissements exécutés par l'Etat	27 394 205 544		8 296 015 140	19 098 190 404	-
Transferts en capital	59 289 731 129		27 982 761 350	31 306 969 779	-
<b>Total hors PIC IV</b>	<b>148 847 277 952</b>	<b>- 88 378 980 748</b>	<b>36 278 776 490</b>	<b>112 568 501 462</b>	<b>- 88 378 980 748</b>
PIC IV	2 607 990 654		1 917 203 450	690 787 204	
<b>Total général</b>	<b>151 455 268 606</b>	<b>- 88 378 980 748</b>	<b>38 195 979 940</b>	<b>113 259 288 666</b>	<b>- 88 378 980 748</b>

### **I.4 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général**

### ARTICLE 5

Le montant des autorisations d'engagement consommées sur le budget général sur ressources internes au titre de l'année 2020 est arrêté par programme et dotation aux sommes de **790 719 428 753 FCFA** conformément à l'annexe n° **III** de la présente loi.

### **I.5 Ratification des ajustements des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général**

### ARTICLE 6



*Il est procédé à l'annulation des autorisations d'engagement non consommées et non reportées pour un montant de **3 236 404 532 770 FCFA** comme indiqué dans le tableau ci-après :*

*(En FCFA)*

Catégories de dépenses	Disponibles	Dépassements	Ajustement de la loi de règlement	
			Autorisations d'engagement reportées sur 2021	Annulation de AE non consommés et non reportés
Investissements exécutés par l'Etat	290 425 881 858		5 109 142 167	285 316 739 691
Transferts en capital	2 979 093 054 429		28 005 261 350	2 951 087 793 079
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 269 518 936 287</b>	<b>0</b>	<b>33 114 403 517</b>	<b>3 236 404 532 770</b>

## **I.6 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor**

### **ARTICLE 7**

*Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **143 391 267 932 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.*

Catégories CST	Recettes encaissées 2020
Comptes d'affectation spéciale	137 034 330 637
Comptes de prêts	6 356 937 295

## **I.7 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du Trésor**

### **ARTICLE 8**

Le montant des crédits de paiements consommés sur les comptes spéciaux du Trésor est arrêté, au 31 décembre 2020, par programme à la somme de **115 774 825 867 FCFA**, conformément à l'annexe **n°V-1** du présent document.

## **I.8 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes des comptes spéciaux du Trésor**

### **ARTICLE 9**

Le montant des autorisations d'engagement consommées sur les comptes spéciaux du Trésor est arrêté, au 31 décembre 2020, par programme à la somme de **246 327 104 FCFA**, conformément à l'annexe **n°V-2** du présent document.

## I.9 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du Trésor

### ARTICLE 10

#### **Texte de l'article :**

Les crédits de paiement complémentaires d'un montant de **2 437 962 673 FCFA**, sont ouverts pour régulariser les dépassements sur comptes spéciaux du Trésor.

Il est procédé à l'annulation des crédits de paiement non consommés des comptes spéciaux du Trésor d'un montant de **22 613 136 806 FCFA**.

## I.10 Fixation des soldes des comptes spéciaux du Trésor

### ARTICLE 11

Les soldes des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sont arrêtés, à la date du 31 décembre 2020, aux sommes ci-après :

Compte spécial du Trésor	Recettes au 31/12/2021	Dépenses au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021
Fonds national de retraite	135 140 202 233	114 187 962 673	20 952 239 560
Frais de contrôle des sociétés à participation publique	391 978 850	388 057 602	3 921 248
Caisse d'encouragement à la pêche	1 502 149 554	1 143 051 033	359 098 521
Prêts aux particuliers	6 356 937 295	55 754 559	6 301 182 736

## II. Ratification des ouvertures de crédits par décrets d'avances

### ARTICLE 12

Sont ratifiés les crédits ouverts par les décrets n°2020-367 du 3 février 2020, n° 2020-944 du 7 avril 2020, n°2020-960 du 16 avril 2020, n° 2020-987 du 24 avril 2020, n°2020-1001 du 28 avril 2020, n°2020-2317 du 4 décembre 2020 portant ouverture de crédits.

## III. Etablissement et affectation des résultats

### III.1 Etablissement du résultat du budget général

### ARTICLE 13

*Le résultat du budget général pour l'année 2020 est définitivement arrêté comme suit :*

- *recettes : 2 855 287 533 673 FCFA ;*
- *dépenses : 3 841 234 604 412 FCFA ;*
- ***excédent des dépenses sur les recettes : 985 947 070 739 FCFA dont 465 386 994 330 FCFA assigné au Trésor public ».***

### **III.2 Etablissement du résultat des CST**

#### **ARTICLE 14**

*Le résultat des comptes spéciaux du Trésor pour l'exercice 2020 est définitivement arrêté comme suit :*

- *recettes: 143 391 267 932 FCFA ;*
- *dépenses: 115 774 825 867 FCFA ;*
- ***excédent des recettes sur les dépenses: 27 616 442 065 FCFA ».***

### **III. 3 Pertes et profits sur opérations de trésorerie**

#### **ARTICLE 15**

*Les pertes sur opérations de trésorerie pour la gestion 2020 sont définitivement arrêtées à **1 688 770 769 FCFA.***

## **IV. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2020 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**

#### **ARTICLE 16**

Le solde débiteur du budget général d'un montant de **985 947 070 739 FCFA** dont **465 386 994 330 FCFA** assigné au Trésor public, est transféré en augmentation du débit du compte 98 résultat d'exécution des lois de finances.

Les profits des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2021, d'un montant de **27 616 442 065 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte 98 résultat d'exécution des lois de finances.

Les pertes sur opérations de trésorerie d'un montant de **1 688 770 769 FCFA** sont transférées en augmentation du débit du compte 98 résultat d'exécution des lois de finances.

Telle est l'économie du présent projet de loi de règlement pour l'année 2020.

**Fait à Dakar, le**

**Par le Président de la République**

**Macky SALL**

# **ANNEXES AU PROJET DE LOI**

## ANNEXE I : SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

N°COMPTE	COMPTE	PREVISIONS LFI	PREVISIONS LFR	ACTE CONSTATATION DE RECETTES	PREVISIONS DE LA GESTION	REALISATIONS
0 711 01 00	IMPOTS SUR LES SOCIETES	238 162 700 000	230 486 862 000		230 486 862 000	183 273 926 842
0 711 01 01	IMPOTS / SOCIETES (BENEFICES)				-	26 908 500
0 711 01 02	IMPOTS MINIMUM FORFAITAIRE				-	
0 711 01 03	TAXE EXCEDENT PROV TECHNIQUES				-	46 555 187
	<b>Total 711.01</b>	<b>238 162 700 000</b>	<b>230 486 862 000</b>	<b>-</b>	<b>230 486 862 000</b>	<b>183 347 390 529</b>
0 711 02 01	IR DES PERSONNES PHYSIQUES	7 476 000 000	7 090 381 000		7 090 381 000	10 553 075 306
0 711 02 02	IR DES CAPITAUX MOBILIERS	54 824 000 000	51 996 125 000		51 996 125 000	65 140 121 913
0 711 02 99	AUTRES IMPOTS SUR LE REVENU	-			-	3 130 180
	<b>Total 711.02</b>	<b>62 300 000 000</b>	<b>59 086 506 000</b>	<b>-</b>	<b>59 086 506 000</b>	<b>75 696 327 399</b>
0 711 03	TAXE SUR LE PLUS VALUE DE CESSION IMMOBILIERE	4 992 472 000	4 836 442 000		4 836 442 000	4 171 417 273
	<b>Total 711.03</b>	<b>4 992 472 000</b>	<b>4 836 442 000</b>	<b>-</b>	<b>4 836 442 000</b>	<b>4 171 417 273</b>
0 711 04	ACOMPTES IMPORTATIONS	-			-	10 234 993 113
	<b>Total 711.04</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10 234 993 113</b>
<b>TOTAL 0 711</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0711)</b>	<b>305 455 172 000</b>	<b>294 409 810 000</b>	<b>-</b>	<b>294 409 810 000</b>	<b>273 450 128 314</b>
0 712 01	IMPOTS SUR SALAIRES ET PENSIONS	407 500 000 000	335 735 790 000		335 735 790 000	399 167 794 264
0 712 02	CFCE	0	3 500 000 000		3 500 000 000	7 864 496 005
<b>TOTAL 0 712</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0712)</b>	<b>407 500 000 000</b>	<b>339 235 790 000</b>	<b>-</b>	<b>339 235 790 000</b>	<b>407 032 290 269</b>
0 713 01	DROIT DE MUTATION	34 180 305 000	34 132 500 000		34 132 500 000	21 467 517 798
0 713 02	OTD D'HYPO ET CONSERV FONCIERE				-	7 862 130 771
0 713 03	DROIT DE BAIL	-			-	3 940 899 657
<b>TOTAL 0 713</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0713)</b>	<b>34 180 305 000</b>	<b>34 132 500 000</b>	<b>-</b>	<b>34 132 500 000</b>	<b>33 270 548 226</b>

N°COMPTE	COMPTE	PREVISIONS LFI	PREVISIONS LFR	ACTE CONSTATATION DE RECETTES	PREVISIONS DE LA GESTION	REALISATIONS
0 714 01	CONTRIBUTION GLOBALE UNIQUE				-	553 051 265
0 714 02	CONTRIBUTION GLOBALE FONCIERE				-	127 210 704
0 714 99	AUTRES IMPOTS DIRECTS				-	190 872 912
<b>TOTAL 0 714</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0714)</b>	-	-	-	-	<b>871 134 881</b>
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS (0711,0712,0713, 0714)</b>		<b>747 135 477 000</b>	<b>667 778 100 000</b>	-	<b>667 778 100 000</b>	<b>714 624 101 690</b>
0 715 01	TAXE SPEC SUR LA CONSOMMATION				-	9 109 155
0 715 01 11	TAXE SUR LES PRODUITS COSMETIQUES	1 170 668 000	1 170 668 000		1 170 668 000	2 889 375 331
0 715 01 01	TAXE SUR LES TABACS	29 223 206 000	29 223 206 000		29 223 206 000	32 153 866 681
0 715 01 02	TAXE/CORPS GRAS ALIMENTAIRES	3 116 949 000	3 116 949 000		3 116 949 000	15 081 636 884
0 715 01 03	TAXE SUR LES BOISSONS	14 805 506 000	14 805 506 000		14 805 506 000	11 894 224 798
0 715 01 04	TAXE SUR LA COLA	389 619 000	389 619 000		389 619 000	24 474 564
0 715 01 05	TAXE SUR LE THE	195 715 000	195 715 000		195 715 000	145 837 995
0 715 01 06	TAXE SUR LE CAFE	389 619 000	389 619 000		389 619 000	367 789 578
0 715 01 07	TAXE SUR LES PRODUITS PETROLIERS	190 375 000 000	143 728 934 000		143 728 934 000	85 049 511 305
0 715 01 08	TAXE SUR LE CIMENT	23 200 000 000	15 113 376 000		15 113 376 000	15 370 593 472
0 715 01 09	TAXE SUR LES JEUX				-	341 085 011
0 715 10	RUTEL	27 808 718 000	27 808 718 000		27 808 718 000	
0 715 01 09	TAXE SUR LES JEUX				-	
0 715 01 12	DROITS D'ACCISES SACHET PLASTIQUE				-	127 638 848
	<b>Total 715.01</b>	<b>290 675 000 000</b>	<b>235 942 310 000</b>	-	<b>235 942 310 000</b>	<b>163 455 143 622</b>
0 715 02 01	T.V.A INTERIEUR	416 557 759 000	396 436 108 000		396 436 108 000	422 300 257 601
0 715 02 02	T.V.A A L'IMPORTATION	530 057 100 000	390 420 686 000		390 420 686 000	405 000 882 887



N°COMPTE	COMPTE	PREVISIONS LFI	PREVISIONS LFR	ACTE CONSTATATION DE RECETTES	PREVISIONS DE LA GESTION	REALISATIONS
	<b>Total 715.02</b>	<b>946 614 859 000</b>	<b>786 856 794 000</b>	<b>-</b>	<b>786 856 794 000</b>	<b>827 301 140 488</b>
0 715 03	TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES	77 793 768 000	68 010 104 000		68 010 104 000	73 048 079 336
0 715 04	TAXE CONVENTION ASSURANCES	8 947 549 000	8 378 168 000		8 378 168 000	7 777 950 480
0 715 05 00	TAXE SUR LES VEHICULES	12 800 000 000	11 113 901 000		11 113 901 000	85 990 920
0 715 05 01	TAXE ANNUELLE VEH. ENGIN MOT				-	11 652 879 601
0 715 05 02	TAXE VOITURES PARTICULIERS PM				-	1 081 802 699
0 715 05 03	TAXE VEH TOURIS PUIS SUP 13 CV				-	240 510 572
0 715 06	TAXE SUR LES VEHICULES (pour mémoire)				-	160 076 494
715 07	RUTEL REDEV ACCES RESEAU				-	
715 08	CONTRÔLE SPECIAL MINES CARRIERES		1 692 188 000		1 692 188 000	345 341 360
0 715 10	RUTEL				-	21 214 258 684
0 715 11	TAXES SUR LES OPERATIONS BANCAIRES				-	
0 715 12	PRELEV CONSIGNATIONS PDT PETROLIER				-	401 224
0 715 13	CONT SPECIAL SECTEUR TELECOM				-	
0 715 14	PREL COMPA ASSURANCE				-	5 601 001 069
0 715 15	TAXE USAGE ROUTE				-	47 432 994 463
	<b>Total 715.03 à 715.11</b>	<b>99 541 317 000</b>	<b>89 194 361 000</b>	<b>-</b>	<b>89 194 361 000</b>	<b>168 641 286 902</b>
<b>TOTAL 0 715</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0715)</b>	<b>1 336 831 176 000</b>	<b>1 111 993 465 000</b>	<b>-</b>	<b>1 111 993 465 000</b>	<b>1 159 397 571 012</b>
0 716 01	DROITS TIMBRES DELIVR DOC DIVERS				-	893 891 309
0 716 01 01	DROITS DE TIMBRES	27 200 000 000	26 426 282 000		26 426 282 000	17 680 701 286

N°COMPTE	COMPTE	PREVISIONS LFI	PREVISIONS LFR	ACTE CONSTATATION DE RECETTES	PREVISIONS DE LA GESTION	REALISATIONS
0 716 01 02	DROITS DELIVR DOC ET PERC.DIVERS				-	92 779 591
0 716 01 02 01	DROITS DE VISA				-	6 714 000
0 716 01 02 09	AUTRES DROITS				-	4 668 314
0 716 02	DRT ENREGI AUTRES PATRIMOINE	27 277 112 000	27 085 445 000		27 085 445 000	21 514 738 509
<b>TOTAL 0 716</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0716)</b>	<b>54 477 112 000</b>	<b>53 511 727 000</b>	<b>-</b>	<b>53 511 727 000</b>	<b>40 193 493 009</b>
0 717 01	DROITS DE DOUANE	334 674 600 000	249 572 220 000		249 572 220 000	276 596 363 129
0 717 02	REDEVANCE STATISTIQUE				-	32 329 687 334
0 717 03	TAXES PARAFISCALE SUR TISSUS				-	103 031 709
0 717 04	INTERET DE RETARD				-	465 555 243
0 717 06	TAXES CONJONC IMPORT SUR SUCRE				-	89 081 674
0 717 07	TAXES DEGRESSIVE DE PROTECTION				-	10 000
0 717 08	COSEC				-	14 495 557 075
0 717 09	PREL SOUTIEN SECTEUR ENERGIE				-	22 447 504 787
0 717 99	AUTRES DROITS A IMPORTATIONS	45 000 000 000	21 574 185 000		21 574 185 000	19 919 802 906
<b>TOTAL 0 717</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0717)</b>	<b>379 674 600 000</b>	<b>271 146 405 000</b>	<b>-</b>	<b>271 146 405 000</b>	<b>366 446 593 857</b>
718	DROIT SORTIE EXPORT ARACHIDIERE	5 000 000 000	-		-	2 183 877 103
7182	DROIT EXPORT OR NON MONETAIRE				-	202 666
<b>TOTAL 0 718</b>	<b>DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION (0718)</b>	<b>5 000 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 184 079 769</b>
0 719 04	AMENDES TAXES INDIRECTES				-	15 305
0 719 05	AMENDES SERVICES ENREGIST				-	146 000

N°COMPTE	COMPTE	PREVISIONS LFI	PREVISIONS LFR	ACTE CONSTATATION DE RECETTES	PREVISIONS DE LA GESTION	REALISATIONS
0 719 09	RECETTES DU FSIPP		124 929 825 000		124 929 825 000	79 040 499 318
0 719 99	AUTRES RECETTES (voir voies et moyens)		55 700 000 000		55 700 000 000	907 576 311
0 719 9...	AUTRES RECETTES FISCALES NON VENTILLEES (Mesures nouvelles)	151 881 635 000	34 169 112 000		34 169 112 000	
0 7199 1	CODEC		33 568 582 000		33 568 582 000	19 196 394 258
<b>TOTAL 0 719</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0719)</b>	<b>151 881 635 000</b>	<b>248 367 519 000</b>	<b>-</b>	<b>248 367 519 000</b>	<b>99 144 631 192</b>
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS (0715,0716,0717, 0718,0719)</b>		<b>1 927 864 523 000</b>	<b>1 685 019 116 000</b>	<b>-</b>	<b>1 685 019 116 000</b>	<b>1 667 366 368 839</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (071)</b>		<b>2 675 000 000 000</b>	<b>2 352 797 216 000</b>	<b>-</b>	<b>2 352 797 216 000</b>	<b>2 381 990 470 529</b>
91 125 01	FONDS DE CONCOURS EXTERIEUR				-	-
91 125 02	FONDS DE CONCOURS INTERIEUR				-	-
<b>TOTAL 91 125</b>	<b>FONDS DE CONCOURS</b>			<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
91 141	BONS DU TRESOR SUR FORMULE				-	-
<b>TOTAL 91 141</b>	<b>BONS DU TRESOR SUR FORMULE</b>			<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
0 721 01	REVENU DU DOMAINE				-	23 838 784 889
0 721 02 03	REVENU DU DOMAINE MARITIME	2 896 000 000	2 763 629 000		2 763 629 000	16 403 417
0 721 02 01	REVENU DU DOMAINE IMMOBILIER	34 269 333 000	32 702 941 000		32 702 941 000	9 819 472 004
0 721 02 02	REVENU DU DOMAINE FORESTIER	3 378 667 000	3 224 234 000		3 224 234 000	1 612 135 806
0 721 02 031					-	368 861 428
0 721 02 031	ACCORDS DE PECHE				-	
0 721 02 039	AUTRE REVENU DOMAINE MARITIME				-	389 338 487

N°COMPTE	COMPTE	PREVISIONS LFI	PREVISIONS LFR	ACTE CONSTATATION DE RECETTES	PREVISIONS DE LA GESTION	REALISATIONS
0 721 02 04	REVENU DU DOMAINE MINIER	12 066 667 000	11 515 120 000	2 086 129 984	13 601 249 984	34 384 659 044
0 721 02 05	REVENU DU DOMAINE MOBILIER	1 689 333 000	1 612 116 000		1 612 116 000	24 489 082
<b>TOTAL 0 721</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0721)</b>	<b>54 300 000 000</b>	<b>51 818 040 000</b>	<b>2 086 129 984</b>	<b>53 904 169 984</b>	<b>70 454 144 157</b>
0 722 01	RECETTES DIVERSES DES SERVICES				-	997 553 462
0 722 99	AUTRES RECETTES DE SERVICES				-	145 842 758
<b>TOTAL 0 722</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0722)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 143 396 220</b>
0 723 01	AMENDES DE COMPOSITION				-	2 287 800
0 723 02	AMENDES EN MATIERE D'HYGIENE				-	93 682 092
0 723 03	AMENDES EN MATIERE ENVIRONNEMENT				-	226 162 026
0 723 04	AMENDES DE PECHE				-	512 500
0 723 05	AMENDES DE CHASSE				-	1 120 000
0 723 06	AMENDES PENALITES/MARCHES ADM.				-	
0 723 08	CONFISCATIONS				-	
0 723 99	AUTRES AMENDES ET COND PECUN				-	185 691 284
<b>TOTAL 0 723</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0723)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>509 455 702</b>
0 724 01	DIVIDENDES	44 717 750 000	47 490 000 000		47 490 000 000	45 562 943 178
0 724 03	INTERETS DE PLACEMENT	2 400 000 000	11 781 960 000		11 781 960 000	460 624 985
0 724 04	COMMISSIONS BCEAO	10 117 329 000			-	
0 724 05	INTERETS CREDITEURS		2 400 000 000		2 400 000 000	
0 724 99	AUTRES PRODUITS FINANCIERS	34 196 000			-	560 000

N°COMPTE	COMPTE	PREVISIONS LFI	PREVISIONS LFR	ACTE CONSTATATION DE RECETTES	PREVISIONS DE LA GESTION	REALISATIONS
<b>TOTAL 0 724</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0724)</b>	<b>57 269 275 000</b>	<b>61 671 960 000</b>	<b>-</b>	<b>61 671 960 000</b>	<b>46 024 128 163</b>
0 729 3	CONTRIBUTION ET PARTICIPATION FIN	5 143 220 000	-		-	
0 729 7	PRETS RETROCEDES				-	856 098 766
0 729 99	AUTRES RECETTES NON FISCALES	7 287 505 000	9 700 000 000	-	9 700 000 000	921 611 674
<b>TOTAL 0 729</b>	<b>RECETTES BUDGETAIRES (0729)</b>	<b>12 430 725 000</b>	<b>9 700 000 000</b>	<b>-</b>	<b>9 700 000 000</b>	<b>1 777 710 440</b>
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (072)</b>		<b>124 000 000 000</b>	<b>123 190 000 000</b>	<b>2 086 129 984</b>	<b>125 276 129 984</b>	<b>119 908 834 682</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (071-072)</b>		<b>2 829 000 000 000</b>	<b>2 475 987 216 000</b>	<b>2 086 129 984</b>	<b>2 478 073 345 984</b>	<b>2 501 899 305 211</b>
012	DONS PROJETS ET LEGS	260 520 000 000	260 520 000 000		260 520 000 000	124 724 647 821
<b>TOTAL 012</b>	<b>DONS PROJETS ET LEGS</b>	<b>260 520 000 000</b>	<b>260 520 000 000</b>	<b>-</b>	<b>260 520 000 000</b>	<b>124 724 647 821</b>
0 1441	BONS DU TRESOR PAR ADJ				-	
<b>TOTAL 0 14</b>	<b>BONS DU TRESOR</b>			<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
0 753	EMPRUNTS INST FIN LOCALES				-	
<b>TOTAL 0 753</b>	<b>EMPRUNTS INST FIN LOCALES</b>					
<b>TOTAL EMPRUNTS</b>						
0 741 01	DONS INST INTERNALES U.E		-		-	
0 741 09	-		-		-	
<b>TOTAL 0 741</b>	<b>DONS INST INTERNALES</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
0 742	DONS GOUVERNEMENTS ETRANGERS	32 970 000 000	240 100 000 000		240 100 000 000	149 064 074 701
0 742 01	DONS France				-	3 935 742 000
0 742 03	DONS Luxembourg PIC III				-	5 147 154 893
0 742 09					-	
<b>TOTAL 0 742</b>	<b>DONS GOUVERNEMENTS ETRANGERS</b>	<b>32 970 000 000</b>	<b>240 100 000 000</b>	<b>-</b>	<b>240 100 000 000</b>	<b>158 146 971 594</b>
0 744					-	-
<b>TOTAL 0 744</b>				<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

N°COMPTE	COMPTE	PREVISIONS LFI	PREVISIONS LFR	ACTE CONSTATATION DE RECETTES	PREVISIONS DE LA GESTION	REALISATIONS
743102	FDS CONC. EXTERIEURS COURANTS				-	32 760 641 103
743202	FDS CONC. INTERIEURS COURANTS			17 800 000 000	17 800 000 000	16 776 606 203
					-	
<b>TOTAL 743</b>	<b>DONS ORGAN.PRIVES EXTERIEURS</b>	-	-	<b>17 800 000 000</b>	<b>17 800 000 000</b>	<b>49 537 247 306</b>
<b>TOTAL 0 74</b>	<b>DONS BUDGETAIRES</b>	<b>32 970 000 000</b>	<b>240 100 000 000</b>	<b>17 800 000 000</b>	<b>257 900 000 000</b>	<b>207 684 218 900</b>
0 762	RESTITUTION SOMMES PAYEES A TORT				-	727 769 086
0 763	GAINS DE CHANGE				-	103 571 389
0 765 2	PPTE/IADM				-	
0 769	AUTRES RECETTES EXCEPTIONNELLES	30 000 000 000	31 800 000 000		31 800 000 000	3 956 147 113
769 99	AUTRES RECETTES EXCEPTIONNELLES				-	16 191 874 153
<b>TOTAL 0 76</b>		<b>30 000 000 000</b>	<b>31 800 000 000</b>	<b>-</b>	<b>31 800 000 000</b>	<b>20 979 361 741</b>
					-	
<b>Total autres Recettes</b>		<b>293 490 000 000</b>	<b>532 420 000 000</b>	<b>17 800 000 000</b>	<b>550 220 000 000</b>	<b>353 388 228 462</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>3 122 490 000 000</b>	<b>3 008 407 216 000</b>	<b>19 886 129 984</b>	<b>3 028 293 345 984</b>	<b>2 855 287 533 673</b>

## ANNEXE II : SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DE PAIEMENT DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME

### II-1 SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DE PAIEMENT DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME HORS PIC IV

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
Intérêts de la dette publique	Dotations Intérêts de la Dette publique	1	Intérêt de la Dette publique	364 800 000 000	306 900 000 000		-	306 900 000 000	288 290 600 302
	<b>Total Dotations Intérêts de la Dette publique</b>			<b>364 800 000 000</b>	<b>306 900 000 000</b>		-	<b>306 900 000 000</b>	<b>288 290 600 302</b>
				<b>364 800 000 000</b>	<b>306 900 000 000</b>		-	<b>306 900 000 000</b>	<b>288 290 600 302</b>
Présidence de la République	Présidence de la République	2	Dépenses de personnel	10 200 169 448	10 200 169 448		-	10 200 169 448	12 519 286 979
		3	Biens et services	8 986 723 636	5 902 836 890	-	- 76 456 035	5 826 380 855	5 366 181 885
		4	Transferts courants	39 456 277 000	55 430 365 178	-	- 3 190 980 846	52 239 384 332	52 237 415 178
		5	Investissements exécutés par l'Etat	-	500 000 000	-	-	500 000 000	-
		6	Transferts en capital	19 856 000 000	9 206 000 000	-	6 095 570 716	15 301 570 716	14 181 000 000
	<b>Total Présidence de la République</b>			<b>78 499 170 084</b>	<b>81 239 371 516</b>	<b>-</b>	<b>2 828 133 835</b>	<b>84 067 505 351</b>	<b>84 303 884 042</b>
				<b>78 499 170 084</b>	<b>81 239 371 516</b>	<b>-</b>	<b>2 828 133 835</b>	<b>84 067 505 351</b>	<b>84 303 884 042</b>
Assemblée Nationale	Assemblée Nationale	4	Transferts courants	15 074 506 000	15 774 506 000	-	200 000 000	15 974 506 000	15 974 506 000
		6	Transferts en capital	2 726 656 000	2 726 656 000	-	-	2 726 656 000	2 726 655 000
	<b>Total Assemblée Nationale</b>			<b>17 801 162 000</b>	<b>18 501 162 000</b>	<b>-</b>	<b>200 000 000</b>	<b>18 701 162 000</b>	<b>18 701 161 000</b>
				<b>17 801 162 000</b>	<b>18 501 162 000</b>	<b>-</b>	<b>200 000 000</b>	<b>18 701 162 000</b>	<b>18 701 161 000</b>

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
Conseil Economique Social et Environnemental	Conseil Economique, Social et Environnemental	4	Transferts courants	6 603 100 000	6 603 100 000	-	500 000 000	7 103 100 000	7 103 100 000
	<b>Total Conseil Economique, Social et Environnemental</b>			<b>6 603 100 000</b>	<b>6 603 100 000</b>	<b>-</b>	<b>500 000 000</b>	<b>7 103 100 000</b>	<b>7 103 100 000</b>
				<b>6 603 100 000</b>	<b>6 603 100 000</b>	<b>-</b>	<b>500 000 000</b>	<b>7 103 100 000</b>	<b>7 103 100 000</b>
Conseil Constitutionnel	Conseil Constitutionnel	2	Dépenses de personnel	526 001 424	526 001 424		-	526 001 424	546 239 933
		4	Transferts courants	900 000 000	900 000 000	-	- 300 000 000	600 000 000	600 000 000
	<b>Total Conseil Constitutionnel</b>			<b>1 426 001 424</b>	<b>1 426 001 424</b>	<b>-</b>	<b>- 300 000 000</b>	<b>1 126 001 424</b>	<b>1 146 239 933</b>
				<b>1 426 001 424</b>	<b>1 426 001 424</b>	<b>-</b>	<b>- 300 000 000</b>	<b>1 126 001 424</b>	<b>1 146 239 933</b>
Cour Suprême	Cour Suprême	2	Dépenses de personnel	1 047 470 072	1 047 470 072		-	1 047 470 072	1 246 286 347
		4	Transferts courants	800 000 000	800 000 000	-	350 100 000	1 150 100 000	1 150 100 000
	<b>Total Cour Suprême</b>			<b>1 847 470 072</b>	<b>1 847 470 072</b>	<b>-</b>	<b>350 100 000</b>	<b>2 197 570 072</b>	<b>2 396 386 347</b>
				<b>1 847 470 072</b>	<b>1 847 470 072</b>	<b>-</b>	<b>350 100 000</b>	<b>2 197 570 072</b>	<b>2 396 386 347</b>
Cour des Comptes	Cour des Comptes	2	Dépenses de personnel	1 449 873 000	1 449 873 000		-	1 449 873 000	1 234 470 296
		4	Transferts courants	4 363 453 695	4 363 453 695	-	-	4 363 453 695	4 363 453 695
		6	Transferts en capital	800 842 457	800 842 457	400 000 000	-	1 200 842 457	1 200 842 457
	<b>Total Cour des Comptes</b>			<b>6 614 169 152</b>	<b>6 614 169 152</b>	<b>400 000 000</b>	<b>-</b>	<b>7 014 169 152</b>	<b>6 798 766 448</b>
				<b>6 614 169 152</b>	<b>6 614 169 152</b>	<b>400 000 000</b>	<b>-</b>	<b>7 014 169 152</b>	<b>6 798 766 448</b>
Haut Conseil des Collectivités	Conseil des Collectivités Territoriales	4	Transferts courants	6 300 000 000	8 640 000 000	-	-	8 640 000 000	8 640 000 000



Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
Territoriales									
		6	Transferts en capital	2 340 000 000	-	-	-	-	-
	<b>Total Conseil des Collectivités Territoriales</b>			<b>8 640 000 000</b>	<b>8 640 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 640 000 000</b>	<b>8 640 000 000</b>
				<b>8 640 000 000</b>	<b>8 640 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 640 000 000</b>	<b>8 640 000 000</b>
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	Secrétariat général du Gouvernement	2	Dépenses de personnel	2 843 794 996	2 843 794 996		-	2 843 794 996	3 918 921 809
		3	Biens et services	3 136 037 703	3 168 457 795	-	-	3 168 457 795	3 151 930 920
		4	Transferts courants	5 868 000 000	12 822 157 500	-	2 692 863 032	15 515 020 532	15 433 770 532
		5	Investissements exécutés par l'Etat	5 036 187 307	5 060 925 339	-	-	224 738 032	129 984 080
		6	Transferts en capital	4 508 000 000	7 678 292 000	2 270 570 716	- 208 695 716	9 740 167 000	8 404 875 000
	<b>Total Secrétariat général du Gouvernement</b>			<b>21 392 020 006</b>	<b>31 573 627 630</b>	<b>2 270 570 716</b>	<b>2 484 167 316</b>	<b>31 492 178 355</b>	<b>31 039 482 341</b>
	Programme de lutte contre la malnutrition	5	Investissements exécutés par l'Etat	2 490 000 000	2 490 000 000		-	-	
		6	Transferts en capital	1 287 000 000	1 287 000 000	-	-	1 287 000 000	943 500 000
	<b>Total Programme de lutte contre la malnutrition</b>			<b>3 777 000 000</b>	<b>3 777 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 287 000 000</b>	<b>943 500 000</b>
				<b>25 169 020 006</b>	<b>35 350 627 630</b>	<b>2 270 570 716</b>	<b>2 484 167 316</b>	<b>32 779 178 355</b>	<b>31 982 982 341</b>
Ministère des Affaires Etrangères et des	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	5 826 422 819	5 826 422 819		-	5 826 422 819	4 112 906 719

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
Senegal ais de l'Exterie ur									
		3	Biens et services	8 425 435 550	7 078 772 120	-	115 000 000	7 193 772 120	5 057 400 079
		4	Transferts courants	1 867 879 000	14 777 879 000	-	- 1 198 000 000	13 579 879 000	13 390 374 298
		5	Investissements exécutés par l'Etat	265 000 000	265 000 000	-	-	265 000 000	46 392 619
		6	Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	-	-	300 000 000	150 000 000
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>16 684 737 369</b>	<b>28 248 073 939</b>	<b>-</b>	<b>- 1 083 000 000</b>	<b>27 165 073 939</b>	<b>22 757 073 715</b>
	<b>Coopération bilatérale et multilatérale</b>	2	Dépenses de personnel	20 935 710 918	20 935 710 918		-	20 935 710 918	21 629 033 061
		3	Biens et services	19 828 004 450	20 828 803 534	-	148 410 630	20 977 214 164	14 906 948 104
		4	Transferts courants	3 974 000 000	4 192 135 430	-	1 648 606 032	5 840 741 462	4 858 869 693
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 500 000 000	1 848 726 150	-	809 000 000	2 657 726 150	1 878 903 364
	<b>Total Coopération bilatérale et multilatérale</b>			<b>46 237 715 368</b>	<b>47 805 376 032</b>	<b>-</b>	<b>2 606 016 662</b>	<b>50 411 392 694</b>	<b>43 273 754 222</b>
	<b>Promotion de la Diplomatie économique</b>	2	Dépenses de personnel	51 733 000	51 733 000		-	51 733 000	51 152 850
		3	Biens et services	395 000 000	241 000 000	-	-	241 000 000	137 310 357
	<b>Total Promotion de la Diplomatie économique</b>			<b>446 733 000</b>	<b>292 733 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>292 733 000</b>	<b>188 463 207</b>
	<b>Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE</b>	2	Dépenses de personnel	109 802 116	109 802 116		-	109 802 116	72 626 608
		3	Biens et services	252 000 000	211 993 835	-	-	211 993 835	155 972 520

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		4	Transferts courants	750 000 000	1 225 000 000	-	- 350 000 000	875 000 000	687 500 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	155 000 000	155 000 000	-	-	155 000 000	130 451 813
		6	Transferts en capital	950 000 000	475 000 000	-	-	475 000 000	-
	<b>Total Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE</b>			<b>2 216 802 116</b>	<b>2 176 795 951</b>	<b>-</b>	<b>- 350 000 000</b>	<b>1 826 795 951</b>	<b>1 046 550 941</b>
				<b>65 585 987 853</b>	<b>78 522 978 922</b>	<b>-</b>	<b>1 173 016 662</b>	<b>79 695 995 584</b>	<b>67 265 842 085</b>
<b>Ministère des Forces Armées</b>	<b>Pilotage coordination et gestion administrative</b>								
		2	Dépenses de personnel	841 336 000	841 336 000		-	841 336 000	886 978 924
		3	Biens et services	2 621 736 355	2 780 228 017	-	-	2 780 228 017	2 561 336 269
		4	Transferts courants	2 978 471 630	3 188 471 630	-	- 277 500 000	2 910 971 630	2 776 282 630
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000	1 660 000 000	-	230 000 000	1 890 000 000	1 889 415 280
		6	Transferts en capital	1 234 000 000	1 034 000 000	400 000 000	-	1 434 000 000	1 284 000 000
	<b>Total Pilotage coordination et gestion administrative</b>			<b>8 675 543 985</b>	<b>9 504 035 647</b>	<b>400 000 000</b>	<b>- 47 500 000</b>	<b>9 856 535 647</b>	<b>9 398 013 103</b>
	<b>Défense du territoire national</b>								
		2	Dépenses de personnel	71 639 935 081	71 639 935 081		-	71 639 935 081	69 398 598 071
		3	Biens et services	29 791 920 145	32 072 989 865	-	1 184 331 729	33 257 321 594	32 922 886 438
		5	Investissements exécutés par l'Etat	11 008 945 637	14 008 945 637	-	37 335 000	13 546 280 637	10 742 356 332
		6	Transferts en capital	11 470 000 000	52 140 335 004	-	1 255 280 000	53 395 615 004	52 767 615 004
	<b>Total Défense du territoire national</b>			<b>123 910 800 863</b>	<b>169 862 205 587</b>	<b>-</b>	<b>2 476 946 729</b>	<b>171 839 152 316</b>	<b>165 831 455 845</b>
	<b>Sûreté publique et maintien de l'ordre</b>								
		2	Dépenses de personnel	43 784 936 410	43 784 936 410		-	43 784 936 410	46 220 776 348

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		3	Biens et services	9 616 055 000	13 964 660 000	-	10 000 000	13 974 660 000	13 969 046 007
		4	Transferts courants	54 126 000	54 126 000	-	1 500 000 000	1 554 126 000	1 554 126 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	8 822 034 849	9 072 034 849	1 000 000 000	-	10 072 034 849	10 072 034 749
		6	Transferts en capital	3 890 284 554	3 890 284 554	-	1 500 000 000	2 390 284 554	2 390 284 554
	<b>Total Sûreté publique et maintien de l'ordre</b>			<b>66 167 436 813</b>	<b>70 766 041 813</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>10 000 000</b>	<b>71 776 041 813</b>	<b>74 206 267 658</b>
				<b>198 753 781 661</b>	<b>250 132 283 047</b>	<b>1 400 000 000</b>	<b>2 439 446 729</b>	<b>253 471 729 776</b>	<b>249 435 736 606</b>
<b>Ministère de l'Intérieur</b>	<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>								
		2	Dépenses de personnel	859 933 692	859 933 692	-	-	859 933 692	677 785 148
		3	Biens et services	1 548 475 350	1 436 745 350	-	17 500 000	1 454 245 350	1 313 332 116
		4	Transferts courants	140 000 000	140 000 000	-	3 745 456 880	3 885 456 880	1 140 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 103 500 000	838 000 000	-	52 000 000	890 000 000	590 023 900
		6	Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	377 000 000	-	1 377 000 000	1 377 000 000
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>4 651 909 042</b>	<b>4 274 679 042</b>	<b>377 000 000</b>	<b>3 814 956 880</b>	<b>8 466 635 922</b>	<b>5 098 141 164</b>
	<b>Sécurité publique</b>								
		2	Dépenses de personnel	36 764 331 252	36 764 331 252	-	-	36 764 331 252	35 157 420 949
		3	Biens et services	7 683 163 000	7 603 163 000	-	-	7 603 163 000	7 203 412 946
		4	Transferts courants	10 300 000 000	10 300 000 000	-	10 009	10 299 989 991	10 299 989 991
		5	Investissements exécutés par l'Etat	5 855 780 715	3 191 330 715	-	67 000 000	1 758 330 715	1 701 505 686
		6	Transferts en capital	6 840 219 285	9 220 219 285	-	600 000 000	9 820 219 285	9 220 219 285

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
	<b>Total Sécurité publique</b>			<b>67 443 494 252</b>	<b>67 079 044 252</b>	-	<b>666 989 991</b>	<b>66 246 034 243</b>	<b>63 582 548 857</b>
	Sécurité civile	2	Dépenses de personnel	19 049 756 020	19 049 756 020		-	19 049 756 020	19 132 361 253
		3	Biens et services	3 371 403 935	3 365 861 045	-	-	3 365 861 045	3 364 280 707
		4	Transferts courants	1 820 000 000	5 731 088 178	-	- 1 800 000 000	3 931 088 178	3 931 088 178
		5	Investissements exécutés par l'Etat	9 470 000 000	4 029 593 757	-	-	1 470 000 000	1 468 512 901
		6	Transferts en capital	954 030 000	954 030 000	-	1 000 000 000	1 954 030 000	1 954 030 000
	<b>Total Sécurité civile</b>			<b>34 665 189 955</b>	<b>33 130 329 000</b>	-	<b>- 800 000 000</b>	<b>29 770 735 243</b>	<b>29 850 273 039</b>
	<b>Administration territoriale</b>	2	Dépenses de personnel	4 668 548 724	4 668 548 724		-	4 668 548 724	4 962 702 124
		3	Biens et services	2 458 543 000	2 187 588 536	-	35 000 000	2 222 588 536	2 181 244 695
		5	Investissements exécutés par l'Etat	240 000 000	190 000 000	-	20 000 000	210 000 000	123 475 656
	<b>Total Administration territoriale</b>			<b>7 367 091 724</b>	<b>7 046 137 260</b>	-	<b>55 000 000</b>	<b>7 101 137 260</b>	<b>7 267 422 475</b>
	<b>Gouvernance électorale</b>	2	Dépenses de personnel	123 593 596	123 593 596		-	123 593 596	150 731 739
		3	Biens et services	281 562 585	981 562 585	-	-	981 562 585	872 840 395
		4	Transferts courants	2 100 000 000	1 294 000 000	-	-	1 294 000 000	1 294 000 000
		6	Transferts en capital	10 065 293 624	10 065 293 624	-	-	10 065 293 624	10 065 293 624
	<b>Total Gouvernance électorale</b>			<b>12 570 449 805</b>	<b>12 464 449 805</b>	-	<b>-</b>	<b>12 464 449 805</b>	<b>12 382 865 758</b>
				<b>126 698 134 778</b>	<b>123 994 639 359</b>	<b>377 000 000</b>	<b>3 736 946 871</b>	<b>124 048 992 473</b>	<b>118 181 251 293</b>
Ministère de la Justice	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	1 997 232 116	1 997 232 116		-	1 997 232 116	2 756 468 964
		3	Biens et services	621 934 400	1 108 575 000	-	200 000 000	1 308 575 000	1 277 050 538
		4	Transferts courants	1 452 620 000	1 577 620 000	-	730 745 363	2 308 365 363	2 308 365 363

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		5	Investissements exécutés par l'Etat	3 010 000 000	3 010 000 000	119 000 000	-	129 000 000	9 997 550
		6	Transferts en capital	633 000 000	633 000 000	-	260 000 000	893 000 000	893 000 000
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>7 714 786 516</b>	<b>8 326 427 116</b>	<b>119 000 000</b>	<b>1 190 745 363</b>	<b>6 636 172 479</b>	<b>7 244 882 415</b>
	<b>Justice judiciaire</b>	2	Dépenses de personnel	11 245 190 236	11 245 190 236		-	11 245 190 236	11 999 231 160
		3	Biens et services	1 733 422 830	1 731 822 830	-	-	1 731 822 830	1 687 098 435
		4	Transferts courants	1 125 642 000	1 386 642 000	-	96 800 000	1 483 442 000	1 333 442 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	2 095 000 000	1 890 000 000	275 295 077	175 000 000	2 340 295 077	1 735 622 602
		6	Transferts en capital	-	-	500 000 000	-	500 000 000	500 000 000
	<b>Total Justice judiciaire</b>			<b>16 199 255 066</b>	<b>16 253 655 066</b>	<b>775 295 077</b>	<b>271 800 000</b>	<b>17 300 750 143</b>	<b>17 255 394 197</b>
	<b>Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant</b>	2	Dépenses de personnel	1 456 903 264	1 456 903 264		-	1 456 903 264	1 132 086 535
		3	Biens et services	699 641 120	692 240 988	-	-	692 240 988	665 931 106
		5	Investissements exécutés par l'Etat	440 000 000	190 000 000	-	-	190 000 000	89 699 362
	<b>Total Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant</b>			<b>2 596 544 384</b>	<b>2 339 144 252</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 339 144 252</b>	<b>1 887 717 003</b>
	<b>Administration pénitentiaire</b>	2	Dépenses de personnel	9 149 314 745	9 149 314 745		-	9 149 314 745	7 803 014 578
		3	Biens et services	5 714 837 000	5 626 836 977	-	-	5 626 836 977	5 577 521 314
		4	Transferts courants	316 000 000	316 000 000	-	-	316 000 000	316 000 000
		5	Investissement	800 000 000	880 000 000	46 622 228	1 750 000 000	2 676 622 228	2 675 086 098

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
			nts exécutés par l'Etat						
		6	Transferts en capital	200 000 000	200 000 000	-	-	200 000 000	200 000 000
	<b>Total Administration pénitentiaire</b>			<b>16 180 151 745</b>	<b>16 172 151 722</b>	<b>46 622 228</b>	<b>1 750 000 000</b>	<b>17 968 773 950</b>	<b>16 571 621 990</b>
	<b>Bonne gouvernance et Droits humains</b>	2	Dépenses de personnel	28 827 000	28 827 000		-	28 827 000	22 030 788
		3	Biens et services	133 000 000	344 000 000	-	-	344 000 000	335 830 565
		4	Transferts courants	177 500 000	177 500 000	-	-	177 500 000	177 500 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	322 000 000	268 587 578	-	14 797 200	283 384 778	272 461 408
	<b>Total Bonne gouvernance et Droits humains</b>			<b>661 327 000</b>	<b>818 914 578</b>	<b>-</b>	<b>14 797 200</b>	<b>833 711 778</b>	<b>807 822 761</b>
				<b>43 352 064 711</b>	<b>43 910 292 734</b>	<b>940 917 305</b>	<b>3 227 342 563</b>	<b>45 078 552 602</b>	<b>43 767 438 366</b>
<b>Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public</b>	<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	2	Dépenses de personnel	467 947 116	467 947 116		-	467 947 116	603 756 261
		3	Biens et services	584 780 425	584 780 425	-	-	584 780 425	584 525 925
		4	Transferts courants	-	100 000 000	-	-	100 000 000	100 000 000
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>1 052 727 541</b>	<b>1 152 727 541</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 152 727 541</b>	<b>1 288 282 186</b>
	<b>Fonction publique</b>	2	Dépenses de personnel	761 284 000	761 284 000		-	761 284 000	978 956 031
		3	Biens et services	598 184 000	598 184 000	-	-	598 184 000	452 386 041
		4	Transferts courants	100 000 000	100 000 000	-	-	100 000 000	65 000 000

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		5	Investissements exécutés par l'Etat	517 000 000	427 000 000	-	-	427 000 000	320 153 744
	<b>Total Fonction publique</b>			<b>1 976 468 000</b>	<b>1 886 468 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 886 468 000</b>	<b>1 816 495 816</b>
	<b>Renouveau du service public</b>	2	Dépenses de personnel	39 181 000	39 181 000		-	39 181 000	89 155 429
		3	Biens et services	254 100 000	254 100 000	-	-	254 100 000	124 575 887
		6	Transferts en capital	500 000 000	500 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000
	<b>Total Renouveau du service public</b>			<b>793 281 000</b>	<b>793 281 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>793 281 000</b>	<b>713 731 316</b>
				<b>3 822 476 541</b>	<b>3 832 476 541</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 832 476 541</b>	<b>3 818 509 318</b>
Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	2	Dépenses de personnel	314 478 236	314 478 236		-	314 478 236	846 820 700
		3	Biens et services	328 512 000	328 512 000	-	-	328 512 000	327 923 180
		5	Investissements exécutés par l'Etat	290 598 000	290 598 000	-	-	290 598 000	290 145 755
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>933 588 236</b>	<b>933 588 236</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>933 588 236</b>	<b>1 464 889 635</b>
	<b>Gouvernance du marché du travail</b>	2	Dépenses de personnel	859 692 992	859 692 992		-	859 692 992	492 831 760
		3	Biens et services	644 450 000	644 450 000	-	34 000 000	678 450 000	673 675 281
		4	Transferts courants	900 000 000	900 000 000	-	- 100 000 000	800 000 000	800 000 000
	<b>Total Gouvernance du marché du travail</b>			<b>2 404 142 992</b>	<b>2 404 142 992</b>	<b>-</b>	<b>- 66 000 000</b>	<b>2 338 142 992</b>	<b>1 966 507 041</b>



Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
	Protection sociale des travailleurs	2	Dépenses de personnel	64 996 992	64 996 992		-	64 996 992	35 702 260
		3	Biens et services	52 600 000	52 600 000	-	-	52 600 000	52 588 276
		4	Transferts courants	146 600 000	196 600 000	-	303 500 000	500 100 000	500 100 000
	<b>Total Protection sociale des travailleurs</b>			<b>264 196 992</b>	<b>314 196 992</b>	<b>-</b>	<b>303 500 000</b>	<b>617 696 992</b>	<b>588 390 536</b>
				<b>3 601 928 220</b>	<b>3 651 928 220</b>	<b>-</b>	<b>237 500 000</b>	<b>3 889 428 220</b>	<b>4 019 787 212</b>
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	353 218 380	353 218 380		-	353 218 380	394 984 092
		3	Biens et services	175 937 500	163 264 840	-	-	163 264 840	151 625 875
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>529 155 880</b>	<b>516 483 220</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>516 483 220</b>	<b>546 609 967</b>
	Pêche et Aquaculture	2	Dépenses de personnel	854 983 820	854 983 820		-	854 983 820	945 653 977
		3	Biens et services	379 430 866	337 411 262	-	-	337 411 262	334 355 068
		4	Transferts courants	964 000 000	764 000 000	-	111 447 000	875 447 000	875 447 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	5 740 559 540	4 383 389 540	260 502 198	-	1 294 561 738	345 323 206
		6	Transferts en capital	2 430 000 000	1 914 687 500	-	- 211 250 000	1 703 437 500	1 703 437 500
	<b>Total Pêche et Aquaculture</b>			<b>10 368 974 226</b>	<b>8 254 472 122</b>	<b>260 502 198</b>	<b>- 99 803 000</b>	<b>5 065 841 320</b>	<b>4 204 216 751</b>
	Economie Maritime	2	Dépenses de personnel	16 592 000	16 592 000		-	16 592 000	24 217 055
		3	Biens et services	43 102 000	41 117 780	-	-	41 117 780	39 885 780
		4	Transferts courants	6 773 280 000	6 323 280 000	-	- 475 000 000	5 848 280 000	5 848 280 000

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		5	Investissements exécutés par l'Etat	22 486 086 550	19 486 086 550	-	- 1 572 484 000	1 227 516 000	127 515 920
		6	Transferts en capital	7 375 850 505	3 755 378 535	100 000 000	50 000 000	3 905 378 535	3 693 962 626
	<b>Total Economie Maritime</b>			<b>36 694 911 055</b>	<b>29 622 454 865</b>	<b>100 000 000</b>	<b>- 1 997 484 000</b>	<b>11 038 884 315</b>	<b>9 733 861 381</b>
				<b>47 593 041 161</b>	<b>38 393 410 207</b>	<b>360 502 198</b>	<b>- 2 097 287 000</b>	<b>16 621 208 855</b>	<b>14 484 688 099</b>
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	245 621 268	245 621 268		-	245 621 268	404 305 304
		3	Biens et services	447 552 120	500 477 590	-	-	500 477 590	474 014 543
		5	Investissements exécutés par l'Etat	30 000 000	30 000 000	-	-	30 000 000	2 999 560
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>723 173 388</b>	<b>776 098 858</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>776 098 858</b>	<b>881 319 407</b>
	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2	Dépenses de personnel	105 800 864	105 800 864		-	105 800 864	115 566 986
		3	Biens et services	86 886 000	94 588 530	-	-	94 588 530	93 263 805
		5	Investissements exécutés par l'Etat	131 992 161 780	59 099 971 718		-	-	
		6	Transferts en capital	89 921 397 517	116 177 149 409	2 500 000 000	- 13 768 981 793	104 908 167 616	89 141 168 742
	<b>Total Développement,</b>			<b>222 106 246 161</b>	<b>175 477 510 521</b>	<b>2 500 000 000</b>	<b>- 13 768 981 793</b>	<b>105 108 557 010</b>	<b>89 349 999 533</b>

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
	Gestion et Entretien des Infrastructures Routières								
	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	3	Biens et services	9 600 000	29 097 016	-	-	29 097 016	29 084 914
		4	Transferts courants	2 874 000 000	3 478 000 000	-	-	3 478 000 000	3 478 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat		73 607 978 934			-	
		6	Transferts en capital	33 800 000 000	34 877 000 000	-	2 000 000 000	36 877 000 000	36 877 000 000
	<b>Total Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire</b>			<b>36 683 600 000</b>	<b>111 992 075 950</b>	<b>-</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>40 384 097 016</b>	<b>40 384 084 914</b>
	Développement et modernisation des services de transport	2	Dépenses de personnel	201 474 751	201 474 751			201 474 751	228 301 775
		3	Biens et services	141 072 200	111 011 758	-	-	111 011 758	108 278 663
		4	Transferts courants	8 870 000 000	9 070 000 000	-	- 897 000 000	8 173 000 000	8 173 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	25 000 000 000	15 000 000 000			-	
		6	Transferts en capital	1 625 000 000	1 025 000 000	-	- 225 000 000	800 000 000	750 000 000
	<b>Total Développement et modernisation des services de transport</b>			<b>35 837 546 951</b>	<b>25 407 486 509</b>	<b>-</b>	<b>- 1 122 000 000</b>	<b>9 285 486 509</b>	<b>9 259 580 438</b>
				<b>295 350 566 500</b>	<b>313 653 171 838</b>	<b>2 500 000 000</b>	<b>- 12 890 981 793</b>	<b>155 554 239 393</b>	<b>139 874 984 292</b>
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	556 752 580	556 752 580			556 752 580	501 346 666

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		3	Biens et services	501 446 000	449 763 284	-	-	449 763 284	404 276 760
		4	Transferts courants	933 251 000	802 000 000	-	- 802 000 000	-	
		5	Investissements exécutés par l'Etat	450 000 000	272 000 000	-	-	272 000 000	210 193 968
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>2 441 449 580</b>	<b>2 080 515 864</b>	<b>-</b>	<b>- 802 000 000</b>	<b>1 278 515 864</b>	<b>1 115 817 394</b>
	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	2	Dépenses de personnel	56 326 000	56 326 000		-	56 326 000	44 065 454
		4	Transferts courants	6 515 000 000	6 040 000 000	-	62 900 000	6 102 900 000	6 102 900 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	49 217 065 061	33 071 552 253	-	-	1 444 673 830	732 273 692
		6	Transferts en capital	3 900 000 000	6 493 957 200	350 000 000	- 935 000 000	5 908 957 200	4 350 000 000
	<b>Total Sécurisation de la base product et dével des infrast rural</b>			<b>59 688 391 061</b>	<b>45 661 835 453</b>	<b>350 000 000</b>	<b>- 872 100 000</b>	<b>13 512 857 030</b>	<b>11 229 239 146</b>
	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	2	Dépenses de personnel	1 369 377 600	1 369 377 600		-	1 369 377 600	1 421 516 165
		3	Biens et services	650 884 920	566 199 190	-	-	566 199 190	528 402 090
		4	Transferts courants	15 798 000 000	15 668 000 000	-	215 000 000	15 883 000 000	15 883 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	26 676 640 000	27 557 047 140	58 433 912	119 025 585	1 534 789 497	628 896 135
		6	Transferts en capital	38 004 665 798	41 073 131 255	-	- 286 800 000	40 786 331 255	40 784 831 255
	<b>Total Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles</b>			<b>82 499 568 318</b>	<b>86 233 755 185</b>	<b>58 433 912</b>	<b>47 225 585</b>	<b>60 139 697 542</b>	<b>59 246 645 645</b>

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
	Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2	Dépenses de personnel	222 313 000	222 313 000		-	222 313 000	207 721 283
		3	Biens et services	141 906 240	111 296 874	-	-	111 296 874	104 431 356
		4	Transferts courants	7 050 897 000	6 700 897 000	-	384 200 000	7 085 097 000	7 085 097 000
	<b>Total Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons</b>			<b>7 415 116 240</b>	<b>7 034 506 874</b>	<b>-</b>	<b>384 200 000</b>	<b>7 418 706 874</b>	<b>7 397 249 639</b>
				<b>152 044 525 199</b>	<b>141 010 613 376</b>	<b>408 433 912</b>	<b>- 1 242 674 415</b>	<b>82 349 777 310</b>	<b>78 988 951 824</b>
Ministère des Finances et du Budget	Pilotage, gestion et coordination du MFB	2	Dépenses de personnel	3 480 692 973	3 480 692 973		-	3 480 692 973	3 238 627 392
		3	Biens et services	3 221 769 953	3 672 075 127	-	407 806 410	4 079 881 537	3 337 861 425
		4	Transferts courants	2 563 728 952	3 269 992 217	-	- 382 357 265	2 887 634 952	2 837 634 952
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 896 355 102	2 155 084 674	-	217 319 678	2 372 404 352	1 284 803 325
		6	Transferts en capital	2 476 954 015	1 359 427 485	150 000 000	8 221 000 000	9 730 427 485	9 730 427 485
	<b>Total Pilotage, gestion et coordination du MFB</b>			<b>13 639 500 995</b>	<b>13 937 272 476</b>	<b>150 000 000</b>	<b>8 463 768 823</b>	<b>22 551 041 299</b>	<b>20 429 354 579</b>
	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2	Dépenses de personnel	8 800 909 228	8 800 909 228		-	8 800 909 228	9 656 769 922
		3	Biens et services	1 706 182 585	1 690 875 762	-	300 000 000	1 990 875 762	1 468 676 866
		4	Transferts courants	38 041 920	24 000 000	-	14 000 000	38 000 000	38 000 000
		6	Transferts en capital	6 892 119 350	5 840 000 000	-	- 59 000 000	5 781 000 000	3 250 000 000
	<b>Total Gestion ressources douanières</b>			<b>17 437 253 083</b>	<b>16 355 784 990</b>	<b>-</b>	<b>255 000 000</b>	<b>16 610 784 990</b>	<b>14 413 446 788</b>

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
	et protection de l'économie								
	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2	Dépenses de personnel	2 104 001 766	2 104 001 766		-	2 104 001 766	2 564 583 628
		3	Biens et services	3 476 522 862	3 120 276 640	-	183 750 000	3 304 026 640	2 944 280 259
		4	Transferts courants	192 400 000	374 550 000	-	9 000 000	383 550 000	383 550 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	2 705 477 506	3 428 641 264	342 935 465	135 404 191	2 649 740 844	2 220 712 194
		6	Transferts en capital	19 800 000 000	34 900 000 000	10 000 000 000	16 783 301 566	61 683 301 566	60 381 636 355
	<b>Total Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution</b>			<b>28 278 402 134</b>	<b>43 927 469 670</b>	<b>10 342 935 465</b>	<b>17 111 455 757</b>	<b>70 124 620 816</b>	<b>68 494 762 436</b>
	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2	Dépenses de personnel	4 367 202 747	4 367 202 747		-	4 367 202 747	3 965 125 601
		3	Biens et services	1 154 433 404	1 910 676 748	-	-	1 910 676 748	1 463 660 630
		4	Transferts courants	20 000 000	28 500 000	-	-	28 500 000	28 500 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	2 112 905 931	1 382 905 931	168 017 724	-	1 550 923 655	561 100 751
		6	Transferts en capital	-	-	-	80 000 000	80 000 000	
	<b>Total Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics</b>			<b>7 654 542 082</b>	<b>7 689 285 426</b>	<b>168 017 724</b>	<b>80 000 000</b>	<b>7 937 303 150</b>	<b>6 018 386 982</b>
	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2	Dépenses de personnel	4 768 626 220	4 768 626 220		-	4 768 626 220	5 492 120 051
		3	Biens et services	1 541 785 544	1 564 306 842	-	19 000 000	1 583 306 842	1 526 233 417
		4	Transferts courants	28 770 000	28 770 000	-	-	28 770 000	28 770 000
		5	Investissement	3 537 041 451	3 920 919 551	279 419 291	52 000 000	1 502 338 842	1 064 317 733

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
			nts exécutés par l'Etat						
		6	Transferts en capital	5 000 000 000	5 962 500 000	95 000 000	- 4 385 000 000	1 672 500 000	1 672 500 000
	<b>Total Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier</b>			<b>14 876 223 215</b>	<b>16 245 122 613</b>	<b>374 419 291</b>	<b>- 4 314 000 000</b>	<b>9 555 541 904</b>	<b>9 783 941 201</b>
	<b>Gestion du secteur financier</b>	2	Dépenses de personnel	214 666 000	214 666 000		-	214 666 000	228 213 933
		3	Biens et services	432 098 569	658 124 439	-	47 500 000	705 624 439	674 660 103
		4	Transferts courants	1 283 119 000	1 283 119 000	-	-	1 283 119 000	1 283 119 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	41 000 000	887 535 440	-	22 500 000	363 500 000	83 119 822
		6	Transferts en capital	890 057 850	890 057 850	200 000 000	-	1 090 057 850	1 090 057 850
	<b>Total Gestion du secteur financier</b>			<b>2 860 941 419</b>	<b>3 933 502 729</b>	<b>200 000 000</b>	<b>70 000 000</b>	<b>3 656 967 289</b>	<b>3 359 170 708</b>
				<b>84 746 862 928</b>	<b>102 088 437 904</b>	<b>11 235 372 480</b>	<b>21 666 224 580</b>	<b>130 436 259 448</b>	<b>122 499 062 694</b>
<b>Ministère du Pétrole et des Energies</b>	<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	2	Dépenses de personnel	283 682 724	283 682 724		-	283 682 724	386 135 335
		3	Biens et services	330 720 923	334 000 290	-	73 000 000	407 000 290	399 613 934
		4	Transferts courants	400 000 000	300 000 000	-	170 000 000	470 000 000	470 000 000
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>1 014 403 647</b>	<b>917 683 014</b>	<b>-</b>	<b>243 000 000</b>	<b>1 160 683 014</b>	<b>1 255 749 269</b>
	<b>Electrification rurale et Energies renouvelables</b>	2	Dépenses de personnel	6 483 000	6 483 000		-	6 483 000	-
		3	Biens et services	28 300 000	26 496 131	-	-	26 496 131	25 344 553
		4	Transferts courants	2 423 238 280	2 223 238 280	-	- 151 663 667	2 071 574 613	1 971 574 613
		5	Investissement	32 393 500 197	27 640 896 716	121 673 388	40 000 000	419 173 388	407 637 861

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
			nts exécutés par l'Etat						
		6	Transferts en capital	9 645 000 000	6 559 000 000	1 000 000 000	- 4 174 844 773	3 384 155 227	1 305 000 000
	<b>Total Electrification rurale et Energies renouvelables</b>			<b>44 496 521 477</b>	<b>36 456 114 127</b>	<b>1 121 673 388</b>	<b>- 4 286 508 440</b>	<b>5 907 882 359</b>	<b>3 709 557 027</b>
	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	2	Dépenses de personnel	39 714 000	39 714 000		-	39 714 000	29 344 597
		3	Biens et services	34 750 000	32 949 654		-	32 949 654	30 887 627
		4	Transferts courants	83 507 438 192	83 507 438 192		50 000 000	83 557 438 192	83 557 438 192
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 934 793 252	2 364 500 000	36 993 208	30 000 000	131 493 208	125 650 104
		6	Transferts en capital	1 050 000 000	920 000 000	200 000 000	-	1 120 000 000	595 000 000
	<b>Total Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles</b>			<b>86 566 695 444</b>	<b>86 864 601 846</b>	<b>236 993 208</b>	<b>80 000 000</b>	<b>84 881 595 054</b>	<b>84 338 320 520</b>
	Optimisation du système d'offre d'électricité	2	Dépenses de personnel	49 937 000	49 937 000		-	49 937 000	31 349 215
		3	Biens et services	34 700 000	31 699 848		-	31 699 848	29 250 334
		4	Transferts courants	25 930 000 000	25 880 000 000		- 175 000 000	25 705 000 000	25 705 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	90 304 433 759	68 194 329 080		-	-	
		6	Transferts en capital	7 000 000 000	7 000 000 000	187 000 000	- 3 750 000 000	3 437 000 000	187 000 000
	<b>Total Optimisation du système d'offre d'électricité</b>			<b>123 319 070 759</b>	<b>101 155 965 928</b>	<b>187 000 000</b>	<b>- 3 925 000 000</b>	<b>29 223 636 848</b>	<b>25 952 599 549</b>
				<b>255 396 691 327</b>	<b>225 394 364 915</b>	<b>1 545 666 596</b>	<b>- 7 888 508 440</b>	<b>121 173 797 275</b>	<b>115 256 226 365</b>



Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
Ministère Commerce et Petites et Moyennes Entreprises	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	368 459 380	368 459 380		-	368 459 380	450 190 654
		3	Biens et services	127 329 408	98 876 105	-	-	98 876 105	96 065 637
		4	Transferts courants	521 773 000	721 773 000	-	150 000 000	871 773 000	871 773 000
			<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>		<b>1 017 561 788</b>	<b>1 189 108 485</b>	<b>-</b>	<b>150 000 000</b>	<b>1 339 108 485</b>
Développement du marché intérieur et de la consommation		2	Dépenses de personnel	1 054 998 000	1 054 998 000		-	1 054 998 000	923 468 999
		3	Biens et services	149 970 000	142 587 983	-	-	142 587 983	132 658 319
		4	Transferts courants	805 600 000	755 600 000	-	- 18 707 277	736 892 723	736 892 723
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 600 000 000	1 600 000 000		-	-	
		6	Transferts en capital	348 000 000	551 500 000	-	500 000 000	1 051 500 000	131 500 000
			<b>Total Développement du marché intérieur et de la consommation</b>		<b>3 958 568 000</b>	<b>4 104 685 983</b>	<b>-</b>	<b>481 292 723</b>	<b>2 985 978 706</b>
Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in		2	Dépenses de personnel	198 350 000	198 350 000		-	198 350 000	207 150 508
		3	Biens et services	23 300 010	11 049 978	-	-	11 049 978	8 649 981
		4	Transferts courants	622 194 000	585 628 000	-	106 004 288	691 632 288	691 632 288
		5	Investissement	103 500 000	96 475 000	-	-	9 525 000	3 693 680

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
			nts exécutés par l'Etat						
	<b>Total Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in</b>			<b>947 344 010</b>	<b>891 502 978</b>	<b>-</b>	<b>106 004 288</b>	<b>910 557 266</b>	<b>911 126 457</b>
	<b>Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI</b>	2	Dépenses de personnel	49 528 000	49 528 000	-	-	49 528 000	81 664 568
		3	Biens et services	7 899 996	30 149 992	-	-	30 149 992	29 979 866
		4	Transferts courants	1 360 254 663	1 123 332 994	-	- 148 333 330	974 999 664	974 999 664
		5	Investissements exécutés par l'Etat	2 520 000 000	2 680 000 000	-	-	180 000 000	179 182 292
		6	Transferts en capital	367 000 000	267 000 000	-	- 100 000 000	167 000 000	100 000 000
	<b>Total Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI</b>			<b>4 304 682 659</b>	<b>4 150 010 986</b>	<b>-</b>	<b>- 248 333 330</b>	<b>1 401 677 656</b>	<b>1 365 826 390</b>
				<b>10 228 156 457</b>	<b>10 335 308 432</b>	<b>-</b>	<b>488 963 681</b>	<b>6 637 322 113</b>	<b>5 619 502 179</b>
<b>Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique</b>	<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	2	Dépenses de personnel	606 722 784	606 722 784	-	-	606 722 784	680 130 716
		3	Biens et services	305 580 000	282 616 765	-	50 000 000	332 616 765	317 035 262
		4	Transferts courants	400 000 000	1 900 000 000	-	100 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	255 000 000	14 986 000	-	269 986 000	213 392 199

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>1 812 302 784</b>	<b>3 044 339 549</b>	<b>14 986 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>3 209 325 549</b>	<b>3 210 558 177</b>
	<b>Aménagement et développement urbain</b>	2	Dépenses de personnel	213 339 000	213 339 000	-	-	213 339 000	214 512 436
		3	Biens et services	256 000 000	91 488 858	-	50 000 000	41 488 858	39 878 429
		4	Transferts courants	150 000 000	150 000 000	-	-	150 000 000	150 000 000
		6	Transferts en capital	9 700 000 000	3 800 000 000	-	900 000 000	4 700 000 000	4 200 000 000
	<b>Total Aménagement et développement urbain</b>			<b>10 319 339 000</b>	<b>4 254 827 858</b>	<b>-</b>	<b>850 000 000</b>	<b>5 104 827 858</b>	<b>4 604 390 865</b>
	<b>Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub</b>	2	Dépenses de personnel	187 166 000	187 166 000	-	-	187 166 000	151 943 511
		3	Biens et services	71 500 000	69 228 423	-	-	69 228 423	61 181 636
		4	Transferts courants	16 574 000 000	25 324 000 000	-	1 250 000 000	24 074 000 000	24 074 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	130 000 000	130 000 000	-	-	130 000 000	49 678 000
		6	Transferts en capital	22 810 004 161	22 236 004 161	4 740 805 000	3 850 000 000	23 126 809 161	22 920 805 000
	<b>Total Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub</b>			<b>39 772 670 161</b>	<b>47 946 398 584</b>	<b>4 740 805 000</b>	<b>- 5 100 000 000</b>	<b>47 587 203 584</b>	<b>47 257 608 147</b>
	<b>Cadre de vie</b>	2	Dépenses de personnel	150 231 096	150 231 096	-	-	150 231 096	217 271 025
		3	Biens et services	76 000 000	63 743 141	-	-	63 743 141	62 615 686
		4	Transferts courants	12 100 000 000	13 100 000 000	-	2 712 000 000	15 812 000 000	15 812 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	3 250 000 000	6 436 036 618	-	-	50 000 000	49 987 337

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		6	Transferts en capital	8 153 189 110	6 703 189 110	-	4 383 516 960	11 086 706 070	8 976 841 070
	<b>Total Cadre de vie</b>			<b>23 729 420 206</b>	<b>26 453 199 965</b>	<b>-</b>	<b>7 095 516 960</b>	<b>27 162 680 307</b>	<b>25 118 715 118</b>
				<b>75 633 732 151</b>	<b>81 698 765 956</b>	<b>4 755 791 000</b>	<b>2 995 516 960</b>	<b>83 064 037 298</b>	<b>80 191 272 307</b>
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	259 895 000	259 895 000	-	-	259 895 000	278 363 313
		3	Biens et services	96 020 998	94 020 998	-	100 000 000	194 020 998	88 567 612
		4	Transferts courants	40 000 000	40 000 000	-	-	40 000 000	40 000 000
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>395 915 998</b>	<b>393 915 998</b>	<b>-</b>	<b>100 000 000</b>	<b>493 915 998</b>	<b>406 930 925</b>
	<b>compétitivité de l'industrie sénégalaise</b>	2	Dépenses de personnel	97 186 000	97 186 000	-	-	97 186 000	96 074 319
		3	Biens et services	38 350 000	36 350 000	-	-	36 350 000	36 329 278
		4	Transferts courants	2 463 380 000	3 263 380 000	-	299 755 701	3 563 135 701	3 563 135 690
		5	Investissements exécutés par l'Etat	4 500 000 000	3 000 000 000	-	75 000 000	25 000 000	
		6	Transferts en capital	2 020 000 000	2 020 000 000	-	178 000 000	1 842 000 000	1 650 000 000
	<b>Total compétitivité de l'industrie sénégalaise</b>			<b>9 118 916 000</b>	<b>8 416 916 000</b>	<b>-</b>	<b>46 755 701</b>	<b>5 563 671 701</b>	<b>5 345 539 287</b>
				<b>9 514 831 998</b>	<b>8 810 831 998</b>	<b>-</b>	<b>146 755 701</b>	<b>6 057 587 699</b>	<b>5 752 470 212</b>
Ministère du Tourisme et des transports	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	271 990 000	271 990 000	-	-	271 990 000	418 444 618

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
ts aériens									
		3	Biens et services	279 777 120	199 682 120	-	-	199 682 120	166 374 498
		5	Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	225 000 000	-	-	225 000 000	208 282 720
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>851 767 120</b>	<b>696 672 120</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>696 672 120</b>	<b>793 101 836</b>
	Développement de l'Offre touristique	2	Dépenses de personnel	100 971 000	100 971 000		-	100 971 000	109 692 831
		3	Biens et services	112 700 000	66 075 000	-	8 756 620	74 831 620	62 486 692
		4	Transferts courants	2 317 500 000	1 417 500 000	-	200 000 000	1 617 500 000	1 617 500 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 561 500 000	1 561 500 000	-	-	61 500 000	54 389 256
		6	Transferts en capital	2 163 500 000	563 500 000	-	-	563 500 000	563 500 000
	<b>Total Développement de l'Offre touristique</b>			<b>6 256 171 000</b>	<b>3 709 546 000</b>	<b>-</b>	<b>208 756 620</b>	<b>2 418 302 620</b>	<b>2 407 568 779</b>
	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	2	Dépenses de personnel	9 633 000	9 633 000		-	9 633 000	10 303 759
		3	Biens et services	22 400 000	10 500 000	-	-	10 500 000	10 445 550
		4	Transferts courants	857 500 000	613 750 000	-	-	613 750 000	613 750 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	400 000 000	400 000 000		-	-	
		6	Transferts en capital	5 400 000 000	300 000 000	-	- 300 000 000	-	
	<b>Total développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer</b>			<b>6 689 533 000</b>	<b>1 333 883 000</b>	<b>-</b>	<b>- 300 000 000</b>	<b>633 883 000</b>	<b>634 499 309</b>

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
	Développement des infrastructures aéroportuaires	3	Biens et services	22 800 000	11 000 000	-	-	11 000 000	10 972 150
		4	Transferts courants	5 242 000 000	4 500 000 000	-	- 2 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 500 000 000	3 000 000 000		-	-	
		6	Transferts en capital	1 150 000 000	6 375 000 000	250 000 000	-	6 625 000 000	6 312 500 000
	<b>Total Développement des infrastructures aéroportuaires</b>			<b>7 914 800 000</b>	<b>13 886 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>- 2 000 000 000</b>	<b>9 136 000 000</b>	<b>8 823 472 150</b>
				<b>21 712 271 120</b>	<b>19 626 101 120</b>	<b>250 000 000</b>	<b>- 2 091 243 380</b>	<b>12 884 857 740</b>	<b>12 658 642 074</b>
Ministère de l'Éducation Nationale	Pilotage ministériel, gestion et coordination adm	2	Dépenses de personnel	311 024 057 248	311 024 057 248		-	311 024 057 248	326 268 216 324
		3	Biens et services	23 228 687 080	22 616 940 268	-	523 671 250	23 140 611 518	22 684 847 030
		4	Transferts courants	1 556 265 000	2 156 265 000	-	- 1 134 448 000	1 021 817 000	1 001 817 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 081 691 513	1 081 691 513	1 358 180	-	1 083 049 693	970 870 856
	<b>Total Pilotage ministériel, gestion et coordination adm</b>			<b>336 890 700 841</b>	<b>336 878 954 029</b>	<b>1 358 180</b>	<b>- 610 776 750</b>	<b>336 269 535 459</b>	<b>350 925 751 210</b>
	Éducation préscolaire	2	Dépenses de personnel	291 769 000	291 769 000		-	291 769 000	74 261 573
		3	Biens et services	30 200 000	23 000 000	-	-	23 000 000	22 660 848
		4	Transferts courants	90 000 000	90 000 000	-	-	90 000 000	90 000 000
	<b>Total Éducation préscolaire</b>			<b>411 969 000</b>	<b>404 769 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>404 769 000</b>	<b>186 922 421</b>
	Enseignement Élémentaire	2	Dépenses de personnel	39 468 309 682	39 468 309 682		-	39 468 309 682	33 539 253 276

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		3	Biens et services	36 587 778 770	36 576 218 770	-	- 522 500 000	36 053 718 770	35 366 294 043
		4	Transferts courants	5 340 000 000	4 750 000 000	-	- 1 250 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	31 161 436 141	29 785 243 991	-	-	898 582 888	429 450 359
		6	Transferts en capital	2 111 583 833	2 111 583 833	367 291 625	-	2 478 875 458	1 222 083 541
	<b>Total Enseignement Élémentaire</b>			<b>114 669 108 426</b>	<b>112 691 356 276</b>	<b>367 291 625</b>	<b>- 1 772 500 000</b>	<b>82 399 486 798</b>	<b>74 057 081 219</b>
	<b>Enseignement Moyen général</b>	2	Dépenses de personnel	12 282 325 240	12 282 325 240		-	12 282 325 240	12 873 688 731
		3	Biens et services	1 596 752 400	1 601 552 400	-	-	1 601 552 400	1 482 350 446
		4	Transferts courants	240 000 000	240 000 000	-	-	240 000 000	240 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	2 302 696 435	1 440 326 243	-	-	1 440 326 243	234 272 480
	<b>Total Enseignement Moyen général</b>			<b>16 421 774 075</b>	<b>15 564 203 883</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 564 203 883</b>	<b>14 830 311 657</b>
	<b>Enseignement secondaire général</b>	2	Dépenses de personnel	53 311 991 412	53 311 991 412		-	53 311 991 412	56 569 494 094
		3	Biens et services	1 367 570 000	1 353 320 000	-	-	1 353 320 000	1 280 502 210
		4	Transferts courants	216 700 000	216 700 000	-	- 14 557 000	202 143 000	202 143 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 811 016 298	2 011 016 298	237 901 457	-	2 248 917 755	772 967 727
	<b>Total Enseignement secondaire général</b>			<b>56 707 277 710</b>	<b>56 893 027 710</b>	<b>237 901 457</b>	<b>- 14 557 000</b>	<b>57 116 372 167</b>	<b>58 825 107 031</b>
	<b>Education de base des jeunes et adultes</b>	2	Dépenses de personnel	89 214 652	89 214 652		-	89 214 652	94 189 475
		3	Biens et services	29 414 000	23 914 000	-	-	23 914 000	22 192 654
		4	Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	-	- 21 763 500	978 236 500	978 236 500
		5	Investissement	51 082 113	1 739 215 799	-	-	-	

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
			nts exécutés par l'Etat						
		6	Transferts en capital	-	641 082 113	-	-	641 082 113	641 082 113
	<b>Total Education de base des jeunes et adultes</b>			<b>1 169 710 765</b>	<b>3 493 426 564</b>	<b>-</b>	<b>- 21 763 500</b>	<b>1 732 447 265</b>	<b>1 735 700 742</b>
				<b>526 270 540 817</b>	<b>525 925 737 462</b>	<b>606 551 262</b>	<b>- 2 419 597 250</b>	<b>493 486 814 572</b>	<b>500 560 874 280</b>
<b>Ministère des Sports</b>	<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	2	Dépenses de personnel	646 657 684	646 657 684		-	646 657 684	690 524 952
		3	Biens et services	442 540 160	389 426 400	-	-	389 426 400	370 184 933
		4	Transferts courants	395 442 000	1 935 442 000	-	- 275 000 000	1 660 442 000	1 457 000 000
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>1 484 639 844</b>	<b>2 971 526 084</b>	<b>-</b>	<b>- 275 000 000</b>	<b>2 696 526 084</b>	<b>2 517 709 885</b>
	<b>Développement des ressources humaines et de la formation</b>	2	Dépenses de personnel	67 426 000	67 426 000		-	67 426 000	67 802 948
		3	Biens et services	214 790 000	151 650 000	-	-	151 650 000	149 880 653
		4	Transferts courants	60 000 000	60 000 000	-	-	60 000 000	60 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	570 000 000	383 000 000	-	- 290 302 627	92 697 373	77 418 000
	<b>Total Développement des ressources humaines et de la formation</b>			<b>912 216 000</b>	<b>662 076 000</b>	<b>-</b>	<b>- 290 302 627</b>	<b>371 773 373</b>	<b>355 101 601</b>
	<b>Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive</b>	2	Dépenses de personnel	219 360 000	219 360 000		-	219 360 000	210 820 331
		3	Biens et services	620 175 760	900 218 180	-	301 036 581	1 201 254 761	1 190 462 165
		4	Transferts courants	1 700 000	2 360 000 000	-	240 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000
		5	Investissement	19 545 646 324	13 277 432 267	-	290 302 627	4 567 734 894	3 819 461 044



Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
			nts exécutés par l'Etat						
		6	Transferts en capital	2 000 000 000	1 000 000 000	-	- 1 000 000 000	-	
	<b>Total Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive</b>			<b>22 386 882 084</b>	<b>17 757 010 447</b>	<b>-</b>	<b>- 168 660 792</b>	<b>8 588 349 655</b>	<b>7 820 743 540</b>
				<b>24 783 737 928</b>	<b>21 390 612 531</b>	<b>-</b>	<b>- 733 963 419</b>	<b>11 656 649 112</b>	<b>10 693 555 026</b>
Ministère de la Culture et de la Communication	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	335 887 292	335 887 292		-	335 887 292	390 660 755
		3	Biens et services	224 973 800	264 335 800	-	-	264 335 800	253 307 158
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>560 861 092</b>	<b>600 223 092</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>600 223 092</b>	<b>643 967 913</b>
	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2	Dépenses de personnel	460 831 844	460 831 844		-	460 831 844	498 835 433
		3	Biens et services	206 331 923	189 482 360	-	3 000 000	192 482 360	180 278 302
		4	Transferts courants	5 825 521 333	7 500 521 333	-	213 601 667	7 714 123 000	7 518 122 500
		5	Investissements exécutés par l'Etat	20 000 000	20 000 000	-	-	20 000 000	
		6	Transferts en capital	1 838 750 000	1 676 750 000	-	100 000 000	1 776 750 000	1 776 750 000
	<b>Total Promotion &amp; Valorisation Industries culturelles &amp; créatives</b>			<b>8 351 435 100</b>	<b>9 847 585 537</b>	<b>-</b>	<b>316 601 667</b>	<b>10 164 187 204</b>	<b>9 973 986 235</b>
	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2	Dépenses de personnel	53 614 000	53 614 000		-	53 614 000	42 636 908
		3	Biens et services	29 884 000	29 884 000	-	-	29 884 000	29 847 533

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		4	Transferts courants	3 957 370 000	5 187 370 000	-	850 000 000	6 037 370 000	6 037 370 000
		6	Transferts en capital	5 600 000 000	2 700 000 000	-	-	2 700 000 000	2 700 000 000
	<b>Total Développement et Encadrement du Secteur de la Communication</b>			<b>9 640 868 000</b>	<b>7 970 868 000</b>	<b>-</b>	<b>850 000 000</b>	<b>8 820 868 000</b>	<b>8 809 854 441</b>
	<b>Promotion et valorisation du Patrimoine culturel</b>	2	Dépenses de personnel	117 484 042	117 484 042	-	-	117 484 042	92 327 800
		3	Biens et services	52 766 000	49 291 000	-	-	49 291 000	46 414 619
		4	Transferts courants	1 405 196 000	1 825 196 000	-	-	1 825 196 000	1 825 196 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	-	-	300 000 000	132 929 645
		6	Transferts en capital	2 377 000 000	2 127 000 000	-	50 000 000	2 177 000 000	2 177 000 000
	<b>Total Promotion et valorisation du Patrimoine culturel</b>			<b>4 252 446 042</b>	<b>4 418 971 042</b>	<b>-</b>	<b>50 000 000</b>	<b>4 468 971 042</b>	<b>4 273 868 064</b>
				<b>22 805 610 234</b>	<b>22 837 647 671</b>	<b>-</b>	<b>1 216 601 667</b>	<b>24 054 249 338</b>	<b>23 701 676 653</b>
<b>Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>	<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	2	Dépenses de personnel	14 690 553 915	14 690 553 915	-	-	14 690 553 915	13 167 349 024
		3	Biens et services	12 405 788 334	13 910 588 334	-	-	13 910 588 334	13 653 088 758
		4	Transferts courants	15 287 113 000	15 559 113 000	-	220 477 872	15 779 590 872	15 644 670 872
		5	Investissements exécutés par l'Etat	14 213 186 635	9 727 048 480	1 000 000	29 809 750	1 089 348 029	814 877 374
		6	Transferts en capital		4 534 476 514		-	-	-

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>56 596 641 884</b>	<b>58 421 780 243</b>	<b>1 000 000</b>	<b>250 287 622</b>	<b>45 470 081 150</b>	<b>43 279 986 028</b>
	<b>Santé de base</b>	2	Dépenses de personnel	11 383 396 844	11 383 396 844	-	-	11 383 396 844	11 686 532 332
		3	Biens et services	1 602 071 080	1 602 071 080	-	-	1 602 071 080	1 534 222 933
		4	Transferts courants	4 060 000 000	4 060 000 000	-	- 500 000 000	3 560 000 000	3 560 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	58 110 350 498	58 696 562 430	257 664 175	- 380 000 000	2 721 716 725	1 925 814 110
		6	Transferts en capital	3 235 851 562	3 235 851 562	-	- 500 000 000	2 735 851 562	1 658 962 890
	<b>Total Santé de base</b>			<b>78 391 669 984</b>	<b>78 977 881 916</b>	<b>257 664 175</b>	<b>- 1 380 000 000</b>	<b>22 003 036 211</b>	<b>20 365 532 265</b>
	<b>Santé de référence</b>	2	Dépenses de personnel	15 931 670 152	15 931 670 152	-	-	15 931 670 152	17 075 979 512
		3	Biens et services	220 143 000	220 143 000	-	-	220 143 000	204 148 829
		4	Transferts courants	14 920 984 000	14 645 984 000	-	- 25 000 000	14 620 984 000	14 620 984 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	18 039 663 667	27 147 402 427	-	- 473 084 000	5 188 154 760	4 501 066 743
		6	Transferts en capital	4 870 000 000	24 550 000 000	25 000 000	- 300 000 000	24 275 000 000	23 725 000 000
	<b>Total Santé de référence</b>			<b>53 982 460 819</b>	<b>82 495 199 579</b>	<b>25 000 000</b>	<b>- 798 084 000</b>	<b>60 235 951 912</b>	<b>60 127 179 084</b>
	<b>Protection sociale</b>	2	Dépenses de personnel	857 564 000	857 564 000	-	-	857 564 000	937 125 897
		3	Biens et services	578 555 400	661 755 400	-	-	661 755 400	580 468 340
		4	Transferts courants	268 358 000	268 358 000	-	- 13 028 000	255 330 000	255 330 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	749 497 038	729 901 935	-	-	729 901 935	543 743 682
		6	Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	-	-	290 000 000	290 000 000

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
	<b>Total Protection sociale</b>			<b>2 743 974 438</b>	<b>2 807 579 335</b>	-	- 13 028 000	<b>2 794 551 335</b>	<b>2 606 667 919</b>
				<b>191 714 747 125</b>	<b>222 702 441 073</b>	<b>283 664 175</b>	- 1 940 824 378	<b>130 503 620 608</b>	<b>126 379 365 296</b>
<b>Ministère de la Jeunesse</b>	<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	2	Dépenses de personnel	923 505 260	923 505 260		-	923 505 260	1 094 189 787
		3	Biens et services	450 803 960	377 872 766	-	-	377 872 766	351 965 930
		4	Transferts courants	-	500 000 000	-	400 000 000	900 000 000	900 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	322 500 000	186 250 000	-	-	186 250 000	80 009 838
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>1 696 809 220</b>	<b>1 987 628 026</b>	-	<b>400 000 000</b>	<b>2 387 628 026</b>	<b>2 426 165 555</b>
	<b>Education à la citoyenneté et promotion du volontariat</b>	2	Dépenses de personnel	83 781 292	83 781 292		-	83 781 292	58 398 558
		3	Biens et services	36 425 200	35 447 618	-	-	35 447 618	34 653 937
		5	Investissements exécutés par l'Etat	84 300 000	1 082 650 000	-	-	1 082 650 000	82 475 151
	<b>Total Education à la citoyenneté et promotion du volontariat</b>			<b>204 506 492</b>	<b>1 201 878 910</b>	-	-	<b>1 201 878 910</b>	<b>175 527 646</b>
	<b>Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement</b>	2	Dépenses de personnel	71 223 200	71 223 200		-	71 223 200	58 039 708
		3	Biens et services	67 714 756	50 009 154	-	-	50 009 154	49 981 223
		4	Transferts courants	353 592 000	223 592 000	-	-	223 592 000	223 592 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	577 500 000	577 500 000	-	-	77 500 000	74 920 169

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
	<b>Total Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement</b>			<b>1 070 029 956</b>	<b>922 324 354</b>	-	-	<b>422 324 354</b>	<b>406 533 100</b>
	Promotion socioéconomique des jeunes	4	Transferts courants	1 239 080 000	1 739 080 000	-	-	1 739 080 000	1 739 080 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 500 000 000	2 709 117 011		-	-	
		6	Transferts en capital	9 171 220 823	11 782 674 349	-	-	11 782 674 349	11 182 674 349
	<b>Total Promotion socioéconomique des jeunes</b>			<b>11 910 300 823</b>	<b>16 230 871 360</b>	-	-	<b>13 521 754 349</b>	<b>12 921 754 349</b>
				<b>14 881 646 491</b>	<b>20 342 702 650</b>	-	<b>400 000 000</b>	<b>17 533 585 639</b>	<b>15 929 980 650</b>
Ministère de l'Environnement et du développement durable	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	353 559 260	353 559 260		-	353 559 260	420 278 242
		3	Biens et services	1 253 075 155	1 162 420 327	-	380 000 000	1 542 420 327	1 508 346 546
		4	Transferts courants	50 000 000	50 000 000	-	-	50 000 000	50 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	345 000 000	331 250 000	-	-	331 250 000	311 507 377
		6	Transferts en capital	35 100 000	235 100 000	-	-	235 100 000	235 100 000
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>2 036 734 415</b>	<b>2 132 329 587</b>	-	<b>380 000 000</b>	<b>2 512 329 587</b>	<b>2 525 232 165</b>
	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2	Dépenses de personnel	3 720 936 040	3 720 936 040		-	3 720 936 040	3 834 710 937

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		3	Biens et services	1 423 892 368	1 329 245 809	-	86 459 224	1 415 705 033	1 395 626 539
		4	Transferts courants	730 000 000	1 030 269 040	-	-	1 030 269 040	1 030 269 040
		5	Investissements exécutés par l'Etat	2 825 595 235	2 821 595 225	-	8 047 014	794 642 239	766 339 462
		6	Transferts en capital	272 300 000	741 725 000	-	-	741 725 000	711 150 000
	<b>Total Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres</b>			<b>8 972 723 643</b>	<b>9 643 771 114</b>	<b>-</b>	<b>94 506 238</b>	<b>7 703 277 352</b>	<b>7 738 095 978</b>
	<b>Conservation de la biodiversité et gestion des AP</b>								
		2	Dépenses de personnel	2 369 924 664	2 369 924 664	-	-	2 369 924 664	2 522 442 729
		3	Biens et services	700 868 723	639 291 763	-	-	639 291 763	627 836 519
		4	Transferts courants	351 120 000	351 120 000	-	-	351 120 000	351 120 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	4 802 500 000	4 726 060 520	-	3 429 772	229 490 292	219 879 687
		6	Transferts en capital	35 100 000	35 100 000	-	-	35 100 000	35 100 000
	<b>Total Conservation de la biodiversité et gestion des AP</b>			<b>8 259 513 387</b>	<b>8 121 496 947</b>	<b>-</b>	<b>3 429 772</b>	<b>3 624 926 719</b>	<b>3 756 378 935</b>
	<b>Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC</b>								
		2	Dépenses de personnel	273 355 600	273 355 600	-	-	273 355 600	299 081 187
		3	Biens et services	439 318 090	377 882 590	-	10 048 213	387 930 803	378 691 330
		4	Transferts courants	300 269 040	-	-	-	-	-
		5	Investissements exécutés par l'Etat	5 093 648 237	5 774 463 158	-	144 926 661	626 426 661	611 433 405
	<b>Total Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC</b>			<b>6 106 590 967</b>	<b>6 425 701 348</b>	<b>-</b>	<b>154 974 874</b>	<b>1 287 713 064</b>	<b>1 289 205 922</b>

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
				25 375 562 412	26 323 298 996	-	632 910 884	15 128 246 722	15 308 913 000
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	331 199 980	331 199 980		-	331 199 980	399 532 696
		3	Biens et services	191 662 655	239 239 647		-	239 239 647	237 649 822
		5	Investissements exécutés par l'Etat	151 890 760	187 592 680		25 000 000	212 592 680	193 462 428
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>674 753 395</b>	<b>758 032 307</b>		<b>25 000 000</b>	<b>783 032 307</b>	<b>830 644 946</b>
	<b>Famille et genre</b>	2	Dépenses de personnel	118 759 800	118 759 800		-	118 759 800	188 357 922
		3	Biens et services	444 261 240	428 137 020		-	428 137 020	419 767 737
		4	Transferts courants	477 498 400	932 796 480		-	932 796 480	932 796 480
		5	Investissements exécutés par l'Etat	12 035 360 280	9 967 046 118	59 900 000	-	1 046 585 838	815 934 610
	<b>Total Famille et genre</b>			<b>13 075 879 720</b>	<b>11 446 739 418</b>	<b>59 900 000</b>	<b>-</b>	<b>2 526 279 138</b>	<b>2 356 856 749</b>
	<b>Enfance</b>	2	Dépenses de personnel	55 371 600	55 371 600		-	55 371 600	39 383 836
		3	Biens et services	109 820 000	100 700 000		-	100 700 000	90 894 485
		4	Transferts courants	1 695 721 360	1 615 721 360		275 000 000	1 890 721 360	1 794 471 360
		5	Investissements exécutés par l'Etat	1 728 147 391	1 728 147 391		-	55 000 000	53 355 023

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		6	Transferts en capital	840 000 000	840 000 000	187 500 000	150 000 000	1 177 500 000	532 500 000
	<b>Total Enfance</b>			<b>4 429 060 351</b>	<b>4 339 940 351</b>	<b>187 500 000</b>	<b>425 000 000</b>	<b>3 279 292 960</b>	<b>2 510 604 704</b>
	<b>Autonomie Economique des femmes</b>	2	Dépenses de personnel	168 461 600	168 461 600		-	168 461 600	170 833 306
		3	Biens et services	91 162 000	79 801 824	-	-	79 801 824	79 350 974
		5	Investissements exécutés par l'Etat	2 170 802 759	2 134 946 159	-	63 000 000	574 897 930	231 938 464
		6	Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000
	<b>Total Autonomie Economique des femmes</b>			<b>3 430 426 359</b>	<b>3 383 209 583</b>	<b>-</b>	<b>63 000 000</b>	<b>1 823 161 354</b>	<b>1 482 122 744</b>
				<b>21 610 119 825</b>	<b>19 927 921 659</b>	<b>247 400 000</b>	<b>513 000 000</b>	<b>8 411 765 759</b>	<b>7 180 229 143</b>
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	2	Dépenses de personnel	1 662 970 744	1 662 970 744		-	1 662 970 744	1 735 002 864
		3	Biens et services	1 066 764 259	1 062 831 194	-	-	1 062 831 194	1 024 440 352
		4	Transferts courants	100 000 000	100 000 000	-	-	100 000 000	100 000 000
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>2 829 735 003</b>	<b>2 825 801 938</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 825 801 938</b>	<b>2 859 443 216</b>
	<b>Développement des offres de formation professionnelle et tec</b>	2	Dépenses de personnel	20 776 380 132	20 776 380 132		-	20 776 380 132	16 950 245 056



Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		3	Biens et services	6 049 310 700	5 865 691 584	-	-	5 865 691 584	5 799 955 524
		4	Transferts courants	910 637 600	897 211 600	-	21 201 600	876 010 000	876 010 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	23 110 095 572	24 871 006 488	-	-	2 147 500 000	967 664 572
		6	Transferts en capital	1 011 990 816	2 739 603 116	125 000 000	100 000 000	1 236 990 816	755 995 408
	<b>Total Développement des offres de formation professionnelle et tec</b>			<b>51 858 414 820</b>	<b>55 149 892 920</b>	<b>125 000 000</b>	<b>78 798 400</b>	<b>30 902 572 532</b>	<b>25 349 870 560</b>
	<b>Développement de l'apprentissage</b>	2	Dépenses de personnel	270 617 000	270 617 000		-	270 617 000	213 859 027
		3	Biens et services	46 946 906	28 444 224	-	-	28 444 224	27 118 539
		4	Transferts courants	1 451 783 000	1 326 783 000	-	200 000 000	1 526 783 000	1 526 783 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000		-	-	
		6	Transferts en capital	537 608 550	462 608 550	-	100 000 000	562 608 550	562 608 550
	<b>Total Développement de l'apprentissage</b>			<b>2 806 955 456</b>	<b>2 588 452 774</b>	<b>-</b>	<b>300 000 000</b>	<b>2 388 452 774</b>	<b>2 330 369 116</b>
	<b>Développement de l'emploi</b>	2	Dépenses de personnel	33 823 000	33 823 000		-	33 823 000	26 680 504
		3	Biens et services	45 700 000	41 800 000	-	-	41 800 000	39 687 303
		4	Transferts courants	1 000 000 000	800 000 000	-	200 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	130 000 000	130 000 000	-	-	130 000 000	129 144 650
		6	Transferts en capital	100 000 000	100 000 000	-	-	100 000 000	100 000 000
	<b>Total Développement de l'emploi</b>			<b>1 309 523 000</b>	<b>1 105 623 000</b>	<b>-</b>	<b>200 000 000</b>	<b>1 305 623 000</b>	<b>1 295 512 457</b>
				<b>58 804 628 279</b>	<b>61 669 770 632</b>	<b>125 000 000</b>	<b>578 798 400</b>	<b>37 422 450 244</b>	<b>31 835 195 349</b>

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2	Dépenses de personnel	39 487 831 082	39 487 831 082		-	39 487 831 082	39 205 111 141
		3	Biens et services	84 392 263 548	74 305 423 438	-	- 7 868 909 874	66 436 513 564	119 834 943 721
		4	Transferts courants	20 410 000 000	229 295 292 609	-	- 3 339 330 940	225 955 961 669	225 921 116 669
		5	Investissements exécutés par l'Etat	15 567 200 000	9 854 971 138	-	- 9 602 915 811	2 055 327	
		6	Transferts en capital	17 270 273 082	64 952 392 432	-	7 749 727 000	72 702 119 432	72 702 119 350
	<b>Total DOTATION CHARGES NON REPARTIES</b>			<b>177 127 567 712</b>	<b>417 895 910 699</b>	<b>-</b>	<b>- 13 061 429 625</b>	<b>404 584 481 074</b>	<b>457 663 290 881</b>
				<b>177 127 567 712</b>	<b>417 895 910 699</b>	<b>-</b>	<b>- 13 061 429 625</b>	<b>404 584 481 074</b>	<b>457 663 290 881</b>
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Pilotage gestion et coordination administrative	2	Dépenses de personnel	164 663 000	164 663 000		-	164 663 000	227 638 625
		3	Biens et services	830 500 314	671 544 884	-	-	671 544 884	634 531 190
		4	Transferts courants	300 000 000	250 000 000	-	-	250 000 000	250 000 000
		6	Transferts en capital	981 705 832	859 132 290	-	95 000 000	954 132 290	951 632 290
	<b>Total Pilotage gestion et coordination administrative</b>			<b>2 276 869 146</b>	<b>1 945 340 174</b>	<b>-</b>	<b>95 000 000</b>	<b>2 040 340 174</b>	<b>2 063 802 105</b>
	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2	Dépenses de personnel	242 873 000	242 873 000		-	242 873 000	216 682 800
		3	Biens et services	307 193 218	411 117 682	-	-	411 117 682	323 095 253
		4	Transferts courants	218 000 000	139 750 000	-	45 000 000	184 750 000	184 750 000

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		5	Investissements exécutés par l'Etat	3 175 000 000	3 059 836 809	-	-	59 836 809	53 844 022
		6	Transferts en capital	8 250 000 000	9 530 000 000	-	- 2 750 000 000	6 780 000 000	5 115 000 000
	<b>Total Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé</b>			<b>12 193 066 218</b>	<b>13 383 577 491</b>	<b>-</b>	<b>- 2 705 000 000</b>	<b>7 678 577 491</b>	<b>5 893 372 075</b>
	<b>Economie productive compétitive et créatrice d'emplois</b>	2	Dépenses de personnel	514 035 000	514 035 000		-	514 035 000	540 947 662
		3	Biens et services	996 449 882	928 692 479	-	20 000 000	948 692 479	919 811 124
		4	Transferts courants	7 278 166 533	7 165 862 009	-	40 000 000	7 205 862 009	7 205 862 008
		5	Investissements exécutés par l'Etat	572 000 000	495 998 376	18 328 192	30 000 000	344 326 568	139 728 033
		6	Transferts en capital	899 457 634	774 457 634	-	66 700 000	841 157 634	841 157 634
	<b>Total Economie productive compétitive et créatrice d'emplois</b>			<b>10 260 109 049</b>	<b>9 879 045 498</b>	<b>18 328 192</b>	<b>156 700 000</b>	<b>9 854 073 690</b>	<b>9 647 506 461</b>
				<b>24 730 044 413</b>	<b>25 207 963 163</b>	<b>18 328 192</b>	<b>- 2 453 300 000</b>	<b>19 572 991 355</b>	<b>17 604 680 641</b>
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	1 840 926 744	1 840 926 744		-	1 840 926 744	1 961 294 959
		3	Biens et services	829 275 400	781 052 080	-	-	781 052 080	299 959 107
		4	Transferts courants	29 142 000	1 229 142 000	-	- 1 200 000 000	29 142 000	29 142 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	100 000 000	46 500 000	-	-	46 500 000	8 493 640

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>2 799 344 144</b>	<b>3 897 620 824</b>	-	- 1 200 000 000	<b>2 697 620 824</b>	<b>2 298 889 706</b>
	<b>Productions animales</b>	2	Dépenses de personnel	214 709 000	214 709 000		-	214 709 000	127 806 232
		3	Biens et services	49 079 000	39 149 787	-	-	39 149 787	38 203 612
		4	Transferts courants	500 000 000	500 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	16 431 014 749	4 531 878 346	246 953 302	175 700 000	1 773 605 902	1 249 183 104
		6	Transferts en capital	4 680 748 290	7 815 748 290	485 800 000	-	8 301 548 290	7 092 522 763
	<b>Total Productions animales</b>			<b>21 875 551 039</b>	<b>13 101 485 423</b>	<b>732 753 302</b>	<b>175 700 000</b>	<b>10 829 012 979</b>	<b>9 007 715 711</b>
	<b>Santé animale et Santé publique vétérinaire</b>	2	Dépenses de personnel	117 298 000	117 298 000		-	117 298 000	103 119 474
		3	Biens et services	17 300 000	16 249 093	-	-	16 249 093	13 746 139
		6	Transferts en capital	716 268 070	816 268 070	85 000 000	-	901 268 070	901 268 070
	<b>Total Santé animale et Santé publique vétérinaire</b>			<b>850 866 070</b>	<b>949 815 163</b>	<b>85 000 000</b>	<b>-</b>	<b>1 034 815 163</b>	<b>1 018 133 683</b>
	<b>Mise en marché des produits animaux</b>	2	Dépenses de personnel	37 531 000	37 531 000		-	37 531 000	38 930 991
		3	Biens et services	94 798 000	80 344 290	-	22 250 000	102 594 290	99 765 856
		5	Investissements exécutés par l'Etat	151 686 000	115 345 110	9 995 780	-	125 340 890	113 940 620
	<b>Total Mise en marché des produits animaux</b>			<b>284 015 000</b>	<b>233 220 400</b>	<b>9 995 780</b>	<b>22 250 000</b>	<b>265 466 180</b>	<b>252 637 467</b>
				<b>25 809 776 253</b>	<b>18 182 141 810</b>	<b>827 749 082</b>	<b>- 1 002 050 000</b>	<b>14 826 915 146</b>	<b>12 577 376 567</b>
Ministère de l'économie numérique	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	237 732 000	237 732 000		-	237 732 000	310 615 676

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
ue et des Télécom municati ons									
		3	Biens et services	194 050 000	294 925 278	-	-	294 925 278	294 454 531
		5	Investisseme nts exécutés par l'Etat	106 889 223	103 871 569	-	-	103 871 569	103 139 589
		6	Transferts en capital	-	500 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>538 671 223</b>	<b>1 136 528 847</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 136 528 847</b>	<b>1 208 209 796</b>
	<b>Economie numérique</b>	2	Dépenses de personnel	175 019 104	175 019 104		-	175 019 104	195 460 731
		3	Biens et services	66 475 000	114 198 941	-	-	114 198 941	113 531 734
		4	Transferts courants	2 000 000 000	2 484 700 000	-	- 200 000 000	2 284 700 000	2 284 700 000
		5	Investisseme nts exécutés par l'Etat	10 888 000 000	4 220 715 319	-	-	358 345 127	335 041 378
		6	Transferts en capital	2 700 000 000	6 000 300 000	705 700 000	- 250 000 000	6 456 000 000	5 248 833 333
	<b>Total Economie numérique</b>			<b>15 829 494 104</b>	<b>12 994 933 364</b>	<b>705 700 000</b>	<b>- 450 000 000</b>	<b>9 388 263 172</b>	<b>8 177 567 176</b>
	<b>Secteur postal</b>	2	Dépenses de personnel	26 869 000	26 869 000		-	26 869 000	7 051 050
		3	Biens et services	19 200 000	18 508 752	-	-	18 508 752	18 319 648
		4	Transferts courants	1 300 000 000	2 300 000 000	-	-	2 300 000 000	2 300 000 000
	<b>Total Secteur postal</b>			<b>1 346 069 000</b>	<b>2 345 377 752</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 345 377 752</b>	<b>2 325 370 698</b>
				<b>17 714 234 327</b>	<b>16 476 839 963</b>	<b>705 700 000</b>	<b>- 450 000 000</b>	<b>12 870 169 771</b>	<b>11 711 147 670</b>
Ministère de la Microfinance de l'écono	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	300 658 740	300 658 740		-	300 658 740	255 872 633

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
mie sociale et Solidaire									
		3	Biens et services	658 650 000	525 530 819	-	-	525 530 819	480 620 357
		4	Transferts courants	100 000 000	50 000 000	-	-	50 000 000	50 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	150 000 000	40 000 000	-	9 373 120	49 373 120	28 547 150
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>1 209 308 740</b>	<b>916 189 559</b>	<b>-</b>	<b>9 373 120</b>	<b>925 562 679</b>	<b>815 040 140</b>
	<b>Promotion de la microfinance</b>	2	Dépenses de personnel	33 654 452	33 654 452		-	33 654 452	18 706 343
		3	Biens et services	17 805 000	16 842 500	-	-	16 842 500	15 904 840
		4	Transferts courants	-	81 918 306	-	-	81 918 306	81 918 306
		5	Investissements exécutés par l'Etat	7 499 641 312	7 276 063 227	80 000 000	- 66 708 120	716 777 185	572 278 222
		6	Transferts en capital	363 836 610	181 918 304	-	50 000 000	231 918 304	231 918 304
	<b>Total Promotion de la microfinance</b>			<b>7 914 937 374</b>	<b>7 590 396 789</b>	<b>80 000 000</b>	<b>- 16 708 120</b>	<b>1 081 110 747</b>	<b>920 726 015</b>
	<b>Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)</b>	2	Dépenses de personnel	20 060 568	20 060 568		-	20 060 568	32 812 574
		3	Biens et services	102 200 000	73 898 039	-	-	73 898 039	69 209 239
		4	Transferts courants	-	50 000 000	-	200 000 000	250 000 000	250 000 000
		6	Transferts en capital	500 000 000	750 000 000	-	80 000 000	830 000 000	830 000 000
	<b>Total Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)</b>			<b>622 260 568</b>	<b>893 958 607</b>	<b>-</b>	<b>280 000 000</b>	<b>1 173 958 607</b>	<b>1 182 021 813</b>
				<b>9 746 506 682</b>	<b>9 400 544 955</b>	<b>80 000 000</b>	<b>272 665 000</b>	<b>3 180 632 033</b>	<b>2 917 787 968</b>

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements	
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	182 058 000	182 058 000		-	182 058 000	386 949 995	
		3	Biens et services	146 656 000	92 851 000	-	-	92 851 000	90 414 307	
		6	Transferts en capital	1 500 000 000	2 000 000 000	-	485 000 000	2 485 000 000	2 485 000 000	
		<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>1 828 714 000</b>	<b>2 274 909 000</b>	<b>-</b>	<b>485 000 000</b>	<b>2 759 909 000</b>	<b>2 962 364 302</b>
	Cohérence territoriale	2	Dépenses de personnel	71 451 000	71 451 000		-	71 451 000	77 109 559	
			3	Biens et services	24 300 000	15 550 000	-	-	15 550 000	14 229 708
		4	Transferts courants	1 300 380 000	1 300 380 000	-	-	1 300 380 000	1 300 380 000	
			5	Investissements exécutés par l'Etat	18 396 000 000	11 817 718 147		-	-	
		6	Transferts en capital	1 590 000 000	1 712 250 000	818 750 000	23 000 000	2 554 000 000	1 517 125 000	
				<b>Total Cohérence territoriale</b>		<b>21 382 131 000</b>	<b>14 917 349 147</b>	<b>818 750 000</b>	<b>23 000 000</b>	<b>3 941 381 000</b>
Gouvernance territoriale	2	Dépenses de personnel	691 793 000	691 793 000		-	691 793 000	625 129 010		
		3	Biens et services	134 863 000	127 463 000	-	-	127 463 000	121 668 947	
	4	Transferts courants	700 000 000	700 000 000	-	-	700 000 000	700 000 000		
		5	Investissements exécutés par l'Etat	3 864 668 709	1 743 918 709	-	30 000 000	213 250 000	132 744 350	

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
		6	Transferts en capital	500 000 000	500 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000
	<b>Total Gouvernance territoriale</b>			<b>5 891 324 709</b>	<b>3 763 174 709</b>	<b>-</b>	<b>30 000 000</b>	<b>2 232 506 000</b>	<b>2 079 542 307</b>
	<b>Financement du développement territorial</b>	2	Dépenses de personnel	59 774 000	59 774 000	-	-	59 774 000	63 509 563
		3	Biens et services	29 408 000	22 404 000	-	-	22 404 000	21 526 840
		4	Transferts courants	30 550 000 000	30 150 000 000	-	- 110 000 000	30 040 000 000	30 040 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	15 000 000 000	8 500 000 000	-	-	-	-
		6	Transferts en capital	31 259 826 520	30 759 826 520	1 300 000 000	20 792 086 984	52 851 913 504	51 945 956 504
	<b>Total Financement du développement territorial</b>			<b>76 899 008 520</b>	<b>69 492 004 520</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>20 682 086 984</b>	<b>82 974 091 504</b>	<b>82 070 992 907</b>
				<b>106 001 178 229</b>	<b>90 447 437 376</b>	<b>2 118 750 000</b>	<b>21 220 086 984</b>	<b>91 907 887 504</b>	<b>90 021 743 783</b>
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	2	Dépenses de personnel	268 442 600	268 442 600	-	-	268 442 600	333 339 285
		3	Biens et services	202 975 028	144 286 051	-	-	144 286 051	137 435 438
		4	Transferts courants	1 940 000 000	2 890 000 000	-	300 000 000	3 190 000 000	3 190 000 000
	<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>2 411 417 628</b>	<b>3 302 728 651</b>	<b>-</b>	<b>300 000 000</b>	<b>3 602 728 651</b>	<b>3 660 774 723</b>
	<b>Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau</b>	2	Dépenses de personnel	112 595 986	112 595 986	-	-	112 595 986	85 983 777
		3	Biens et services	32 234 308	32 234 308	-	-	32 234 308	32 205 770
		4	Transferts courants	2 511 432 000	2 511 432 000	-	100 000 000	2 611 432 000	2 611 432 000
		5	Investissement	2 635 000 000	2 355 000 000	-	-	105 000 000	75 769 565



Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
			nts exécutés par l'Etat						
		6	Transferts en capital	5 938 631 934	5 313 631 934	500 000 000	- 2 225 000 000	3 588 631 934	3 131 408 634
	<b>Total Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau</b>			<b>11 229 894 228</b>	<b>10 324 894 228</b>	<b>500 000 000</b>	<b>- 2 125 000 000</b>	<b>6 449 894 228</b>	<b>5 936 799 746</b>
	<b>Programme d'Accès à l'Eau Potable</b>	2	Dépenses de personnel	190 046 532	190 046 532		-	190 046 532	177 578 412
		3	Biens et services	133 894 081	117 459 797	-	16 434 284	133 894 081	128 074 911
		4	Transferts courants	1 697 000 000	1 997 798 808	-	- 272 000 000	1 725 798 808	1 725 798 808
		5	Investissements exécutés par l'Etat	35 067 839 608	37 362 400 990	-	-	168 731 356	22 969 585
		6	Transferts en capital	20 597 776 769	22 945 563 007	50 000 000	- 1 267 000 000	21 728 563 007	13 923 029 249
	<b>Total Programme d'Accès à l'Eau Potable</b>			<b>57 686 556 990</b>	<b>62 613 269 134</b>	<b>50 000 000</b>	<b>- 1 522 565 716</b>	<b>23 947 033 784</b>	<b>15 977 450 965</b>
	<b>Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales</b>	2	Dépenses de personnel	225 543 412	225 543 412		-	225 543 412	154 211 107
		3	Biens et services	101 245 840	92 659 774	-	-	92 659 774	92 538 170
		5	Investissements exécutés par l'Etat	28 651 500 000	24 006 198 400	-	-	-	-
		6	Transferts en capital	13 023 585 046	15 147 619 605	-	680 000 000	15 827 619 605	14 427 619 605
	<b>Total Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales</b>			<b>42 001 874 298</b>	<b>39 472 021 191</b>	<b>-</b>	<b>680 000 000</b>	<b>16 145 822 791</b>	<b>14 674 368 882</b>
				<b>113 329 743 144</b>	<b>115 712 913 204</b>	<b>550 000 000</b>	<b>- 2 667 565 716</b>	<b>50 145 479 454</b>	<b>40 249 394 316</b>
Ministère de l'Enseignement	Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2	Dépenses de personnel	323 330 000	323 330 000		-	323 330 000	379 232 107

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
Supérieur de la Recherche et de l'Innovation									
		3	Biens et services	3 489 248 000	3 271 986 233	-	-	3 271 986 233	3 169 224 200
		4	Transferts courants	-	340 000 000	-	- 113 333 334	226 666 666	
	<b>Total Pilotage, Gestion et Coordination administrative</b>			<b>3 812 578 000</b>	<b>3 935 316 233</b>	<b>-</b>	<b>- 113 333 334</b>	<b>3 821 982 899</b>	<b>3 548 456 307</b>
	Education supérieure	2	Dépenses de personnel	121 992 000	121 992 000		-	121 992 000	129 713 033
		3	Biens et services	144 000 000	58 900 000	-	-	58 900 000	50 824 465
		4	Transferts courants	83 090 736 929	82 137 957 729	-	299 409 168	82 437 366 897	82 437 366 893
		5	Investissements exécutés par l'Etat	6 492 310 962	5 044 917 820	1 317 955 248	-	5 362 873 068	2 809 868 044
		6	Transferts en capital	24 789 000 000	28 095 231 950	-	- 4 004 000 000	24 091 231 950	23 466 231 950
	<b>Total Education supérieure</b>			<b>114 638 039 891</b>	<b>115 458 999 499</b>	<b>1 317 955 248</b>	<b>- 3 704 590 832</b>	<b>112 072 363 915</b>	<b>108 894 004 385</b>
	OEuvres sociales universitaires	2	Dépenses de personnel	46 604 000	46 604 000		-	46 604 000	43 293 862
		3	Biens et services	60 000 000	94 000 000	-	-	94 000 000	56 988 722
		4	Transferts courants	74 898 337 000	83 398 337 000	-	6 589 035 000	89 987 372 000	89 464 743 347
		5	Investissements exécutés par l'Etat	2 200 000 000	2 100 000 000	-	-	2 100 000 000	673 363 658
		6	Transferts en capital	7 572 373 623	8 072 373 623	-	2 000 000 000	10 072 373 623	10 072 373 623
	<b>Total OEuvres sociales universitaires</b>			<b>84 777 314 623</b>	<b>93 711 314 623</b>	<b>-</b>	<b>8 589 035 000</b>	<b>102 300 349 623</b>	<b>100 310 763 212</b>
				<b>203 227 932 514</b>	<b>213 105 630 355</b>	<b>1 317 955 248</b>	<b>4 771 110 834</b>	<b>218 194 696 437</b>	<b>212 753 223 904</b>

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
Ministère des Mines et de la Géologie	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	Dépenses de personnel	188 938 000	188 938 000		-	188 938 000	243 702 802
		3	Biens et services	101 443 000	96 653 000	-	-	96 653 000	94 545 369
		4	Transferts courants	618 000 000	618 000 000	-	-	618 000 000	618 000 000
		5	Investissements exécutés par l'Etat	220 000 000	220 000 000	-	-	220 000 000	153 743 134
			<b>Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>			<b>1 128 381 000</b>	<b>1 123 591 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	Mines	2	Dépenses de personnel	108 196 000	108 196 000		-	108 196 000	120 815 354
		3	Biens et services	103 443 000	100 676 000	-	-	100 676 000	100 086 595
		4	Transferts courants	500 000 000	500 000 000	-	100 000 000	600 000 000	500 000 000
			<b>Total Mines</b>			<b>711 639 000</b>	<b>708 872 000</b>	<b>-</b>	<b>100 000 000</b>
	Géologie	2	Dépenses de personnel	40 674 000	40 674 000		-	40 674 000	21 157 547
		3	Biens et services	21 400 000	20 400 000	-	-	20 400 000	18 880 115
		4	Transferts courants	106 630 000	106 630 000	-	-	106 630 000	106 630 000
		6	Transferts en capital	247 000 000	1 247 000 000	-	-	1 247 000 000	1 247 000 000
	<b>Total Géologie</b>			<b>415 704 000</b>	<b>1 414 704 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 414 704 000</b>	<b>1 393 667 662</b>
				<b>2 255 724 000</b>	<b>3 247 167 000</b>	<b>-</b>	<b>100 000 000</b>	<b>3 347 167 000</b>	<b>3 224 560 916</b>
Ministère du développement communautaire de l'équité	COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2	Dépenses de personnel	110 483 000	110 483 000		-	110 483 000	236 229 364

Libellé Section	Nom Programme	Catégories	Libellés catégories	LFI	LFR	Reports Crédits	Actes modificatifs	Crédits ouverts internes	Paiements
sociale et Territoriale									
		3	Biens et services	402 522 292	279 084 972	-	-	279 084 972	270 227 962
	<b>Total COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE</b>			<b>513 005 292</b>	<b>389 567 972</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>389 567 972</b>	<b>506 457 326</b>
	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2	Dépenses de personnel	295 533 155	295 533 155		-	295 533 155	269 285 018
		3	Biens et services	139 646 000	123 686 516		-	123 686 516	116 060 759
		5	Investissements exécutés par l'Etat	20 030 000 000	20 030 000 000		-	30 000 000	28 070 528
		6	Transferts en capital	15 000 000 000	16 119 773 500	750 000 000	-	16 869 773 500	15 000 000 000
	<b>Total DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE</b>			<b>35 465 179 155</b>	<b>36 568 993 171</b>	<b>750 000 000</b>	<b>-</b>	<b>17 318 993 171</b>	<b>15 413 416 305</b>
	EQUITE SOCIALE	2	Dépenses de personnel	27 461 000	27 461 000		-	27 461 000	12 356 123
		3	Biens et services	22 400 000	14 500 000		-	14 500 000	14 487 985
		4	Transferts courants	25 304 142 825	66 029 142 825		- 397 776 267	65 631 366 558	65 629 142 825
		5	Investissements exécutés par l'Etat	8 593 366 000	19 471 147 470		-	-	
		6	Transferts en capital	31 450 000 000	15 725 000 000		-	15 725 000 000	15 725 000 000
	<b>Total EQUITE SOCIALE</b>			<b>65 397 369 825</b>	<b>101 267 251 295</b>	<b>-</b>	<b>- 397 776 267</b>	<b>81 398 327 558</b>	<b>81 380 986 933</b>
				<b>101 375 554 272</b>	<b>138 225 812 438</b>	<b>750 000 000</b>	<b>- 397 776 267</b>	<b>99 106 888 701</b>	<b>97 300 860 564</b>
<b>Total budget général (hors PIC IV)</b>				<b>3 573 000 000 000</b>	<b>3 881 200 000 000</b>	<b>34 075 352 166</b>	<b>20 542 086 984</b>	<b>3 249 259 639 150</b>	<b>3 188 791 341 946</b>

## II-2 SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DE PAIEMENT DU BUDGET GENERAL PAR PROGRAMME DU PIC IV

Section	Libellé Section	Code Prog.	Nom Programme	Catégorie	Crédits ouverts	Montants payés
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	2 357 743 926	768 937 522
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	4 534 476 514	4 511 976 514
59	Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	5	1 146 696 150	198 012 200
59	Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	6	1 727 612 300	1 679 612 000
<b>TOTAL</b>					<b>9 766 528 890</b>	<b>7 158 538 236</b>

### ANNEXE III : SITUATION D'EXECUTION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT PAR DOTATION ET PROGRAMME

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
21	Présidence de la République	0002	Présidence de la République	5	-	-	500 000 000	-	500 000 000	-
		Total 0002			-	-	500 000 000	-	500 000 000	-
<b>Total 21</b>					<b>-</b>	<b>-</b>	<b>500 000 000</b>	<b>-</b>	<b>500 000 000</b>	<b>-</b>
21	Présidence de la République	0002	Présidence de la République	6	37 154 000 000	-	-8 650 000 000	5 095 570 716	33 599 570 716	14 181 000 000
		Total 0002			37 154 000 000	-	- 8 650 000 000	5 095 570 716	33 599 570 716	14 181 000 000
<b>Total 21</b>					<b>37 154 000 000</b>	<b>-</b>	<b>- 8 650 000 000</b>	<b>5 095 570 716</b>	<b>33 599 570 716</b>	<b>14 181 000 000</b>
22	Assemblée Nationale	0003	Assemblée Nationale	6	7 945 171 359	-	-	-	7 945 171 359	2 726 655 000
		Total 0003			7 945 171 359	-	-	-	7 945 171 359	2 726 655 000
<b>Total 22</b>					<b>7 945 171 359</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 945 171 359</b>	<b>2 726 655 000</b>
28	Cour des Comptes	0008	Cour des Comptes	6	10 345 000 000	400 000 000	-	-	10 745 000 000	1 200 842 457
		Total 0008			10 345 000 000	400 000 000	-	-	10 745 000 000	1 200 842 457
<b>Total 28</b>					<b>10 345 000 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10 745 000 000</b>	<b>1 200 842 457</b>
29	Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0013	Conseil des Collectivites Territoriales	6	2 340 000 000	-	- 2 340 000 000	-	-	-
		Total 0013			2 340 000 000	-	- 2 340 000 000	-	-	-
<b>Total 29</b>					<b>2 340 000 000</b>	<b>-</b>	<b>- 2 340 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
30	Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009	Secrétariat général du Gouvernement	5	5 290 000 000	-	24 738 032	-	5 314 738 032	129 984 080
				6	24 459 910 771	2 270 570 716	1 385 292 000	1 576 304 284	29 692 077 771	8 404 875 000
		Total 0009			29 749 910 771	2 270 570 716	1 410 030 032	1 576 304 284	35 006 815 803	8 534 859 080
		2106	Programme de lutte contre la malnutrition	6	15 000 000 000	-	-	-	15 000 000 000	943 500 000
				Total 2106			15 000 000 000	-	-	-
<b>Total 30</b>					<b>44 749 910 771</b>	<b>2 270 570 716</b>	<b>1 410 030 032</b>	<b>1 576 304 284</b>	<b>50 006 815 803</b>	<b>9 478 359 080</b>
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	1001	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	1 499 999 995	-	-	-	1 499 999 995	232 094 053
				6	300 000 000	-	-	-	300 000 000	150 000 000
		Total 1001			1 799 999 995	-	-	-	1 799 999 995	382 094 053
		2001	Coopération bilatérale et multilatérale	5	21 999 999 998	-	13 726 150	1 009 000 000	23 022 726 148	2 809 600 680
				Total 2001			21 999 999 998	-	13 726 150	1 009 000 000
		2003	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	5	1 706 999 998	-	-	-	1 706 999 998	151 338 378
				6	950 000 000	-	- 250 000 000	-	700 000 000	-

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		Total 2003			2 656 999 998	-	- 250 000 000	-	2 406 999 998	151 338 378
<b>Total 31</b>					<b>26 456 999 991</b>	<b>-</b>	<b>- 236 273 850</b>	<b>1 009 000 000</b>	<b>27 229 726 141</b>	<b>3 343 033 111</b>
<b>32</b>	<b>Ministère des Forces Armées</b>	1002	<b>Pilotage coordination et gestion administrative</b>	5	1 000 000 000	-	660 000 000	230 000 000	1 890 000 000	1 889 415 280
				6	6 876 000 000	400 000 000	- 200 000 000	-	7 076 000 000	1 284 000 000
		Total 1002			7 876 000 000	400 000 000	460 000 000	230 000 000	8 966 000 000	3 173 415 280
		2005	<b>Défense du territoire national</b>	5	33 801 101 740	-	-	2 537 335 000	36 338 436 740	13 545 033 773
				6	140 841 881 820	-	5 300 000 000	36 625 615 004	182 767 496 824	52 767 615 004
		Total 2005			174 642 983 560	-	5 300 000 000	39 162 950 004	219 105 933 564	66 312 648 777
		2008	<b>Sûreté publique et maintien de l'ordre</b>	5	16 445 000 000	1 000 000 000	-	250 000 000	17 695 000 000	10 072 034 749
				6	27 200 000 000	-	-	- 1 500 000 000	25 700 000 000	2 390 284 554
		Total 2008			43 645 000 000	1 000 000 000	-	- 1 250 000 000	43 395 000 000	12 462 319 303
<b>Total 32</b>					<b>226 163 983 560</b>	<b>1 400 000 000</b>	<b>5 760 000 000</b>	<b>38 142 950 004</b>	<b>271 466 933 564</b>	<b>81 948 383 360</b>
<b>33</b>	<b>Ministère de l'Intérieur</b>	1003	<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>	5	1 103 500 000	-	-	- 213 500 000	890 000 000	817 476 328
				6	1 000 000 000	377 000 000	-	-	1 377 000 000	1 377 000 000
		Total 1003			2 103 500 000	377 000 000	-	- 213 500 000	2 267 000 000	2 194 476 328



Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2009	Sécurité publique	5	20 358 780 715	-	- 535 950 000	438 500 000	20 261 330 715	1 740 389 949
				6	36 396 000 000	-	-	2 980 000 000	39 376 000 000	9 220 219 285
		Total 2009			56 754 780 715	-	- 535 950 000	3 418 500 000	59 637 330 715	10 960 609 234
		2010	Sécurité civile	5	10 494 000 000	-	-	-	10 494 000 000	1 468 512 901
				6	954 030 000	-	-	1 000 000 000	1 954 030 000	1 954 030 000
		Total 2010			11 448 030 000	-	-	1 000 000 000	12 448 030 000	3 422 542 901
		2011	Administration territoriale	5	10 738 000 000	-	- 50 000 000	20 000 000	10 708 000 000	209 979 646
		Total 2011			10 738 000 000	-	- 50 000 000	20 000 000	10 708 000 000	209 979 646
		2012	Gouvernance électorale	6	50 000 000 000	-	-	-	50 000 000 000	10 065 293 624
		Total 2012			50 000 000 000	-	-	-	50 000 000 000	10 065 293 624
<b>Total 33</b>					<b>131 044 310 715</b>	<b>377 000 000</b>	<b>- 585 950 000</b>	<b>4 225 000 000</b>	<b>135 060 360 715</b>	<b>26 852 901 733</b>
<b>34</b>	<b>Ministère de la Justice</b>	1004	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	1 000 000 000	119 000 000	-	-	1 119 000 000	19 997 460
				6	5 000 000 000	-	- 1 600 000 000	260 000 000	3 660 000 000	893 000 000
		Total 1004			6 000 000 000	119 000 000	- 1 600 000 000	260 000 000	4 779 000 000	912 997 460
		2014	Justice judiciaire	5	23 659 467 602	275 295 077	- 1 850 000 000	175 000 000	22 259 762 679	2 280 223 836
				6	-	500 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000
		Total 2014			23 659 467 602	775 295 077	- 1 850 000 000	175 000 000	22 759 762 679	2 780 223 836

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2015	Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	5	440 000 000	-	- 250 000 000	-	190 000 000	188 030 101
		Total 2015			440 000 000	-	- 250 000 000	-	190 000 000	188 030 101
		2016	Administration pénitentiaire	5	14 999 559 857	46 622 228	-	1 750 000 000	16 796 182 085	2 675 392 040
				6	200 000 000	-	-	-	200 000 000	200 000 000
		Total 2016			15 199 559 857	46 622 228	-	1 750 000 000	16 996 182 085	2 875 392 040
		2100	Bonne gouvernance et Droits humains	5	7 749 999 993	-	- 53 412 422	14 797 200	7 711 384 771	356 153 883
		Total 2100			7 749 999 993	-	- 53 412 422	14 797 200	7 711 384 771	356 153 883
<b>Total 34</b>					<b>53 049 027 452</b>	<b>940 917 305</b>	<b>- 3 753 412 422</b>	<b>2 199 797 200</b>	<b>52 436 329 535</b>	<b>7 112 797 320</b>
<b>35</b>	<b>Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public</b>	2017	Fonction publique	5	517 000 000	-	- 90 000 000	-	427 000 000	408 293 344
		Total 2017			517 000 000	-	- 90 000 000	-	427 000 000	408 293 344
		2018	Renouveau du service public	6	12 412 000 000	-	-	-	12 412 000 000	500 000 000
		Total 2018			12 412 000 000	-	-	-	12 412 000 000	500 000 000
<b>Total 35</b>					<b>12 929 000 000</b>	<b>-</b>	<b>- 90 000 000</b>	<b>-</b>	<b>12 839 000 000</b>	<b>908 293 344</b>

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
37	Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	1006	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	290 598 000	-	-	-	290 598 000	290 145 755
		Total 1006			290 598 000	-	-	-	290 598 000	290 145 755
<b>Total 37</b>					<b>290 598 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>290 598 000</b>	<b>290 145 755</b>
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2023	Pêche et Aquaculture	5	12 194 133 112	260 502 198	- 2 536 674 236	-	9 917 961 074	775 782 132
				6	33 075 000 000	-	- 665 312 500	- 211 250 000	32 198 437 500	1 703 437 500
		Total 2023			45 269 133 112	260 502 198	- 3 201 986 736	- 211 250 000	42 116 398 574	2 479 219 632
		2024	Economie Maritime	5	5 500 000 000	-	-	- 1 572 484 000	3 927 516 000	1 227 515 920
				6	99 804 172 110	100 000 000	379 528 030	- 3 950 000 000	96 333 700 140	3 693 962 626
		Total 2024			105 304 172 110	100 000 000	379 528 030	- 5 522 484 000	100 261 216 140	4 921 478 546
<b>Total 40</b>					<b>150 573 305 222</b>	<b>360 502 198</b>	<b>- 2 822 458 706</b>	<b>- 5 733 734 000</b>	<b>142 377 614 714</b>	<b>7 400 698 178</b>
41	Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	1009	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	30 000 000	-	-	-	30 000 000	29 139 038
		Total 1009			30 000 000	-	-	-	30 000 000	29 139 038

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2027	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	6	1 306 081 440 369	2 500 000 000	- 387 763 524	12 874 533 623	1 321 068 210 468	89 141 168 742
		Total 2027			1 306 081 440 369	2 500 000 000	- 387 763 524	12 874 533 623	1 321 068 210 468	89 141 168 742
		2028	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	6	125 255 000 000	-	- 2 078 000 000	2 000 000 000	125 177 000 000	36 877 000 000
		Total 2028			125 255 000 000	-	- 2 078 000 000	2 000 000 000	125 177 000 000	36 877 000 000
		2029	Développement et modernisation des services de transport	6	36 341 000 000	-	- 600 000 000	- 225 000 000	35 516 000 000	750 000 000
		Total 2029			36 341 000 000	-	- 600 000 000	- 225 000 000	35 516 000 000	750 000 000
<b>Total 41</b>					<b>1 467 707 440 369</b>	<b>2 500 000 000</b>	<b>- 3 065 763 524</b>	<b>14 649 533 623</b>	<b>1 481 791 210 468</b>	<b>126 797 307 780</b>
<b>42</b>	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	1010	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	450 000 000	-	- 178 000 000	-	272 000 000	223 013 466
		Total 1010			450 000 000	-	- 178 000 000	-	272 000 000	223 013 466

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2030	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	5	4 954 000 000	-	- 3 059 326 170	-	1 894 673 830	1 232 345 437
				6	11 310 000 000	350 000 000	2 093 957 200	- 435 000 000	13 318 957 200	4 350 000 000
		Total 2030			16 264 000 000	350 000 000	- 965 368 970	- 435 000 000	15 213 631 030	5 582 345 437
		2031	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	5	2 688 000 000	58 433 912	- 1 330 670 000	119 025 585	1 534 789 497	689 953 624
				6	106 090 000 000	-	2 648 465 457	233 200 000	108 971 665 457	40 784 831 255
		Total 2031			108 778 000 000	58 433 912	1 317 795 457	352 225 585	110 506 454 954	41 474 784 879
<b>Total 42</b>					<b>125 492 000 000</b>	<b>408 433 912</b>	<b>174 426 487</b>	<b>- 82 774 415</b>	<b>125 992 085 984</b>	<b>47 280 143 782</b>
<b>43</b>	<b>Ministère des Finances et du Budget</b>	1011	Pilotage, gestion et coordination du MFB	5	14 396 355 102	-	163 000 000	363 049 250	14 922 404 352	1 404 123 818
				6	2 476 954 015	150 000 000	- 1 417 526 530	8 521 000 000	9 730 427 485	9 730 427 485
		Total 1011			16 873 309 117	150 000 000	- 1 254 526 530	8 884 049 250	24 652 831 837	11 134 551 303
		2032	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	6	22 052 119 350	-	-	- 1 111 119 350	20 941 000 000	3 250 000 000
		Total 2032			22 052 119 350	-	-	- 1 111 119 350	20 941 000 000	3 250 000 000

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2035	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	5	5 340 477 506	342 935 465	- 530 026 318	157 404 191	5 310 790 844	2 629 416 543
				6	19 800 000 000	10 000 000 000	5 000 000 000	26 883 301 566	61 683 301 566	60 381 636 355
		Total 2035			25 140 477 506	10 342 935 465	4 469 973 682	27 040 705 757	66 994 092 410	63 011 052 898
		2036	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	5	2 112 905 931	168 017 724	- 730 000 000	-	1 550 923 655	607 657 385
				6	-	-	-	80 000 000	80 000 000	-
		Total 2036			2 112 905 931	168 017 724	- 730 000 000	80 000 000	1 630 923 655	607 657 385
		2037	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	5	787 041 451	279 419 291	383 878 100	52 000 000	1 502 338 842	1 109 168 408
				6	5 000 000 000	95 000 000	1 122 500 000	- 4 385 000 000	1 832 500 000	1 672 500 000
		Total 2037			5 787 041 451	374 419 291	1 506 378 100	- 4 333 000 000	3 334 838 842	2 781 668 408
		2038	Gestion du secteur financier	5	41 000 000	-	300 000 000	22 500 000	363 500 000	83 119 822
				6	890 057 850	200 000 000	-	-	1 090 057 850	1 090 057 850
		Total 2038			931 057 850	200 000 000	300 000 000	22 500 000	1 453 557 850	1 173 177 672
<b>Total 43</b>					<b>72 896 911 205</b>	<b>11 235 372 480</b>	<b>4 291 825 252</b>	<b>30 583 135 657</b>	<b>119 007 244 594</b>	<b>81 958 107 666</b>

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
44	Ministère du Pétrole et des Energies	2039	Electrification rurale et Energies renouvelables	5	350 000 000	121 673 388	- 82 500 000	40 000 000	429 173 388	428 441 669
				6	111 254 000 000	1 000 000 000	- 8 359 000 000	- 5 174 844 773	98 720 155 227	1 305 000 000
				Total 2039	111 604 000 000	1 121 673 388	- 8 441 500 000	- 5 134 844 773	99 149 328 615	1 733 441 669
		2040	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combus	5	-	36 993 208	64 500 000	30 000 000	131 493 208	125 650 104
				6	14 593 000 000	200 000 000	- 130 000 000	-	14 663 000 000	595 000 000
				Total 2040	14 593 000 000	236 993 208	- 65 500 000	30 000 000	14 794 493 208	720 650 104
		2120	Optimisation du système d'offre d'électricité	6	69 399 442 111	187 000 000	-	- 3 750 000 000	65 836 442 111	187 000 000
				Total 2120	69 399 442 111	187 000 000	-	- 3 750 000 000	65 836 442 111	187 000 000
<b>Total 44</b>					<b>195 596 442 111</b>	<b>1 545 666 596</b>	<b>- 8 507 000 000</b>	<b>- 8 854 844 773</b>	<b>179 780 263 934</b>	<b>2 641 091 773</b>
45	Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	2041	Développement du marché intérieur et de la consommation	6	828 877 000	-	8 500 000	750 000 000	1 587 377 000	131 500 000

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		Total 2041			828 877 000	-	8 500 000	750 000 000	1 587 377 000	131 500 000
		2042	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	5	16 550 000	-	- 7 025 000	-	9 525 000	7 247 748
		Total 2042			16 550 000	-	- 7 025 000	-	9 525 000	7 247 748
		2043	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	5	-	-	20 000 000	160 000 000	180 000 000	179 182 292
				6	16 000 000 000	-	100 000 000	- 100 000 000	16 000 000 000	100 000 000
		Total 2043			16 000 000 000	-	120 000 000	60 000 000	16 180 000 000	279 182 292
<b>Total 45</b>					<b>16 845 427 000</b>	<b>-</b>	<b>121 475 000</b>	<b>810 000 000</b>	<b>17 776 902 000</b>	<b>417 930 040</b>
46	Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	1014	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	2 215 000 000	14 986 000	- 175 000 000	-	2 054 986 000	263 138 034
		Total 1014			2 215 000 000	14 986 000	- 175 000 000	-	2 054 986 000	263 138 034
		2045	Aménagement et développement urbain	6	32 315 642 649	-	- 900 000 000	- 4 100 000 000	27 315 642 649	4 200 000 000
		Total 2045			32 315 642 649	-	- 900 000 000	- 4 100 000 000	27 315 642 649	4 200 000 000



Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2046	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	5	32 000 000 000	-	-	-	32 000 000 000	103 073 000
				6	174 456 878 690	4 740 805 000	- 6 303 820 369	- 3 850 000 000	169 043 863 321	22 920 805 000
		Total 2046			206 456 878 690	4 740 805 000	- 6 303 820 369	- 3 850 000 000	201 043 863 321	23 023 878 000
		2047	Cadre de vie	5	50 000 000	-	-	-	50 000 000	49 987 337
				6	18 486 744 478	-	- 1 450 000 000	4 383 516 960	21 420 261 438	8 976 841 070
		Total 2047			18 536 744 478	-	- 1 450 000 000	4 383 516 960	21 470 261 438	9 026 828 407
<b>Total 46</b>					<b>259 524 265 817</b>	<b>4 755 791 000</b>	<b>- 8 828 820 369</b>	<b>- 3 566 483 040</b>	<b>251 884 753 408</b>	<b>36 513 844 441</b>
<b>47</b>	Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	2049	compétitivité de l'industrie sénégalaise	5	100 000 000	-	-	- 75 000 000	25 000 000	-
				6	2 020 000 000	-	-	- 178 000 000	1 842 000 000	1 650 000 000
		Total 2049			2 120 000 000	-	-	- 253 000 000	1 867 000 000	1 650 000 000
<b>Total 47</b>					<b>2 120 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 253 000 000</b>	<b>1 867 000 000</b>	<b>1 650 000 000</b>
<b>49</b>	Ministère du Tourisme et des transports aériens	1016	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	300 000 000	-	- 75 000 000	-	225 000 000	210 585 318
		Total 1016			300 000 000	-	- 75 000 000	-	225 000 000	210 585 318

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2050	Développement de l'Offre touristique	5	-	-	61 500 000	-	61 500 000	55 849 126
				6	19 724 000 000	-	- 1 600 000 000	-	18 124 000 000	563 500 000
		Total 2050			19 724 000 000	-	- 1 538 500 000	-	18 185 500 000	619 349 126
		2051	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	6	5 400 000 000	-	- 100 000 000	- 5 300 000 000	-	-
		Total 2051			5 400 000 000	-	- 100 000 000	- 5 300 000 000	-	-
		2052	Développement des infrastructures aéroportuaires	6	109 051 840 000	250 000 000	- 525 000 000	5 750 000 000	114 526 840 000	6 312 500 000
		Total 2052			109 051 840 000	250 000 000	- 525 000 000	5 750 000 000	114 526 840 000	6 312 500 000
<b>Total 49</b>					<b>134 475 840 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>- 2 238 500 000</b>	<b>450 000 000</b>	<b>132 937 340 000</b>	<b>7 142 434 444</b>
<b>50</b>	<b>Ministère de l'Education Nationale</b>	1017	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	5	1 081 691 513	1 358 180	-	-	1 083 049 693	1 069 966 844
		Total 1017			1 081 691 513	1 358 180	-	-	1 083 049 693	1 069 966 844

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2054	Enseignement Elémentaire	5	11 703 310 195	-	24 500 000	-	11 727 810 195	881 041 821
				6	2 111 583 833	367 291 625	-	-	2 478 875 458	1 222 083 541
		Total 2054			13 814 894 028	367 291 625	24 500 000	-	14 206 685 653	2 103 125 362
		2055	Enseignement Moyen général	5	8 379 578 743	-	250 000 000	-	8 629 578 743	918 738 777
		Total 2055			8 379 578 743	-	250 000 000	-	8 629 578 743	918 738 777
		2056	Enseignement secondaire général	5	10 934 292 681	237 901 457	800 000 000	-	11 972 194 138	1 366 197 290
		Total 2056			10 934 292 681	237 901 457	800 000 000	-	11 972 194 138	1 366 197 290
		2057	Education de base des jeunes et adultes	5	51 082 113	-	- 51 082 113	-	-	-
				6	-	-	-	641 082 113	641 082 113	641 082 113
		Total 2057			51 082 113	-	- 51 082 113	641 082 113	641 082 113	641 082 113
<b>Total 50</b>					<b>34 261 539 078</b>	<b>606 551 262</b>	<b>1 023 417 887</b>	<b>641 082 113</b>	<b>36 532 590 340</b>	<b>6 099 110 386</b>
<b>52</b>	<b>Ministère des Sports</b>	2058	Développement des ressources humaines et de la formation	5	4 170 000 000	-	- 187 000 000	- 290 302 627	3 692 697 373	77 418 000
		Total 2058			4 170 000 000	-	- 187 000 000	- 290 302 627	3 692 697 373	77 418 000

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2059	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	5	11 222 359 205	-	- 986 213 957	290 302 627	10 526 447 875	3 872 152 558
				6	2 000 000 000	-	- 1 000 000 000	- 1 000 000 000	-	-
		Total 2059			13 222 359 205	-	- 1 986 213 957	- 709 697 373	10 526 447 875	3 872 152 558
<b>Total 52</b>					<b>17 392 359 205</b>	<b>-</b>	<b>- 2 173 213 957</b>	<b>- 1 000 000 000</b>	<b>14 219 145 248</b>	<b>3 949 570 558</b>
<b>53</b>	<b>Ministère de la Culture et de la Communication</b>	2061	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	5	20 000 000	-	-	-	20 000 000	19 293 000
				6	7 850 000 000	-	- 162 000 000	100 000 000	7 788 000 000	1 776 750 000
		Total 2061			7 870 000 000	-	- 162 000 000	100 000 000	7 808 000 000	1 796 043 000
		2062	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	6	13 000 000 000	-	-	- 2 900 000 000	10 100 000 000	2 700 000 000
		Total 2062			13 000 000 000	-	-	- 2 900 000 000	10 100 000 000	2 700 000 000

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2063	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	5	1 775 000 000	-	-	-	1 775 000 000	255 257 229
				6	15 156 000 000	-	- 29 000 000	50 000 000	15 177 000 000	2 177 000 000
		Total 2063			16 931 000 000	-	- 29 000 000	50 000 000	16 952 000 000	2 432 257 229
<b>Total 53</b>					<b>37 801 000 000</b>	<b>-</b>	<b>- 191 000 000</b>	<b>- 2 750 000 000</b>	<b>34 860 000 000</b>	<b>6 928 300 229</b>
<b>54</b>	<b>Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>		<b>Pilotage, Coordination et Gestion administrative</b>							
		1020		5	2 856 419 706	1 000 000	- 1 183 042 318	29 809 750	1 704 187 138	861 925 011
		Total 1020			2 856 419 706	1 000 000	- 1 183 042 318	29 809 750	1 704 187 138	861 925 011
		2064	Santé de base	5	4 069 778 064	257 664 175	35 306 735	- 380 000 000	3 982 748 974	2 494 329 076
				6	10 435 851 562	-	-	- 500 000 000	9 935 851 562	2 558 962 890
		Total 2064			14 505 629 626	257 664 175	35 306 735	- 880 000 000	13 918 600 536	5 053 291 966
		2066	Santé de référence	5	9 995 500 000	-	- 775 000 000	409 654 760	9 630 154 760	5 091 928 529
				6	12 950 000 000	25 000 000	- 720 000 000	20 100 000 000	32 355 000 000	23 725 000 000
		Total 2066			22 945 500 000	25 000 000	- 1 495 000 000	20 509 654 760	41 985 154 760	28 816 928 529
		2067	Protection sociale	5	1 420 999 568	-	- 14 114 395	-	1 406 885 173	568 798 319
				6	290 000 000	-	-	-	290 000 000	290 000 000
		Total 2067			1 710 999 568	-	- 14 114 395	-	1 696 885 173	858 798 319
<b>Total 54</b>					<b>42 018 548 900</b>	<b>283 664 175</b>	<b>- 2 656 849 978</b>	<b>19 659 464 510</b>	<b>59 304 827 607</b>	<b>35 590 943 825</b>

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
55	Ministère de la Jeunesse	1021	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	1 959 958 901	-	- 136 250 000	-	1 823 708 901	177 342 363
		Total 1021			1 959 958 901	-	- 136 250 000	-	1 823 708 901	177 342 363
		2068	Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	5	1 439 794 308	-	998 350 000	-	2 438 144 308	84 153 111
		Total 2068			1 439 794 308	-	998 350 000	-	2 438 144 308	84 153 111
		2069	Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	5	77 500 000	-	-	-	77 500 000	74 920 169
		Total 2069			77 500 000	-	-	-	77 500 000	74 920 169
		2070	Promotion socioéconomique des jeunes	6	44 377 726 353	-	2 611 453 526	-	46 989 179 879	11 182 674 349
		Total 2070			44 377 726 353	-	2 611 453 526	-	46 989 179 879	11 182 674 349
<b>Total 55</b>					<b>47 854 979 562</b>	<b>-</b>	<b>3 473 553 526</b>	<b>-</b>	<b>51 328 533 088</b>	<b>11 519 089 992</b>

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	1022	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	345 000 000	-	- 13 750 000	-	331 250 000	314 718 017
				6	35 100 000	-	-	200 000 000	235 100 000	235 100 000
				Total 1022			380 100 000	-	- 13 750 000	200 000 000
			Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	5	790 595 235	-	- 4 000 010	8 047 014	794 642 239	768 624 337
				6	272 300 000	-	469 425 000	-	741 725 000	711 150 000
				Total 2071			1 062 895 235	-	465 424 990	8 047 014
			Conservation de la biodiversité et gestion des AP	5	302 500 000	-	- 76 439 480	3 429 772	229 490 292	219 879 707
				6	35 100 000	-	-	-	35 100 000	35 100 000
				Total 2072			337 600 000	-	- 76 439 480	3 429 772
			Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	5	494 000 000	-	- 12 500 000	144 926 661	626 426 661	619 479 806
				Total 2073			494 000 000	-	- 12 500 000	144 926 661
<b>Total 56</b>					<b>2 274 595 235</b>	<b>-</b>	<b>362 735 510</b>	<b>356 403 447</b>	<b>2 993 734 192</b>	<b>2 904 051 867</b>

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
58	Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	1023	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	151 890 760	-	- 9 000 000	69 701 920	212 592 680	206 755 677
		Total 1023			151 890 760	-	- 9 000 000	69 701 920	212 592 680	206 755 677
		2098	Famille et genre	5	1 055 000 000	59 900 000	- 28 994 734	-	1 085 905 266	939 748 183
		Total 2098			1 055 000 000	59 900 000	- 28 994 734	-	1 085 905 266	939 748 183
		2101	Enfance	5	55 000 000	-	-	-	55 000 000	53 355 023
				6	840 000 000	187 500 000	-	150 000 000	1 177 500 000	532 500 000
		Total 2101			895 000 000	187 500 000	-	150 000 000	1 232 500 000	585 855 023
		2110	Autonomie Economique des femmes	5	547 754 530	-	- 35 856 600	63 000 000	574 897 930	513 797 569
				6	1 000 000 000	-	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000
		Total 2110			1 547 754 530	-	- 35 856 600	63 000 000	1 574 897 930	1 513 797 569
<b>Total 58</b>					<b>3 649 645 290</b>	<b>247 400 000</b>	<b>- 73 851 334</b>	<b>282 701 920</b>	<b>4 105 895 876</b>	<b>3 246 156 452</b>
59	Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle ,de l'Apprentissage et de l'Insertion	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	5	5 497 500 000	-	131 050 632	-	5 628 550 632	1 395 408 427
				6	1 011 990 816	125 000 000	-	100 000 000	1 236 990 816	755 995 408
		Total 2077			6 509 490 816	125 000 000	131 050 632	100 000 000	6 865 541 448	2 151 403 835



Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2078	Développement de l'apprentissage	6	537 608 550	-	- 75 000 000	100 000 000	562 608 550	562 608 550
		Total 2078			537 608 550	-	- 75 000 000	100 000 000	562 608 550	562 608 550
		2103	Développement de l'emploi	5	130 000 000	-	-	-	130 000 000	129 144 650
				6	100 000 000	-	-	-	100 000 000	100 000 000
		Total 2103			230 000 000	-	-	-	230 000 000	229 144 650
<b>Total 59</b>					<b>7 277 099 366</b>	<b>125 000 000</b>	<b>56 050 632</b>	<b>200 000 000</b>	<b>7 658 149 998</b>	<b>2 943 157 035</b>
<b>60</b>	<b>Charges non Réparties</b>	0010	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	5	15 000 000 000	-	3 508 582 113	- 18 073 726 786	434 855 327	-
				6	29 650 000 000	-	- 500 000 000	55 931 846 350	85 081 846 350	72 702 119 350
		Total 0010			44 650 000 000	-	3 008 582 113	37 858 119 564	85 516 701 677	72 702 119 350
<b>Total 60</b>					<b>44 650 000 000</b>	<b>-</b>	<b>3 008 582 113</b>	<b>37 858 119 564</b>	<b>85 516 701 677</b>	<b>72 702 119 350</b>
<b>61</b>	<b>Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération</b>	1032	Pilotage gestion et coordination administrative	6	3 300 000 000	-	- 122 573 542	95 000 000	3 272 426 458	951 632 290
		Total 1032			3 300 000 000	-	- 122 573 542	95 000 000	3 272 426 458	951 632 290

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2022	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	5	1 152 999 999	-	- 100 163 191	-	1 052 836 808	54 541 402
				6	251 159 000 000	-	1 280 000 000	- 2 750 000 000	249 689 000 000	5 115 000 000
		Total 2022			252 311 999 999	-	1 179 836 809	- 2 750 000 000	250 741 836 808	5 169 541 402
		2034	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	5	372 000 000	18 328 192	- 76 001 624	30 000 000	344 326 568	193 944 078
				6	899 457 634	-	- 125 000 000	66 700 000	841 157 634	841 157 634
		Total 2034			1 271 457 634	18 328 192	- 201 001 624	96 700 000	1 185 484 202	1 035 101 712
<b>Total 61</b>					<b>256 883 457 633</b>	<b>18 328 192</b>	<b>856 261 643</b>	<b>- 2 558 300 000</b>	<b>255 199 747 468</b>	<b>7 156 275 404</b>
62	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1025	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	100 000 000	-	- 53 500 000	-	46 500 000	46 474 520
		Total 1025			100 000 000	-	- 53 500 000	-	46 500 000	46 474 520
		2079	Productions animales	5	1 792 377 000	246 953 302	- 441 424 400	175 700 000	1 773 605 902	1 680 399 863
				6	6 006 748 290	485 800 000	35 000 000	3 100 000 000	9 627 548 290	7 092 522 763
		Total 2079			7 799 125 290	732 753 302	- 406 424 400	3 275 700 000	11 401 154 192	8 772 922 626

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2080	Santé animale et Santé publique vétérinaire	6	716 268 070	85 000 000	-	100 000 000	901 268 070	901 268 070
		Total 2080			716 268 070	85 000 000	-	100 000 000	901 268 070	901 268 070
		2081	Mise en marché des produits animaux	5	151 686 000	9 995 780	- 36 340 890	-	125 340 890	119 440 600
		Total 2081			151 686 000	9 995 780	- 36 340 890	-	125 340 890	119 440 600
<b>Total 62</b>					<b>8 767 079 360</b>	<b>827 749 082</b>	<b>- 496 265 290</b>	<b>3 375 700 000</b>	<b>12 474 263 152</b>	<b>9 840 105 816</b>
<b>63</b>	Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	1026	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	1 361 000 000	-	- 1 257 128 431	-	103 871 569	103 139 589
				6	-	-	500 000 000	-	500 000 000	500 000 000
		Total 1026			1 361 000 000	-	- 757 128 431	-	603 871 569	603 139 589
		2083	Economie numérique	5	946 975 000	-	30 345 127	-	977 320 127	385 545 618
				6	11 279 985 720	705 700 000	1 719 300 000	1 331 000 000	15 035 985 720	5 248 833 333
		Total 2083			12 226 960 720	705 700 000	1 749 645 127	1 331 000 000	16 013 305 847	5 634 378 951
<b>Total 63</b>					<b>13 587 960 720</b>	<b>705 700 000</b>	<b>992 516 696</b>	<b>1 331 000 000</b>	<b>16 617 177 416</b>	<b>6 237 518 540</b>
<b>64</b>	Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	1569	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	150 000 000	-	- 110 000 000	9 373 120	49 373 120	34 602 500

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		Total 1569			150 000 000	-	- 110 000 000	9 373 120	49 373 120	34 602 500
		2102	Promotion de la microfinance	5	927 063 390	80 000 000	- 311 136 695	20 850 490	716 777 185	572 050 961
				6	363 836 610	-	- 181 918 306	50 000 000	231 918 304	231 918 304
		Total 2102			1 290 900 000	80 000 000	- 493 055 001	70 850 490	948 695 489	803 969 265
		2118	Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	6	500 000 000	-	- 250 000 000	580 000 000	830 000 000	830 000 000
		Total 2118			500 000 000	-	- 250 000 000	580 000 000	830 000 000	830 000 000
<b>Total 64</b>					<b>1 940 900 000</b>	<b>80 000 000</b>	<b>- 853 055 001</b>	<b>660 223 610</b>	<b>1 828 068 609</b>	<b>1 668 571 765</b>
<b>65</b>	Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	1027	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	10 000 000 000	-	500 000 000	485 000 000	10 985 000 000	2 485 000 000
		Total 1027			10 000 000 000	-	500 000 000	485 000 000	10 985 000 000	2 485 000 000
		2085	Cohérence territoriale	6	30 024 750 000	818 750 000	122 250 000	23 000 000	30 988 750 000	1 517 125 000
		Total 2085			30 024 750 000	818 750 000	122 250 000	23 000 000	30 988 750 000	1 517 125 000
		2086	Gouvernance territoriale	5	8 396 000 007	-	- 120 750 000	30 000 000	8 305 250 007	221 962 158
				6	1 256 706 603	-	-	-	1 256 706 603	500 000 000
		Total 2086			9 652 706 610	-	- 120 750 000	30 000 000	9 561 956 610	721 962 158

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
		2087	Financement du développement territorial	6	37 305 826 520	1 300 000 000	- 500 000 000	20 792 086 984	58 897 913 504	51 945 956 504
		Total 2087			37 305 826 520	1 300 000 000	- 500 000 000	20 792 086 984	58 897 913 504	51 945 956 504
<b>Total 65</b>					<b>86 983 283 130</b>	<b>2 118 750 000</b>	<b>1 500 000</b>	<b>21 330 086 984</b>	<b>110 433 620 114</b>	<b>56 670 043 662</b>
<b>68</b>	Ministère de l'Eau et de l'assainissement	2088	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	5	185 000 000	-	- 80 000 000	-	105 000 000	104 988 415
				6	5 638 631 934	500 000 000	- 275 000 000	- 1 975 000 000	3 888 631 934	3 131 408 634
		Total 2088			5 823 631 934	500 000 000	- 355 000 000	- 1 975 000 000	3 993 631 934	3 236 397 049
		2089	Programme d'Accès à l'Eau Potable	5	269 208 974	-	- 100 477 618	-	168 731 356	147 140 274
				6	20 597 776 769	50 000 000	- 400 798 808	1 481 585 046	21 728 563 007	13 923 029 249
		Total 2089			20 866 985 743	50 000 000	- 501 276 426	1 481 585 046	21 897 294 363	14 070 169 523
		2090	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	5	1 087 000 000	-	- 1 087 000 000	-	-	-
				6	13 023 585 046	-	1 480 135 021	1 323 899 538	15 827 619 605	14 427 619 605
		Total 2090			14 110 585 046	-	393 135 021	1 323 899 538	15 827 619 605	14 427 619 605
<b>Total 68</b>					<b>40 801 202 723</b>	<b>550 000 000</b>	<b>- 463 141 405</b>	<b>830 484 584</b>	<b>41 718 545 902</b>	<b>31 734 186 177</b>

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2091	Education supérieure	5	29 114 255 782	1 317 955 248	- 9 747 393 142	-	20 684 817 888	4 277 631 328
				6	157 447 998 575	-	2 306 231 950	- 3 004 000 000	156 750 230 525	23 466 231 950
		Total 2091			186 562 254 357	1 317 955 248	- 7 441 161 192	- 3 004 000 000	177 435 048 413	27 743 863 278
		2092	OEuvres sociales universitaires	5	3 006 092 969	-	- 100 000 000	-	2 906 092 969	1 454 894 764
				6	52 234 201 432	-	500 000 000	2 000 000 000	54 734 201 432	10 072 373 623
		Total 2092			55 240 294 401	-	400 000 000	2 000 000 000	57 640 294 401	11 527 268 387
<b>Total 75</b>					<b>241 802 548 758</b>	<b>1 317 955 248</b>	<b>- 7 041 161 192</b>	<b>- 1 004 000 000</b>	<b>235 075 342 814</b>	<b>39 271 131 665</b>
83	Ministère des Mines et de la Géologie	1566	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	220 000 000	-	-	-	220 000 000	168 729 134
		Total 1566			220 000 000	-	-	-	220 000 000	168 729 134
		2116	Géologie	6	247 000 000	-	-	1 000 000 000	1 247 000 000	1 247 000 000
		Total 2116			247 000 000	-	-	1 000 000 000	1 247 000 000	1 247 000 000
<b>Total 83</b>					<b>467 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>1 467 000 000</b>	<b>1 415 729 134</b>
84	Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	2105	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	5	30 000 000	-	-	-	30 000 000	28 070 528

Section	Libellé	Programme	Libellé Programme	Titre	LFI	Reports	Variation LFR	Autres actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consolidé
				6	15 500 000 000	750 000 000	1 119 773 500	-	17 369 773 500	15 000 000 000
		Total 2105			15 530 000 000	750 000 000	1 119 773 500	-	17 399 773 500	15 028 070 528
		2108	EQUITE SOCIALE	6	31 450 000 000	-	- 15 725 000 000	-	15 725 000 000	15 725 000 000
		Total 2108			31 450 000 000	-	- 15 725 000 000	-	15 725 000 000	15 725 000 000
<b>Total 84</b>					<b>46 980 000 000</b>	<b>750 000 000</b>	<b>- 14 605 226 500</b>	<b>-</b>	<b>33 124 773 500</b>	<b>30 753 070 528</b>
<b>Total général</b>					<b>3 913 092 832 532</b>	<b>34 075 352 166</b>	<b>- 47 639 568 750</b>	<b>160 463 421 988</b>	<b>4 059 992 037 936</b>	<b>790 473 101 649</b>

## ANNEXE IV : SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

<i>LIBELLES</i>	<i>Recettes 2020</i>	<i>Dépenses 2020</i>	<i>Solde CST à reporter sur 2021</i>
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>			
96.101 Fonds national de retraite	135 140 202 233	114 187 962 673	20 952 239 560
96.102 Frais de cont. des stes à partic pub	391 978 850	388 057 602	3 921 248
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	1 502 149 554	1 143 051 033	359 098 521
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie			-
<b>Sous-total</b>	<b>137 034 330 637</b>	<b>115 719 071 308</b>	<b>21 315 259 329</b>
<b>Comptes de commerce</b>			
96.201 Opérations des armées à caractere industriel et com.	-		-
<b>Sous-total</b>	-	-	-
<b>Comptes de prêts</b>			
96.503 Prêts aux collectivités territoriales	-	-	-
96. 504 Prêts à divers organismes			-
96.507 Prêts aux particuliers	6 356 937 295	55 754 559	6 301 182 736
<b>Sous-total</b>	<b>6 356 937 295</b>	<b>55 754 559</b>	<b>6 301 182 736</b>
<b>Comptes d'avances</b>			
96.605 Avances aux collectivités territoriales	-		-
96.607 Avances à 1 an à divers organismes			-
<b>Sous-total</b>	-	-	-
<b>Comptes de garantie et aval</b>			
96.701 Garanties et Avals	-		-
<b>Sous-total</b>			-
<b>Total général</b>	<b>143 391 267 932</b>	<b>115 774 825 867</b>	<b>27 616 442 065</b>



## ANNEXE V : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR EN AE et CP

### ANNEXE V-1 SITUATION D'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR EN CP

Secti on	Libellé Section	Code Prog.	Nom Programme	Titre	LFI CP	LFR CP	Actes modificatifs CP	Ouvertures de crédits CP	Paiement CP
21	Présidence de la République	3001	Frais de contrôle des entreprises publiques	2	102 800 000	102 800 000	-	102 800 000	70 181 426
21	Présidence de la République	3001		3	374 200 000	374 200 000	-	374 200 000	298 048 056
21	Présidence de la République	3001		5	23 000 000	23 000 000	-	23 000 000	19 828 120
21	Présidence de la République	3001	Total Frais de contrôle des entreprises publiques		500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	388 057 602
21	Total Présidence de la République				500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	388 057 602
32	Ministère des Forces Armées	3002	Opérations à caractère industriel et commerciale	3	150 000 000	150 000 000	-	150 000 000	
32	Ministère des Forces Armées	3002	Total Opérations à caractère industriel et commerciale		150 000 000	150 000 000	-	150 000 000	
32	Total Ministère des Forces Armées				150 000 000	150 000 000	-	150 000 000	
33	Ministère de l'Intérieur	3003	Fonds de lutte contre les incendies	3	126 000 000	126 000 000	-	126 000 000	
33	Ministère de l'Intérieur	3003		5	74 000 000	74 000 000	-	74 000 000	
33	Ministère de l'Intérieur	3003	Total Fonds de lutte contre les incendies		200 000 000	200 000 000	-	200 000 000	
33	Total Ministère de l'Intérieur				200 000 000	200 000 000	-	200 000 000	
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3004	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2	515 000 000	515 000 000	-	515 000 000	512 687 334
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3004		3	300 000 000	300 000 000	- 28 000 000	272 000 000	258 238 857
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3004		4	390 000 000	390 000 000	- 60 000 000	330 000 000	330 000 000

Secti on	Libellé Section	Code Prog.	Nom Programme	Titre	LFI CP	LFR CP	Actes modificatifs CP	Ouvertures de crédits CP	Paiement CP
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3004		5	95 000 000	95 000 000	88 000 000	183 000 000	42 124 842
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3004	Total Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)		1 300 000 000	1 300 000 000	-	1 300 000 000	1 143 051 033
40	Total Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime				1 300 000 000	1 300 000 000	-	1 300 000 000	1 143 051 033
43	Ministère des Finances et du Budget	3005	Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4	111 750 000 000	111 750 000 000	-	111 750 000 000	114 187 962 673
43	Ministère des Finances et du Budget	3005	Total Gestion du Fonds national de retraite (FNR)		111 750 000 000	111 750 000 000	-	111 750 000 000	114 187 962 673
43	Ministère des Finances et du Budget	3006	Gestion des Prêts et Avances	5	21 550 000 000	21 550 000 000	-	21 550 000 000	55 754 559
43	Ministère des Finances et du Budget	3006	Total Gestion des Prêts et Avances		21 550 000 000	21 550 000 000	-	21 550 000 000	55 754 559
43	Ministère des Finances et du Budget	3007	Gestion des Garanties et avals	5	500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	
43	Ministère des Finances et du Budget	3007	Total Gestion des Garanties et avals		500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	
43	Total Ministère des Finances et du Budget				133 800 000 000	133 800 000 000	-	133 800 000 000	114 243 717 232
Total général CP					135 950 000 000	135 950 000 000	-	135 950 000 000	115 774 825 867

## ANNEXE V-2 SITUATION D'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR EN AE

Secti on	Libellé	Progra mme	Libellé Programme	Titre	LFI	LFR	actes modificatifs	Ouverture crédits	Engagement consommés
21	Présidence de la République	3001	Frais de contrôle des entreprises publiques	5	-	-	-	-	19 828 720
21	Présidence de la République	3001	Total Frais de contrôle des entreprises publiques		-	-	-	-	19 828 720
21	Total Présidence de la République				-	-	-	-	19 828 720
33	Ministère de l'Intérieur	3003	Fonds de lutte contre les incendies	5	-	-	-	-	-
33	Ministère de l'Intérieur	3003	Total Fonds de lutte contre les incendies		-	-	-	-	-
33	Total Ministère de l'Intérieur				-	-	-	-	-
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3004	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	5	-	-	-	-	170 743 825
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3004	Total Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)		-	-	-	-	170 743 825
40	Total Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime				-	-	-	-	170 743 825
43	Ministère des Finances et du Budget	3006	Gestion des Prêts et Avances	5	20 750 000 000	20 750 000 000	-	20 750 000 000	55 754 559
43	Ministère des Finances et du Budget	3006	Total Gestion des Prêts et Avances		20 750 000 000	20 750 000 000	-	20 750 000 000	55 754 559
43	Ministère des Finances et du Budget	3007	Gestion des Garanties et avals	5	500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-
43	Ministère des Finances et du Budget	3007	Total Gestion des Garanties et avals		500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-
43	Total Ministère des Finances et du Budget				21 250 000 000	21 250 000 000	-	21 250 000 000	55 754 559
Total général AE					21 250 000 000	21 250 000 000	-	21 250 000 000	246 327 104

